



84^e Réunion du Conseil de l'UICN, Sydney (Australie),
8-10 novembre 2014

DÉCISIONS

| Numéro de la décision | Décision du Conseil |
|---|--|
| Approbation de l'ordre du jour (Point 1 de l'ordre du jour) | |
| C/84/1 | Le Conseil, <u>Adopte</u> l'ordre du jour de sa 84 ^e réunion. (Rev5 daté du 27 octobre 2014 – joint en tant qu' Annexe 1) |
| Enregistrement de l'approbation du procès-verbal de la précédente réunion du Conseil et <u>des décisions approuvées par le Bureau et le Conseil entre les sessions du Conseil</u> (Point 3 de l'ordre du jour) | |
| C/84/2 | Le Conseil, <u>Enregistre</u> l'approbation : <ol style="list-style-type: none">1. Du procès-verbal de la 83^e réunion du Conseil de l'UICN (mai 2014) ;2. De la décision du Bureau d'admettre 11 organisations/institutions postulant à la qualité de Membres de l'UICN, approuvée par voie électronique et entrant en vigueur à partir du 2 juillet 2014 ;3. De la décision du Bureau d'approuver le Rapport annuel 2013 de l'UICN par voie électronique, entrant en vigueur à partir du 25 juin 2014 ;4. De la décision du Bureau de nommer des membres du Comité d'organisation du Congrès par voie électronique, entrant en vigueur à partir du 29 septembre 2014 ;5. De la décision du Conseil de l'UICN de nommer Mme Inger Andersen comme Directrice générale de l'UICN, adoptée par voie électronique et entrant en vigueur à partir du 27 août 2014. |
| Rapport de la Directrice générale de l'UICN au Conseil (Point 4 de l'ordre du jour) | |
| C/84/3 | Le Conseil, <u>Prend note</u> des rapports mensuels écrits ainsi que du rapport verbal de la Directrice générale sur ses activités depuis la dernière réunion du Congrès. |
| Vote de remerciement pour Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale (2007-2014) | |
| C/84/4 | Le Conseil, <i>Reconnaissant</i> les réalisations de la Directrice générale sortante, Mme Julia Marton-Lefèvre, au cours de son mandat à l'UICN, <u>Exprime par acclamation</u> ses plus profonds remerciements pour ses qualités de leader et son engagement permanent envers la conservation, auxquelles s'ajoutent une intégrité professionnelle et personnelle sans faille et le respect des plus hautes valeurs de l'Union, et lui souhaite tous ses vœux de succès pour l'avenir. |

| Rapports des Présidents des Commissions de l'UICN au Conseil (Point 6 de l'ordre du jour) | |
|---|--|
| C/84/5 | <p>Le Conseil, <i>Reconnaissant</i> les réalisations des Commissions de l'UICN, <u>Prend note</u> des rapports verbaux des Présidents de la Commission de la gestion des écosystèmes et de la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales, et du rapport écrit et verbal du Président de la Commission de la sauvegarde des espèces sur les activités menées dans leurs Commissions respectives depuis leur dernier rapport au Conseil, en novembre 2013.</p> |
| Confirmation ou modification de la composition des Comités directeurs des Commissions de l'UICN (Point 6.4 de l'ordre du jour) | |
| C/84/6 | <p>Le Conseil, <i>Sur proposition</i> des Présidents des Commissions respectives de l'UICN, <u>Confirme</u> la composition des Comités directeurs des Commissions de l'UICN, modifiée le cas échéant conformément à l'article 73bis du Règlement, jusqu'au terme du mandat, (ci-joint en tant qu'Annexe 2) <u>Demande</u> au Bureau du Conseil de confirmer, avant la fin de l'année 2014, la composition du Comité directeur de la Commission de l'éducation et de la communication, modifiée le cas échéant et conformément à l'article 73bis du Règlement, jusqu'au terme du mandat.</p> |
| Nominations (Point 11 de l'ordre du jour) | |
| C/84/7 | <p>Le Conseil,</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Sur proposition</i> des Vice-présidents agissant en tant que Comité des candidatures, <u>Nomme</u> les Conseillers régionaux suivants : Arzu Rana Deuba et Brendan Mackey comme membres du Bureau pour la deuxième moitié du mandat 2013-2016, conformément à l'article 57 (c) du Règlement ; 2. <u>Prend note de la réélection</u> par les présidents des Commissions de l'UICN de M. Antonio Herman Benjamin comme représentant des Présidents au Bureau pour la deuxième moitié du mandat 2013-2016 conformément à l'article 57 (b) du Règlement ; 3. <i>Sur proposition</i> des Vice-présidents agissant en tant que Comité des candidatures, <u>Décide</u> de réélire Jonathan Hughes, Spencer Thomas et Mohammad Shahbaz comme Présidents, respectivement, du Comité du Programme et des politiques, du Comité des finances et audit et du Comité institutionnel et de gouvernance du Conseil, pour la deuxième moitié du mandat 2013-2016, conformément à l'article 50 des Statuts de l'UICN ; 4. <i>Sur recommandation</i> de la Directrice générale, <u>Nomme</u> Mme Sandrine Friedly Cela comme Conseiller juridique, conformément à l'article 46 (n) des Statuts de l'UICN et l'article 45, 85 et 87 du Règlement de l'UICN. |
| Décisions résultant de la réunion conjointe du Comité des finances et audit et du Comité du Programme et des politiques du Conseil (Point 9.4 de l'ordre du jour) | |

| Plan de travail et budget 2015 de l'UICN proposé par la Directrice générale (Point 4.2 de l'ordre du jour) | |
|--|---|
| C/84/8 | <p>Le Conseil, <i>Sur recommandation de son Comité du Programme et des politiques,</i> <u>Approuve</u> le Plan de travail 2015 de l'UICN tel que révisé suite aux débats du Comité du Programme et des politiques, et retranscrits dans le procès-verbal de la réunion dudit Comité.</p> |
| C/84/9 | <p>Le Conseil, <i>Sur recommandation de son Comité des finances et audit,</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <u>Approuve</u> le projet de Réseau mondial (Global Wide Area Network) avec un budget total de 265 000 CHF et des coûts annuels de fonctionnement de 500 000 CHF ; 2. <u>Approuve</u> le budget de 1,4 million CHF pour la 2^e phase de la rénovation du bâtiment Jura ; 3. <u>Demande</u> à la Directrice générale, en consultation avec le Trésorier, de proposer au Comité des finances et audit lors de sa réunion de mai 2015 une approche normalisée pour établir l'attribution du budget annuel du Fonds de fonctionnement des Commissions tel que recommandé par la Comité des finances et audit. |
| C/84/10 | <p>Le Conseil, <i>Sur recommandation de son Comité du Programme et des politiques et de son Comité des finances et audit,</i> <u>Prend note</u> des progrès significatifs réalisés jusqu'à présent pour mettre en place une politique de compensation de la biodiversité, comme demandé dans la Résolution WCC-2012-Res-110, et encourage fortement la continuation de ce processus afin qu'une motion solide et transparente sur ce sujet soit préparée pour présentation lors du Congrès mondial de la nature 2016 ; <u>Insiste</u> sur l'importance cruciale de continuer le travail pendant l'année 2015 pour mettre en place la politique de compensation de la biodiversité de l'UICN ; et <u>Encourage</u> la Directrice générale à chercher les financements nécessaires pour réaliser cette politique dans le cadre du budget général 2015 approuvé de l'UICN.</p> |
| C/84/11 | <p>Le Conseil, <i>Sur recommandation de son Comité du Programme et des politiques et de son Comité des finances et audit,</i> <u>Approuve</u> le Plan de travail et le budget 2015 de l'UICN, soumis à la suppression de 1 million CHF de revenu central non garanti. (Le Plan de travail et le budget 2015 tels qu'approuvés par le Conseil sont joints en Annexe 3).</p> |
| Options d'exécution pour la Charte « Un seul Programme » de l'UICN (Point 9.4.2 de l'ordre du jour) | |

| | |
|---|--|
| C/84/12 | <p>Le Conseil, <i>Sur recommandation</i> de son Comité du Programme et des politiques et de son Comité des finances et audit, <u>Prend note et se réjouit</u> des modèles¹ de performance et d'exécution de la Charte « Un seul Programme » qui offrent une base pour mettre en place une meilleure compréhension ainsi que des conseils sur les modèles et les mécanismes pour améliorer la performance de la Charte « Un seul Programme » ; <u>Prend note</u> que les modèles seront présentés lors de l'atelier « Un seul Programme » organisé le 11 novembre 2014 et impliquant le Conseil, le Secrétariat, les Commissions et les Membres dans une discussion approfondie sur l'exécution de la Charte « Un seul Programme » ; <u>Demande</u> à la Directrice générale de développer davantage les modèles et les mécanismes d'exécution de la Charte « Un seul Programme » afin d'élaborer des conseils clairs pour une mise en œuvre efficace du Programme actuel, et d'établir des orientations et des conseils clairs dans le Programme et le Plan financier 2017-2020 de l'UICN, lequel devra être adopté lors du Congrès mondial de la nature 2016 ; <u>Reconnait également</u> le travail initial présenté par le Secrétariat lors des précédentes réunions du Conseil sur une analyse de la structure des coûts en 3 parties (analyse coûts/bénéfices du siège ; analyse du modèle opérationnel de l'UICN ; et évaluation des modèles de financement et d'exécution) ; <u>Demande</u> à la Directrice générale de renforcer l'analyse de la structure des coûts, dans le cadre d'une exécution efficace du Programme, et de présenter lors de la 85^e réunion du Conseil (mai 2015) un plan pour compléter une analyse éclairée plus large et détaillée, avec des recommandations au Conseil d'ici à octobre 2015.</p> |
| <p>Décisions résultant du rapport du Comité du Programme et des politiques du Conseil (Point 9.2 de l'ordre du jour)</p> | |
| <p>Mise en œuvre par l'UICN de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et application du Consentement préalable libre et éclairé (Point 9.2.2.1 de l'ordre du jour)</p> | |
| C/84/13 | <p>Le Conseil, <i>Sur recommandation</i> de son Comité du Programme et des politiques, <u>Remercie</u> la mise à jour offerte sur ce point ; et <u>Prend note</u> des domaines suggérés pour renforcer l'implication continue de l'UICN dans la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et l'application du Consentement préalable libre et éclairé.²</p> |
| <p>Critères et calendrier pour évaluer les Programmes mondiaux et régionaux de l'UICN et les activités connexes mettant en œuvre le Programme actuel de l'UICN (Point 9.2.2.4 de l'ordre du jour)</p> | |
| C/84/14 | <p>Le Conseil, <i>Sur recommandation</i> de son Comité du Programme et des politiques, <u>Approuve</u> la création d'un Groupe de travail spécial, qui fera rapport au Comité du Programme et des politiques, sur les questions liées à l'exécution du Programme de l'UICN par les unités du Secrétariat et les Commissions de l'UICN (la composition du Groupe et le mandat sont joints en Annexe 4).</p> |

¹ Document du Conseil C/84/9.4.2/1 daté du 8 octobre 2014.

² Document du Conseil C/84/9.2.2.1/1

| | |
|---|--|
| Elaboration du Programme provisoire de l'UICN 2017-2020 (Point 9.2.3.1 de l'ordre du jour) | |
| C/84/15 | Le Conseil, <i>Sur recommandation</i> de son Comité du Programme et des politiques, <u>Approuve</u> le processus et les attentes présentées dans le document de Conseil C/84/9.2.3.1/1. |
| Capital naturel (Point 9.2.3.2 de l'ordre du jour) | |
| C/84/16 | Le Conseil, <i>Sur recommandation</i> de son Comité du Programme et des politiques, <u>Prend note</u> des précédentes résolutions du Congrès abordant le concept de capital naturel , sa forte visibilité dans les processus politiques et le besoin pour l'UICN d'adopter aujourd'hui une position politique significative sur ce thème ; <u>Recommande</u> la feuille de route suivante pour mettre en place une politique de l'UICN sur les considérations liées au capital naturel, laquelle devra être exécutée par les Programmes Economie mondiale , Politique sociale , et Affaires et biodiversité : <ul style="list-style-type: none"> • Former un groupe consultatif s'appuyant sur l'expertise du Secrétariat, des Commissions, du Conseil, des Membres et de personnalités externes, pour offrir des conseils d'experts ; • En collaboration avec le groupe consultatif, rédiger un document de discussion définissant la portée et les principaux thèmes, dressant le bilan des initiatives externes et internes à l'UICN sur les considérations liées au capital naturel, identifiant les intérêts et les opportunités de l'UICN, évaluant les risques et la gestion des risques, et présentant les options politiques possibles ; • Contribuer à l'élaboration d'une Charte sur le capital naturel, fournissant des principes clés pour une application appropriée et éthique des considérations liées au capital naturel, puis l'utiliser comme moyen pour impliquer les Commissions et les Membres ; • Continuer à renforcer les partenariats stratégiques avec les initiatives existantes et émergentes afin d'accroître la compréhension, d'aider à la mobilisation des ressources et d'encourager l'évolution des perspectives de l'UICN ; • Offrir d'autres opportunités pour que toutes les composantes de l'Union puissent commenter le document de travail, notamment lors des Forums régionaux de la conservation ; et • Préparer une motion provisoire du Conseil sur les considérations liées au capital naturel pour le Congrès mondial de la nature 2016. |
| Critères pour identifier les sujets sur lesquels émettre des déclarations de l'UICN (Décision du Conseil C/83/27 concernant la Fondation Pachamama) (Point 9.2.3.3 de l'ordre du jour) | |
| C/84/17 | Le Conseil, <i>Sur recommandation</i> de son Comité du Programme et des politiques, <u>Prend note</u> que le sujet spécifique lié à la Fondation Pachamama est dorénavant clos ; <u>Note par ailleurs</u> que les procédures politiques existantes de l'UICN permettent l'autonomisation de toutes les constituantes de l'UICN pour influencer les politiques et faire des interventions par le biais de processus appropriés dans le cadre de la Charte « Un seul |

| | |
|---|--|
| | <p>Programme » ; <u>Reconnait</u> la <i>Feuille de route pour la mise en œuvre de la WCC-2012-Res-004, Création d'un mécanisme relatif à l'éthique</i>, préparée par la Commission mondiale de l'UICN sur le droit de l'environnement³ ; et <u>Recommande</u> de procéder aux amendements et de rapporter le document au Comité du Programme et des politiques lors de la 85^e réunion du Conseil.</p> |
| Recommandations des Groupes de travail du Conseil (Point 9.2.6 de l'ordre du jour) | |
| C/84/18 | <p>Le Conseil, <i>Sur recommandation</i> du Groupe de travail sur le secteur privé, et du Comité du Programme et des politiques, <u>Note</u> la mise en œuvre du processus précédemment accepté par le Conseil concernant l'engagement proposé avec Syngenta ; <u>Approuve</u> la recommandation que l'UICN ne s'implique davantage avec Syngenta dans l'état actuel ; <u>Approuve</u> la proposition de l'UICN de rédiger un document de vision stratégique sur l'agriculture et la biodiversité, incluant une évaluation des pressions et des menaces de l'agriculture sur la biodiversité, et d'identifier les interventions cruciales qu'elle pourrait faire pour orienter l'agriculture durable vers la conservation et renforcer la biodiversité dans le futur ; <u>Demande</u> à la Directrice générale, comme première mesure, de faire rédiger une version provisoire du cahier des charges du processus présenté dans le paragraphe ci-dessus, avec notamment les calendriers et les ressources nécessaires.</p> |
| C/84/19 | <p>Le Conseil, <i>Sur recommandation</i> du Groupe de travail sur les changements climatiques, et du Comité du Programme et des politiques, <u>Approuve</u> (1) le document de travail⁴ sur les <u>Priorités du Groupe de travail sur les changements climatiques de l'UICN</u> et (2) la <u>Liste consolidée des positions générales sur le changement climatique</u>⁵ préparée par le Secrétariat, comme base pour orienter le travail d'influence de l'Union auprès de la CCNUCC et autres organismes, incluant notamment la rédaction du Document de position provisoire de Lima ; <u>Soutient</u> l'utilisation des dialogues/tables-rondes sur le changement climatique, avec des émissaires climatiques et autres personnes pertinentes originaires de pays clés, qu'il considère comme des approches nouvelles et complémentaires pouvant être utilisées pour améliorer la compréhension des approches basées sur les écosystèmes pour l'adaptation et l'atténuation des effets du changement climatique, des questions éthiques de parité des sexes et de justice sociale, et leur pertinence face aux politiques et actions internationales, régionales et nationales sur le changement climatique.</p> |
| Autres questions (Point 9.2.7 de l'ordre du jour) | |
| C/84/20 | <p>Le Conseil, <i>Sur recommandation</i> de son Comité du Programme et des politiques, <u>Prend note</u> avec satisfaction de la mise à jour envoyée par la Directrice régionale du Bureau</p> |

³ Document du Conseil C/84/9.2.3.3/3.

⁴ Document du Conseil C/84/9.2.6.2/2 Rev daté du 9 novembre 2014.

⁵ Document du Conseil C/84/9.2.6.2/8 Rev daté du 9 novembre 2014.

| | |
|---|---|
| | <p>régional de l'UICN pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes, sur le projet de canal interocéanique du Nicaragua ; et</p> <p><u>Demande</u> à la Directrice régionale de continuer à tenir informé le Conseil sur les évolutions dans les mois à venir, en considérant les opinions des Membres de l'UICN au Nicaragua concernant le soutien technique dont ils pourraient éventuellement avoir besoin de la part de l'UICN.</p> |
| C/84/21 | <p>Le Conseil,</p> <p><i>Sur recommandation</i> de son Comité du Programme et des politiques,</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <u>Adopte</u> une version modifiée de la Déclaration de l'UICN sur Ebola, la santé et la biodiversité publiée lors de la récente réunion de la 12^e Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique à P'yöngch'ang, République de Corée (ci-jointe en Annexe 5) ; 2. <u>Inclut</u> un rapport et un débat du Programme Europe, incluant les évolutions récentes avec le travail lié à la politique de l'UE et les Comités nationaux européens, sur l'ordre du jour de sa prochaine session. |
| <p>Décisions résultant du rapport du Comité d'organisation du Congrès (Point 9.5 de l'ordre du jour)</p> | |
| <p>Objectifs du Congrès 2016 (Point 9.5.2 de l'ordre du jour)</p> | |
| C/84/22 | <p>Le Conseil,</p> <p><i>Sur recommandation</i> du Comité d'organisation du Congrès 2016,</p> <p><u>Approuve</u> les objectifs pour le Congrès mondial de la nature 2016. (Ci-joint en Annexe 6)</p> |
| <p>Frais d'inscription au Congrès 2016 (Point 9.5.4 de l'ordre du jour)</p> | |
| C/84/23 | <p>Le Conseil,</p> <p><i>Sur recommandation</i> du Comité d'organisation du Congrès 2016,</p> <p><u>Approuve</u> l'échéancier des frais d'inscription pour le Congrès mondial de la nature 2016 (ci-joint en Annexe 7).</p> |
| <p>Financement des frais d'inscription d'une journée pour les intervenants lors des événements des Commissions</p> | |
| C/84/24 | <p>Le Conseil,</p> <p><i>Sur recommandation</i> du Comité d'organisation du Congrès 2016,</p> <p><u>Décide</u> d'accroître l'allocation pour les Commissions en 2016 afin de couvrir les frais d'inscription pour un nombre attribué d'intervenants sur une journée lors du Congrès mondial de la nature 2016.</p> |
| <p>Levée de fonds pour le Congrès</p> | |
| C/84/25 | <p>Le Conseil,</p> <p><i>Sur recommandation</i> du Comité d'organisation du Congrès 2016,</p> <p><u>Demande</u> à la Directrice générale d'entreprendre une levée de fonds ciblée pour les insulaires du Pacifique, afin qu'ils participent au Congrès mondial de la nature 2016.</p> |

| | |
|---|---|
| Décisions résultant du rapport du Comité institutionnel et de gouvernance (Point 9.3 de l'ordre du jour) | |
| Admission de nouveaux Membres de l'UICN (Point 9.3.2.1 de l'ordre du jour) | |
| C/84/26 | Le Conseil, <i>Sur recommandation</i> de son Comité institutionnel et de gouvernance, <u>Approuve</u> l'admission de 17 organisations et institutions candidates à l'adhésion de l'UICN. (La liste des nouveaux Membres de l'UICN admis est jointe en Annexe 8). |
| Mise à jour sur les Comités régionaux pour la Mésoamérique et pour l'Asie du Sud et de l'Est (Point 9.3.2.3.2 de l'ordre du jour) | |
| C/84/27 | Le Conseil, <i>sur recommandation</i> de son Comité institutionnel et de gouvernance, 1. <u>Approuve</u> : a. Les Statuts et le Règlement révisés du Comité régional de l'UICN pour la Mésoamérique ⁶ ; b. Le règlement administratif révisé du Comité régional de l'UICN pour l'Asie du Sud et de l'Est ⁷ ; 2. <u>Prend note</u> du rapport 2012-14 du Comité régional de l'UICN pour la Mésoamérique et des rapports de réunion de son Comité exécutif de 2013 ; 3. <u>Félicite</u> les deux Comités régionaux pour la réalisation de cette évaluation approfondie. |
| Amendements au Règlement concernant la dissolution des Comités nationaux et régionaux (Point 9.3.2.3.3 de l'ordre du jour) | |
| C/84/28 | Le Conseil, <i>sur recommandation</i> de son Comité institutionnel et de gouvernance, <u>Approuve</u> les amendements suivants à l'article 64 du Règlement : L'ajout d'un nouvel article 64bis au Règlement apparaît ci-après <i>en italique</i> : <i>64bis. Dans le cas où les Membres d'un Comité national ou régional de l'UICN dissolvent ledit Comité, les Membres de l'UICN de cet État ou région doivent en informer le Conseil par le biais du Directeur général.</i> <u>Demande</u> à ce que ce point soit placé sur l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil de l'UICN, pour confirmation suite à une consultation avec les Membres de l'UICN, tel que requis par les articles 101 et 102 des Statuts de l'UICN. |
| Cadre d'action pour renforcer l'Union (Point 7 de l'ordre du jour) | |

⁶ Document du Conseil C/84/9.3.2.3.2/1

⁷ Document du Conseil C/84/9.3.2.3.2/1

| | |
|--|---|
| C/84/29 | <p>Le Conseil, <u>Prend note</u> des résultats du processus de consultation organisé de mi-avril à mi-octobre 2014 sur le Cadre d'action pour renforcer l'Union ; et <u>Décide</u> de réunir davantage d'informations auprès du Conseil et des Commissions (Présidents/Présidents adjoints), afin de s'assurer que les Membres sont consultés et ont la possibilité d'exprimer leurs opinions sur la façon de renforcer l'Union (conformément aux 6 questions du Cadre d'action) et d'utiliser les Forums régionaux de la conservation à venir et les Comités nationaux et régionaux pour contribution ; <u>Demande</u> à la Directrice générale de contribuer activement à la direction de cette initiative et de garantir un soutien en effectifs suffisant au sein du Secrétariat, notamment pour faciliter une plus grande participation des Commissions ; <u>Demande</u> au Comité directeur et au Secrétariat de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préparer une analyse des documents de référence du Cadre d'action pour renforcer l'Union ciblée sur le rôle et l'implication actuel des constituantes de l'Union, afin d'identifier les lacunes importantes dans la gouvernance et l'exécution du Programme de l'UICN, et d'influencer les activités à engagement plus direct ; • Etendre le processus de consultation actuel à un niveau plus élevé d'engagement avec les Membres et les Commissions de l'UICN, notamment les Comités nationaux et régionaux, et à un engagement plus direct et ciblé avec les États et organismes gouvernementaux, ainsi que les ONG et les ONG internationales Membres de l'UICN – aboutissant à un ensemble négocié de recommandations et de réformes pour renforcer l'Union, en vue du prochain Congrès ; <p><u>Demande</u> au Comité directeur et au Secrétariat de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utiliser la future Évaluation externe 2015, pour contribuer avec des propositions, y compris des outils et des mécanismes pour renforcer l'Union ; • Garantir que le travail continu sur l'efficacité des coûts et les modèles d'exécution du Programme est coordonné et relié directement au travail sur le Cadre d'action pour renforcer l'Union ; • Rédiger un document provisoire avec des options pour améliorer les modèles d'exécution du Programme et la gouvernance ; <p><u>Demande</u> au Comité directeur et à la Directrice générale de faire rapport au Conseil lors de sa réunion de mai 2015 sur les plans et résultats pour renforcer l'engagement, et d'émettre des recommandations sur la gouvernance, l'implication des Membres et l'exécution du Programme.</p> |
| Amendements aux Règles de procédure du Congrès mondial de la nature, et au Règlement de l'UICN concernant la révision du processus des motions (Point 9.3.1.1.2 de l'ordre du jour) | |
| C/84/30 | <p>Le Conseil, <i>Sur recommandation de son Comité institutionnel et de gouvernance,</i> <u>Remercie</u> le Groupe consultatif sur les motions et l'application des résolutions établi par la résolution WCC-2012-Res-001 pour son travail remarquable concernant : l'élaboration d'une proposition pour la révision du processus des motions ; sa soumission, à deux reprises, aux Membres de l'UICN pour débat et amendements en ligne sur le Portail de l'Union ; et enfin l'adaptation ultérieure de la proposition en réponse aux commentaires et suggestions des Membres ;</p> <p>Concernant les amendements proposés aux Règles de procédure</p> <p><u>Approuve</u> les amendements proposés aux Règles de procédure nécessaires pour mettre en œuvre le processus des motions révisé proposé par le Groupe consultatif sur les motions et</p> |

l'application des résolutions, tels que modifiés par le Conseil suite aux deux cycles de consultation des Membres, de discussion et d'amendement de la proposition en ligne ;
Décide de soumettre la motion suivante du Conseil pour adopter en bloc les amendements proposés aux Règles de procédure nécessaires pour mettre en œuvre la révision proposée du processus des motions, aux Membres de l'UICN pour approbation par scrutin électronique au cours du premier trimestre 2015, conformément à l'article (révisé) 94b et suivant du Règlement, avec les options « oui », « non », « abstention » ou « renvoi à la prochaine session du Congrès mondial de la nature de l'UICN » (la motion du Conseil est jointe en **Annexe 9**) ;

Concernant les amendements proposés au Règlement

Approuve, en première lecture, les amendements au Règlement nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations sur le processus des motions et l'application des résolutions proposés par le Groupe consultatif sur les motions (les amendements au Règlement sont joints en **Annexe 10**) ;

Décide de mettre les amendements proposés au Règlement à l'ordre du jour de la 85^e réunion du Conseil de l'UICN (mai 2015) pour adoption en seconde lecture, modifiés si besoin suite à la consultation des Membres de l'UICN requise par l'article 101 des Statuts et soumis aux résultats du scrutin électronique des Membres sur les amendements aux Règles de procédure nécessaires pour mettre en œuvre le processus des motions révisé ;

Concernant le mandat et les membres du Groupe de travail sur les motions et du Comité d'organisation du Congrès agissant comme organe d'appel lors du processus des motions avant le Congrès 2016

Décide que :

- a) Le Groupe de travail sur les motions devant être établi par le Conseil lors de sa 85^e réunion (mai 2015) conformément à l'article 29 du Règlement sera formé de : (i) cinq (5) à sept (7) membres du Conseil de l'UICN ; et (ii) trois (3) individus qui seront nommés par le Conseil du fait de leurs capacités personnelles et de leur expertise pour représenter les intérêts communs et la diversité des Membres et des Commissions de l'UICN, suite à l'appel à nominations du Conseil auprès de tous les Membres et Commissions de l'UICN ;
- b) Le mandat du Groupe de travail sur les motions devant être approuvé par le Conseil établira des principes clairs et des conseils approfondis sur la transparence et la communication avec l'auteur d'une motion et ceux qui l'ont appuyé en ce qui concerne la consolidation, l'amendement et la classification des motions, ainsi qu'une procédure pour prendre ses déterminations si nécessaire;

Décide que le Comité d'organisation du Congrès, agissant comme organe d'appel avant le Congrès, ajoutera trois (3) individus représentant les intérêts communs des Membres mais n'étant pas eux-mêmes membres du Conseil ou personnellement engagés dans le processus des motions. Ces individus, qui devront être familiers avec le travail de conservation de la biodiversité de l'UICN et le Congrès mondial de la nature de l'UICN, seront choisis par le Conseil suite à un appel à nominations dirigé auprès des Membres de l'UICN.

Amendements au Règlement de l'UICN concernant la procédure relative au vote électronique des Membres entre les sessions du Congrès (Point 9.3.1.2.1 de l'ordre du jour)

| | |
|---|---|
| C/84/31 | <p>Le Conseil, <i>Suite</i> à l'approbation du Conseil, en première lecture lors de sa 82^e réunion (novembre 2013), des amendements aux articles 94 et 95 du Règlement, établissant une procédure pour le vote électronique des Membres de l'UICN entre les sessions du Congrès mondial de la nature de l'UICN, tel que requise par la Décision 22 du Congrès 2012, et l'approbation du Conseil, lors de sa 83^e réunion (mai 2014), d'une version révisée desdits amendements, prenant en compte les commentaires reçus des Membres de l'UICN suite à leur consultation, conformément à l'article 101 des Statuts de l'UICN, <u>Adopte</u> en seconde lecture les amendements aux articles 94 et 95 du Règlement établissant une procédure pour le vote électronique des Membres de l'UICN entre les sessions du Congrès mondial de la nature de l'UICN, avec une modification supplémentaire offrant la possibilité aux Membres qui le demandent de voter par courrier (bulletin papier) s'ils ont des difficultés à voter électroniquement. (Voir Annexe 11)</p> |
| <p>Amendements aux Statuts, les Règles de procédure du Congrès mondial de la nature, et au Règlement de l'UICN concernant le processus d'accréditation et les délais du Congrès (Point 9.3.1.2.2 de l'ordre du jour)</p> | |
| C/84/32 | <p>Le Conseil, <i>Sur recommandation</i> de son Comité institutionnel et de gouvernance, <i>Exécutant</i> la décision 16 du Congrès 2012, <u>Approuve</u> les amendements proposés aux Règles de procédure du Congrès mondial de la nature de l'UICN destinés à simplifier et à clarifier le processus d'accréditation du Congrès, en prenant en compte les systèmes modernes de communication et d'informations et l'expérience des précédents Congrès (les amendements sont listés ci-après en Annexe 12), <u>Approuve</u> les amendements proposés aux Statuts et aux Règles de procédure destinés à simplifier les références aux dates et aux délais, en prenant en compte les systèmes modernes de communication et d'informations et en les harmonisant avec les amendements aux Règles de procédure nécessaires pour mettre en œuvre le processus révisé des motions (les amendements sont listés ci-après en Annexe 13), <u>Décide</u> de soumettre les amendements proposés susmentionnés à scrutin électronique auprès des Membres de l'UICN en 2015, après : (i) le vote électronique par les Membres de la révision du processus des motions ; et (ii) la consultation des Membres de l'UICN, et de prendre en compte lesdits résultats, conformément à l'article 94 (révisé) du Règlement, <u>Prend note</u> des amendements au Règlement proposés par le Comité institutionnel et de gouvernance destinés à simplifier la référence aux dates et aux délais, en prenant en compte les systèmes modernes de communication et d'informations et en les harmonisant avec les amendements aux Règles de procédure nécessaires pour mettre en œuvre la révision du processus des motions (les amendements sont listés ci-après en Annexe 14), <u>Décide</u> de soumettre les amendements proposés au Règlement pour approbation, en première lecture, lors de la 85^e réunion du Conseil de l'UICN (mai 2015) après : (i) le vote électronique par les Membres de la révision du processus des motions ; et (ii) en parallèle avec la consultation sur les amendements aux Statuts et aux Règles de procédure pour réviser le processus d'accréditation et les délais du Congrès.</p> |

26.01.2015

Informations sur la prochaine réunion du Conseil :

La prochaine réunion du Conseil de l'UICN aura lieu au siège du Secrétariat de l'UICN à Gland (Suisse) du 10 au 13 mai 2015.

**Agenda Rev5 dated 27 October 2014 –Approved by Council****Preliminary meetings**Friday 7 November 201408:30-12:30 **Climate Change Task Force** (Agenda Item 9.2.6.2)12:00-18:00 **1st Meeting of the 2016 Congress Preparatory Committee** (Agenda Item 9.5)Saturday 8 November 201408:30-12:30 **Private Sector Task Force** (Agenda Item 9.2.6.1)08:30-12:30 **Subgroup of the Governance and Constituency Committee on IUCN governance issues** (Agenda Item 9.3.1.2)10:00-12:00 **Gender Task Force** (Agenda Item 9.2.6.3)**Saturday 8 November 2014 at 13:30**

- 1. Opening of the 84th Council meeting and approval of the agenda**
- 2. Report of the IUCN President** including
 - 2.1 Update on the recruitment of the IUCN Director General
- 3. Record the approval of the summary minutes of the previous Council meeting and decisions adopted by the Council or its Bureau between sessions of the Council, and discuss issues arising from them which are not dealt with under other agenda items:**
 - 3.1 Record the approval of summary minutes and decisions
 - 3.2 Discuss issues arising from previous Council and Bureau meetings/decisions
- 4. Report of the IUCN Director General & presentation of the IUCN 2015 Work Plan and Budget**
 - 4.1 Director General's report
 - 4.2 Presentation of the Draft 2015 Work Plan and Budget
 - 4.3 Update from the Director General and the Chair of the World Commission on Protected Areas (WCPA) on the World Parks Congress
- 5. Presentations from the global thematic programmes and the regions²:**
 - 5.1 Oceania – by Taholo Kami, Regional Director, Oceania (Pacific Islands, Australia and New Zealand)
 - 5.2 Union Development Group – by Enrique Lahmann, Global Director
- 6. Reports of the Chairs of the IUCN Commissions³:**
 - 6.1 Commission on Ecosystem Management (CEM)
 - 6.2 Commission on Environmental, Economic and Social Policy (CEESP)
 - 6.3 Species Survival Commission (SSC)
 - 6.4 Confirmation or modification of the membership of the Steering Committees of IUCN Commissions (Regulation 73bis)
- 7. Update on the Framework of Action to Strengthen the Union**
- 8. *In camera* session⁴**

¹ Council and related meetings will be held at [Q Station – Sydney Harbour National Park](#) (managed through the Office of Environment and Heritage, New South Wales, IUCN Member)

² Re-instating what used to be a practice in Council in previous terms, at every Council meeting one global thematic director and one regional director will make a brief presentation of their work priorities, achievements and challenges with the purpose of making Council members familiar with the decentralized Secretariat.

³ As agreed, following the presentation of the reports of the Chairs of CEC, WCPA and WCEL at the 83rd Council meeting, the remaining three Chairs will present their report to the second Council meeting of this year.

Sunday 9 November 2014 from 8:30 to 18:00**9. Meetings of the standing committees of Council****9.1 Finance and Audit Committee (56th Meeting) (8:30 to 16:30)**

- 9.1.1 Financial results to date and forecast for 2014, including review of DG recruitment costs
- 9.1.2 Follow up on 2013 audit recommendations and implications of the new accounting law
- 9.1.3 Fund-raising update and Report from the fund-raising sub-committee
- 9.1.4 Endorsement of the Draft IUCN 2015 Budget for submission to Council for approval
- 9.1.5 Investment update
- 9.1.6 Reserves policy and incentives
- 9.1.7 Update on information systems projects
- 9.1.8 Report from the Head of Oversight
- 9.1.9 Report from the Legal Adviser
- 9.1.10 European Commission "Pillar Assessment"
- 9.1.11 Budget for the 2016 World Conservation Congress
- 9.1.12 Any other business

9.2 Programme and Policy Committee (36th Meeting) (8:30 to 16:30)**9.2.1 Endorsement of the Draft IUCN 2015 Work Plan for submission to Council for approval****9.2.2 Update on the 2013-2016 Programme Implementation, including:**

- 9.2.2.1 IUCN's implementation of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples (UNDRIP) and application of the Free Prior Informed Consent (FPIC)
- 9.2.2.2 World Heritage Programme
- 9.2.2.3 IUCN's work with regard to Oceans (on the basis of an update by the Oceans Core Group)
- 9.2.2.4 Criteria and schedule for reviewing the IUCN global and regional Programmes and related activities implementing the current IUCN Programme

9.2.3 Programme and policy matters proposed for consideration/decision

- 9.2.3.1 Development of the draft Programme 2017-20
- 9.2.3.2 Natural Capital
- 9.2.3.3 Criteria for identifying matters on which to issue IUCN statements (C/83/27 regarding Fundación Pachamama)

9.2.4 Update on evaluations⁵ and the 2015 external review⁶**9.2.5 Update on IUCN Congresses other than the World Conservation Congress:**

- 9.2.5.1 World Parks Congress 2014: consideration of issues, if any, arising from the update presented under Agenda Item 4.2

9.2.6 Recommendations from Council Task Forces:

- 9.2.6.1 Private Sector Task Force
- 9.2.6.2 Climate Change Task Force
- 9.2.6.3 Gender Task Force
- 9.2.6.4 Resolutions Task Force: including
 - 9.2.6.4.1 Update on the status of the implementation of Resolutions and Recommendations of the 2012 Congress on the basis of the 2nd Annual Report

9.2.7 Any other business:

- 9.2.7.1 Update on the Nicaragua Inter-Oceanic Canal Project (C/83/25)
- 9.2.7.2 Any other matter relevant to the work of PPC, including suggestions for priority items on the agenda of its next meeting

⁴ To be held before, and if necessary continued after dinner, or resumed on 9 November at 18:00.

⁵ In accordance with the [IUCN Monitoring and Evaluation Policy](#) adopted by Council in November 2013.

⁶ "The Director General and the main IUCN framework partners jointly commission an External Strategic Review of IUCN every four years, which assesses organizational performance as a whole." [quote from the [IUCN Monitoring and Evaluation Policy](#) adopted by Council in November 2013]

9.3 Governance and Constituency Committee (4th Meeting) (8:30 to 18:00)

9.3.1 Governance Issues

9.3.1.1 World Conservation Congress:

9.3.1.1.1 Feedback from the **Congress Preparatory Committee** (CPC) on sponsored delegates process and, possibly, the reform of the motions process

9.3.1.1.2 Endorsement of the Advisory Group's proposal of a **revised motions process** (follow-up to WCC-2012-Res-001) including:

- **amendments to the Rules of Procedure** for submission to Council's approval for the purpose of putting them to the electronic vote of the membership, taking into account the results of two rounds of consultations of the IUCN membership
- **amendments to the Regulations** for submission to Council's approval in first reading

9.3.1.1.3 Update on the preparations of the **Regional Conservation Forums 2015**

9.3.1.1.4 Approval of the process for the nomination of candidates for **Honorary Membership, the Phillips and Coolidge Medals**, and other awards and forms of recognition

9.3.1.2 Recommendations from the subgroup on IUCN governance issues, including

9.3.1.2.1 Endorsement of amendments to the Regulations for submission to Council for adoption (2nd and final reading):

- **Procedure for electronic votes** of the membership between sessions of Congress (C/83/7) (follow-up to 2012 Congress decision 22)

9.3.1.2.2 Endorsement of, or update on the preparation of amendments to the Statutes and/or Rules of Procedure (including possible consequential amendments to the Regulations) for submission to Council's approval for the purpose of putting them to the electronic vote of the membership, as the case may be, following a membership consultation:

- **Revised Congress accreditation process and deadlines** for communicating the Congress agenda and documents (2012 Congress decision 16)
- **Make clear the Members' Assembly sole authority to establish IUCN's mission** and modify the nature, powers and rights of its membership, including membership admission criteria (2012 Congress decision 22)
- **Revised election procedures**

9.3.1.2.3 Update on consultations regarding **Indigenous Peoples' Organizations** in IUCN (WCC-2012-Res-007)

9.3.1.2.4 Consideration of proposals from the Task Force on **Intergenerational Partnership for Sustainability** (WCC-2012-Res-008 and C/83/8)

9.3.1.2.5 **Timetable** for membership consultations and electronic votes on proposed governance reforms

9.3.2 Constituency issues

9.3.2.1 Admission of new Members

9.3.2.2 Update on the status of the IUCN membership

9.3.2.3 National and Regional Committees:

9.3.2.3.1 Recognition of National Committees

9.3.2.3.2 Update on the Regional Committees for Mesoamerica and for South and East Asia

9.3.2.3.3 Possible amendments to the Regulations concerning the dissolution of National and Regional Committees

9.3.2.4 Issues concerning the membership dues

9.3.2.5 Reconsideration of the criteria for admission to the affiliate membership category (C)

9.3.2.6 Update on the Governance and Constituency Committee work plan and priorities

9.3.2.7 Any other business

9.4 Joint meeting of the Finance and Audit Committee and the Programme and Policy Committee (16:30 to 18:00)

9.4.1 Draft IUCN 2015 Work Plan and Budget

9.4.2 Programme Delivery Options for IUCN (C/83/29)

9.5 Congress Preparatory Committee (CPC) (1st Meeting) which will have been held on Friday 7 November 2014 from 12:00 to 18:00

- 9.5.1 Adoption of the agenda and introductions
- 9.5.2 Discussion on Congress objectives and recommendation to Council
- 9.5.3 Update on process to develop Congress themes
- 9.5.4 Discussion on Congress registration fees and recommendation to Council
- 9.5.5 Update from Host Country representatives on preparations in Hawai'i
- 9.5.6 Update on Congress structure, including outcome of motions review and related statutory changes
- 9.5.7 Plans for communications
- 9.5.8 Plans for fundraising
- 9.5.9 Requirements for sponsored delegates
- 9.5.10 Timeline and next steps
- 9.5.11 Date and Place of CPC Meetings in 2015
- 9.5.12 Any other business

Monday 10 November 2014 from 08:30 to 17:00

10. Reports with recommendations from Council's standing committees and Congress Preparatory Committee

- 10.1 Report from the Joint meeting of the PPC and the FAC with recommendations on the IUCN 2015 Work Plan and Budget
- 10.2 Report of the Finance and Audit Committee (FAC)
- 10.3 Report of the Programme and Policy Committee (PPC)
- 10.4 Report of the Congress Preparatory Committee (CPC)
- 10.5 Report of the Governance and Constituency Committee (GCC)

11. Appointments

- 11.1 Membership of the Bureau for the 2nd half of term as provided by Regulation 57⁷:
 - 11.1.1 Council appointment of two Regional Councillors
 - 11.1.2 Council notes the replacement of the Vice-Presidents and the designation of the representative of the Commission Chairs
- 11.2 Election or re-election of the Chairs of the Standing Committees of Council and any other working group or task force, for the 2nd half of the term as provided in Statute 50 (b)⁸
- 11.3 Appointment of IUCN's Legal Adviser (Statute 46 (n) and Regulations 85-87)

12. Any other business

⁷ Regulation 57: [...] (b) The Commission Chairs shall elect their representative to the Bureau at the beginning of the term of Council and again at midterm, it being understood that any such representative who served for the first half of the term will be re-eligible at midterm.

(c) The two Vice-Presidents and two Regional Councillors shall serve only through the first half of the term, and for the second half of the term shall be replaced by Councillors from other Regions and the two other Vice-Presidents. [...]

⁸ Statute 50: (a) The Council may appoint committees and working groups, including but not limited to the Programme and Policy Committee and the Finance and Audit Committee, and in any such appointments it shall seek to reflect the geographic and other diversity of IUCN.

(b) The Chairs of such committees and working groups will be elected for the first half of the term of Council and will be re-eligible at mid term.



Membership of the Steering Committees of the IUCN Commissions

*(Approved by the IUCN Council on 8 November 2014
in accordance with Regulation 73bis)*

IUCN Species Survival Commission (SSC)

Simon Stuart (Chair)

Dr Jon Paul Rodriguez, SSC Deputy Chair

Prof Luigi Boitani

Dr Onnie Byers

Dr Claudio Campagna

Prof Topiltzin Contreras MacBeath

Dr Rosie Cooney

Prof John Donaldson

Dr Piero Genovesi

Dr Brahim Haddane

Dr Axel Hochkirch

Mike Hoffmann

Prof Hans de Iongh

Prof Vololoniaina Jeannoda

Olga Krever

Dr Mirza Kusrini

Dr Frédéric Launay

Dr Sue Lieberman

Jeffrey McNeely

Dr Patricia Medici

Dr Russell Mittermeier

Dr Gregory Mueller

Dr Jean Michel Onana

Dr Yvonne Sadovy

Dr Mark Stanley Price

Nunia Thomas

Dr Yan Xie

IUCN Commission on Environmental, Economic and Social Policy (CEESP)

Aroha Mead (Chair)

Richard Cellarius, CEESP Deputy Chair

Janis Alcorn

Catie Burlando

Martha Chouchena Rojas

Nigel Crawhall (CEESP and WCPA)¹

Rosie Cooney (CEESP and SSC)

Mersie Eiju

Amran Hamzah

Elise Huffer

Iain Davidson Hunt

Jennifer Mohamed Katerere

Juanita Cabrera Lopez (CEESP and WCEL)

Masego Madzwamuse

Alejandro Nadal

Meher Marker Noshirwani

Meretui Ratunabuabua

Faustina K. Rehuher-Marugg

Mohammad Shahbaz

Diana Shand

Kristen Walker (CEESP and WCEL)

Trisha Kehaulani Watson (CEESP and WCPA)

Gonzalo Zambrana

IUCN Commission on Ecosystem Management (CEM)

Piet Wit (Chair)

Angela Andrade (CEM Deputy Chair)

Said Damhoureyeh

Steve Edwards

Birguy Lamizana

Kelvin Passfield

¹ Where brackets refer to another Commission than CEESP it means that the member concerned has also been appointed in other Commissions e.g. for joint Specialist Groups.

IUCN World Commission on Environmental Law (WCEL)

Antonio Benjamin (Chair)

Ben Boer, WCEL Deputy Chair
Elizabeth Mrema
David Hunter
Gustavo Alanís
Ricardo Lorenzetti

IUCN World Commission on Protected Areas (WCPA)

Ernesto ENKERLIN HOEFFLICH (Chair)

Kathy MACKINNON, WCPA Deputy Chair
Laith AL MOGHRABI (Jordan)
Charles BESANCON
Olivier CHASSOT (Costa Rica)
Peter COCHRANE
Nigel DUDLEY (Knowledge Management)
Bernal Herrera FERNÁNDEZ (Costa Rica)
Penny FIGGIS (Oceania)
Lloyd GARDNER (Virgin Islands)
Marc HOCKINGS (Science and Excellence)
Elaine HSAIO (USA)
Sudeep JANA (Nepal)
Charlotte KARIBUHOYE (West and Central Africa)
Cyril KORMOS (World Heritage)
Yoshitaka KUMAGAI (Northeast Asia)
Dan LAFFOLEY (Marine)
Moses MAPESA (East and Southern Africa)
Vinod MATHUR (India)
Julia MIRANDA LONDOÑO (South America)
Eduard MUELLER (Meso and Central America; Capacity Building)
Elena NIKOLAEVA (Russia)
Cristy NOZAWA (Southeast Asia)
Andrej SOVINC (Europe)
Mike WONG (Canada)
Graeme WORBOYS (Connectivity)



IUCN 2015 Work Plan and Budget

Approved by decision C/84/11 of the 84th Meeting of the IUCN Council on 10 November 2014

IUCN 2015 WORK PLAN AND BUDGET

Contents

| | |
|--|----|
| Introduction..... | 3 |
| Part I: The 2015 Workplan and Programme Priorities | 3 |
| Alignment of programmes’ workplans to the programme priorities..... | 3 |
| Overview of Programme priorities by business lines and planned results for 2015..... | 3 |
| 1. Providing Knowledge Products..... | 7 |
| 2. Delivering Results on the Ground..... | 11 |
| 3. Strengthening Policy and Governance | 15 |
| Part II: Leveraging the Union | 18 |
| One Programme Engagement in 2014 | 18 |
| Capacity building in 2014..... | 19 |
| Planning for 2015-2016 | 19 |
| Project implementation in 2015-2016 | 20 |
| Policy-influencing in 2015-2016 | 20 |
| Capacity building 2015-2016 | 21 |
| Planning for the World Conservation Congress | 22 |
| IUCN’s Operations and Management..... | 22 |
| Part III: IUCN’s 2015 Budget | 28 |
| Background..... | 28 |
| Summary..... | 28 |
| Income | 30 |
| Expenditure | 32 |
| Allocation of Core Income | 36 |
| Capital expenditure | 41 |
| Reserves..... | 42 |
| Risks Inherent in the Work Plan and Budget 2015..... | 43 |

Introduction

The 2015 Workplan and Budget prepares for the third year of implementation of the IUCN Programme and Financial Plan 2013-16 approved by the 2012 World Conservation Congress. This document presents an overview of individual workplans and budget submissions from each IUCN's programme, Commissions, regional offices and corporate and support units with only one exception.

Three of the workplans of the Commissions are prepared jointly and integrated with the relevant global thematic programmes (the Species Survival Commission and the Species Programme, the World Commission on Protected Areas and the Global Protected Areas Programme and the Commission on Ecosystem Management and the Global Ecosystem Management Programme) The Commission on Education and Communication and the Commission on Environmental, Economic and Social Policy submitted individually prepared workplans and budgets. The World Commission on Environmental Law did not submit a workplan.

The 2015 IUCN Workplan and Budget is a planning tool for the Secretariat and Commissions and an accountability mechanism for Council and the framework partners who provide core support to IUCN. The workplan addresses issues raised in the 2011 External Review of IUCN related to prioritization and planning.

The Workplan and Budget is structured into three parts. Part 1, The 2015 Workplan and Programme Priorities, outlines what IUCN plans to deliver in 2015 against the Programme Areas and Global Results as described in the IUCN Programme 2013-16. Part 1 has been organized along the IUCN Business Lines and Programme Priorities. Part 2, Leveraging the Union describes IUCN's achievements under the One Programme Charter in 2014, while providing a plan for One Programme Engagement for 2015-16. Part 2 also contains sections on planning for the 2016 World Conservation Congress and plans for IUCN's corporate and support units. Part 3, The 2015 Budget, presents a consolidation of the forecast income and expenditure for 2015, the allocation of core income and an assessment of risk.

Part I: The 2015 Workplan and Programme Priorities

The IUCN Programme 2013-16 includes a set of programme priorities that guide fundraising, resource allocation and implementation. In line with the 2015 Workplan and Budget Guidelines (issued in September 2014), the Workplan summarizes the implementation in 2014 of the programme priorities and presents planned activities and results for 2015. Three of the four IUCN Business Lines are presented in this section, including Providing Knowledge Products, Delivering Results on the Ground and Strengthening Policy and Governance (see summary Tables 1-3). The fourth business line, Engaging and Leveraging the Union, is discussed in Part 2 of this Workplan.

Alignment of programmes' workplans to the programme priorities

Each of the 28 submitted workplans from Global Thematic Programmes, Commissions and Regional Offices was analysed to see how well each plan responds to the global priorities. Overall, alignment of programmes' workplans to the global priorities is satisfactory and has increased over 2013 and 2014, indicating that programmes are sharing responsibility for implementing the global programme priorities and in many cases, collaborating together more. As alignment increases, the opportunity to collaborate and share responsibility increases, as well as the opportunity for more coherent technical approaches to conservation, learning and policy influencing. All IUCN programme priorities are well aligned with the Strategic Plan for Biodiversity and the Aichi Targets.

Overview of Programme priorities by business lines and planned results for 2015

The Workplan is a composite of 28 programme level workplans, covering IUCN's Global Thematic Programmes, Commissions and Regional Offices. This part of the Workplan presents the agreed global

programme priorities and analyses the degree to which the 28 programme level workplans are aligned to the global programme priorities. Tables 1-3 present the global programme priorities for each of the business lines of “Providing Knowledge Products”, “Delivering Results on the Ground” and “Strengthening Policy and Governance” providing an update on progress achieved in 2014 for each priority and plans for 2015.

Table 1: Programme Priorities for Providing Knowledge Products

| Priority | Status as of mid-2014 | Specific priorities / next steps |
|--|---|---|
| IUCN Red List of Threatened Species | <ul style="list-style-type: none"> 70k+ assessments done Built into Project Guidelines and Standards | <ul style="list-style-type: none"> Continued partnership building and fundraising Priorities for assessments include plants, reptiles, invertebrates, marine and freshwater species Implement the Red List Strategic Plan which covers a wide range of actions to be implemented to advance the objectives of The Red List Upgrade IT infrastructure for Red List (this is funding dependent and urgent) Develop methodology for species green lists |
| Protected Areas / WDPA | <ul style="list-style-type: none"> Improving data quality | <ul style="list-style-type: none"> Publish the Protected Planet Report 2014 Support improvements to PP data and IT infrastructure Develop the IUCN Green Lists of protected areas, species and ecosystems and associated standards Establish regional observatories and reference information systems through BIOPAMA |
| Key Biodiversity Area Standard | <ul style="list-style-type: none"> Technical consultations on standard finalized Methods and criteria documented | <ul style="list-style-type: none"> Determine, with stakeholders, governance arrangements for knowledge product Design projects to use the KBA standard and designate Key Biodiversity Areas, drawing on Red List of Species and Red List of Ecosystems data (priority: programmes doing Red Listing, who have biodiversity baseline data and for terrestrial, freshwater and marine biomes) Influence NBSAP and CBD reporting processes to start making use of the KBA standard and influence private sector / financial institutions to start making use of the KBA standard and designated KBA sites in decision making |
| IUCN Red List of Ecosystems | <ul style="list-style-type: none"> Version 2 of the Criteria and Categories approved by IUCN Council (May 2014) Draft Guidelines for assessments completed RLE Committee on Scientific Standards convened Assessment of Madagascar initiated Integration of KPs planned for Senegal and one country in South America Work initiated on a Red List of Habitats for EU 5 scientific papers published | <ul style="list-style-type: none"> Resolve outstanding methodological issues Development of global classification of ecosystems to facilitate global level IUCN authenticated ecosystem assessments More research on scientific underpinning of the RLE (with Support from the Australian Research Council) Complete assessment of the Americas; work with European partners to undertake assessments of Europe (although version 2 of the Categories and Criteria will not be used, so the assessments cannot be validated as meeting IUCN standards), supporting with capacity building and support Fundraising for additional RLE assessments – EAC and IGAD Pilot activities to see how RLE can be used to influence national development and economic planning/fiscal allocation |
| Natural Resource Governance | <ul style="list-style-type: none"> Structure in place to proceed Working Group established and lead consultants recruited | <ul style="list-style-type: none"> Pilot through applying PA Governance Assessment and Evaluation in regions through BIOPAMA and other projects Complete a mapping on what is happening on governance across IUCN Working with ESARO, ARO and ORMACC to scope out and test a preliminary learning framework Revision and refinement of conceptual framework and identification of case studies |
| Human Dependency on Nature | <ul style="list-style-type: none"> Scoping of tools completed – eg. IWAT, Forest Poverty Toolkit, etc – to identify key elements of the methodology Chose mixed methods – social science and economics | <ul style="list-style-type: none"> Draft standard completed Early application in ORMACC, ESARO, ARO and PACO to start some field applications of IWAT and targeted research Several analytical and methodological pieces will be completed in 2015 |
| Integration of flagship knowledge products | <ul style="list-style-type: none"> IBAT review underway (data is being cleaned for underlying data and infrastructure) | <ul style="list-style-type: none"> Continue to enhance IBAT functionality Promotion in implementation of field projects (e.g. BIOPAMA) Advance discussion on the flagship knowledge products as global public goods with EU, World Bank and others Developing partnership with EU (IBEX) Use of overlaid RLS and WDPA data for protected areas planning in regions including through BIOPAMA Naming, branding and governance issues, develop appropriate governance for integrated KPs and for individual KPs |

Table 2: Programme Priorities for Delivering Results on the Ground

| Priority | Status as of mid-2014 | Specific priorities / next steps |
|--|---|--|
| REDD+ / Landscape restoration | <ul style="list-style-type: none"> 50m ha pledged under Bonn Challenge for landscape restoration supporting Aichi Target 15 implementation REDD+ implementation and lessons learned | <ul style="list-style-type: none"> 55 million hectares of restoration commitments registered under a credible system and incorporated into national and sub-national strategies/plans (including in support of Aichi target 15) by 2016 Continue to support countries in planning and initiating FLR opportunities by providing analysis and tools, and provide capacity building particularly at the national and regional level Catalyze public and private investment to support forest landscape restoration and / or locally controlled forestry initiatives Field testing of REDD+ pro-poor approaches and payment/ benefit sharing schemes |
| Mangroves for the Future / Global Coasts | <ul style="list-style-type: none"> MFF operational in 3 regions Concept for Global Coasts prepared Global Coasts projects ongoing in Mozambique (Phase 2), Maldives, Vamizi and EU Overseas for a total value of USD 6.2 million | <ul style="list-style-type: none"> MFF Phase 3 focusing on development of resilience in ecosystem dependent coastal communities and to develop a shared understanding and capacity for building community resilience to natural disaster and climate change impacts Global Coast Programme engaging with key industries and local stakeholders to address development conflicts Programme portfolio developed to a total value of CHF 15 million Phase 2 and 3 of USAID and Phase 3 of BEST are under discussion for a total value of USD 15 million; further projects under discussion |
| Enhance the diversity and quality of protected areas management and governance | <ul style="list-style-type: none"> IUCN Green List of Protected Areas being piloted in several countries Preparations for the IUCN World Parks Congress 2014 well underway Management effectiveness data being incorporated into World Database on Protected Areas | <ul style="list-style-type: none"> Launch the IUCN Green List of Protected Areas at the IUCN World Parks Congress 2014; follow-up in 2015 Field application of PA governance assessment and evaluation methods through BIOPAMA and other governance projects Convene the IUCN World Parks Congress 2014 from 12-17 November and ensure that recommendations in the Promise of Sydney are reflected in programme priorities |
| Conservation of threatened species and their habitats (including SOS) | <ul style="list-style-type: none"> 87 projects in the USD12.8m portfolio (33 completed and 54 under implementation) supporting the conservation of more than 200 species Integrated Tiger Conservation Programme initiated in 2014 | <ul style="list-style-type: none"> 90 SOS projects (total) implemented aiming at conserving over 200 species (dependent on securing additional funding) 2 USD millions secured by IUCN Secretariat with support from IUCN networks 3 large tiger conservation projects implemented |
| Ecosystem-based Adaptation | <ul style="list-style-type: none"> 45 EbA projects in 58 countries implemented over past 5 years, yielding more than 200 knowledge products EbA learning framework and network established and facilitated with project implementers EbA promoted in UNFCCC processes with Members | <ul style="list-style-type: none"> Implementation of on-ground ecosystem based adaptation initiatives that enable community driven adaptation Application of Learning Framework to all EbA –related project components Targeted dissemination of early EbA lessons and tools to close national and international climate and DRR (disaster risk reduction) policy implementation gaps, including EPIC Inventory of EbA Tools and Methods compiled, including Integrated Vulnerability Assessment Tools; partners (e.g. UNEP, UNDP) influenced to use tools Assessments of economic impacts of EbA on agriculture, forestry and fisheries completed |
| Water and Food Security | <ul style="list-style-type: none"> Implementation of programme for water, land and ecosystem management for food security and climate change resilience in African growth corridors (SUSTAIN) underway with partners. Learning and policy dialogue on water-energy-food nexus and water infrastructure, including natural infrastructure, has taken place in four regions and synthesis process underway. Water governance projects underway in 14 transboundary river and lake basins (BRIDGE + BRIDGE-Africa). | <ul style="list-style-type: none"> Expansion of SUSTAIN-Africa to a second growth corridor and programme co-investment, including extension into West and Central Africa. Adaptation of the SUSTAIN programme in other regions Convening of partnerships for demonstration of solutions to management of the water-energy-food nexus in river basins, linking natural infrastructure to planning and investment in built infrastructure. Continued roll-out of BRIDGE strategy for improved water governance for water security in Latin America, Africa and Asia. |
| Area-based business engagement | <ul style="list-style-type: none"> SUSTAIN Africa focusing on up-front business engagement in growth corridors in Sub Saharan Africa. Nespresso Ecosystem Service Review (ESR) in Brazil Niger Delta Panel, WGWAP NPI alliance established (conservation case and business case publication) NPI beyond extractives KBA up-take by Private sector | <ul style="list-style-type: none"> Outcome orientated relationships with large footprint private sector organizations that address landscape level impacts Support for inclusive multi-stakeholder dialogue and engagement processes designed to optimize multifunctional land-use outcomes with large footprint businesses (through the use of ESR, Independent scientific and technical advisory panels –ISTAP and other tools) Applying the methodology and learning from SUSTAIN to other regions. Explore how the NPI (Net positive impact) concept applied to extractives can be extrapolated to other sectors (Forestry, agribusiness, infrastructure...) Establish a clear guideline or framework for “to do” and “not to do” in KBAs |

Table 3: Programme Priorities for Strengthening Policy and Governance

| Priority | Status as of mid-2013 | Specific priorities / next steps |
|--|---|---|
| Strategic Plan for Biodiversity | <ul style="list-style-type: none"> Aichi targets set/IUCN champions identified Council decision on reporting against Aichi Targets | <ul style="list-style-type: none"> Supporting NBSAPs and ABS capacity building and development Implementation of Aichi Target 11 and 12 and others All units to report against Aichi Targets Action on recommendations of COP12 – will need to assess next steps |
| Gender policy and capacity building | <ul style="list-style-type: none"> UNFCCC influenced on gender and climate change / 17 examples of national action plans / strategies Gender Climate Investment Fund Review GEF has developed gender plan of action Draft Gender Policy and Plan of Action waiting for approval from the board of the Green Climate Fund Development of the EGI to monitor progress and state of gender in the environmental sector. | <ul style="list-style-type: none"> Expanding coverage of Gender and Climate Change national action plans and implementation of key aspects Enhance capacity of Individuals, (women and men) and institutions to address gender issues within climate change related sectors, including in UNFCCC fora On gender & REDD+: follow-up will include launch of a knowledge platform and tech support to countries, including with GFCCP countries Include gender considerations in financing mechanisms (Climate Investment Fund, Green Climate Fund and Global Environment Facility) Support implementation of gender policy frameworks under financing mechanisms Support gender considerations under GEF-IUCN projects/initiatives To provide input to the regional plan for SE4ALL in Latin America and follow up the national process in Nicaragua, Honduras and Guatemala |
| World Heritage advice and support | <ul style="list-style-type: none"> New World Heritage Outlook tool for monitoring WH sites developed | <ul style="list-style-type: none"> Supporting upstream WH processes to provide advice on possible new World Heritage Sites in each region, in order to ensure a balanced and credible WH list Use the World Heritage Outlook to engage IUCN members, commissions and regional offices to improve conservation outlook for natural World Heritage through actions on the ground |
| UNFCCC | <ul style="list-style-type: none"> UNFCCC influenced in REDD+ regime / value of EbA: The semi-formal/ancillary processes on climate change also influenced: e.g. the Climate Change Summit organized by the UN Secretary General in September 2014 to feature prominently the restoration agenda (FLR/Bonn Challenge) Blue carbon and ocean acidification form an integral part of the research agenda under UNFCCC's SBSTA | <ul style="list-style-type: none"> Ongoing supporting national REDD+ policy development Working with the Government of Peru on a paper highlighting adaptation-mitigation synergies to be presented at COP20 in November 2014 Early engagement with the Government of France and other key players in mapping a strategy which will ensure a successful outcome at COP 21 (December 2015, Paris): this involves promoting both top-down and bottom-up approaches for emissions reductions. Support state members in development of both national forest-climate strategies and REDD+ policy Further promote FLR as REDD+ through quantification of climate mitigation outcomes as part of intended Nationally Determined Contributions (INDCs) |
| GEF | <ul style="list-style-type: none"> Accreditation as GEF Project Agency official in July 2014 GEF Coordination Unit fully functional as of 1 July, 2014 First PIF of Full Size Project (FSP) submitted in August 2014 | <ul style="list-style-type: none"> Review and operationalize the project design and appraisal procedures to ensure cost-effective production of GEF project concepts and PIFs. Establish Advisory Group on GEF Policy and Programme, the ESMS Expert team at global and regional levels, and the RCO / Global Programme network of internal GEF focal points. Implement training plan on GEF, PGS, ESMS and standards. Construct the portfolio of GEF-funded projects in line with forecast, in close cooperation with RCOs and GTPs, and in close liaison with the GEF Secretariat. |
| IPBES | <ul style="list-style-type: none"> IPBES's 5 year Work Programme 2014-2018 adopted in December 2013 and pertaining budget established; it contains several deliverables to which IUCN can and will contribute; IUCN's offer of strategic partnership with IPBES and the draft stakeholder engagement strategy still under consideration by the IPBES Bureau | <ul style="list-style-type: none"> Continue to mobilize knowledge partners for IPBES to contribute to the identified deliverables of the WP 2014-2018; Continue to advocate for active engagement of civil society in IPBES processes (e.g. to call on IPBES members to take forward and implement the draft Stakeholders Engagement Strategy prepared by IUCN and ICSU in 2013) |
| Nature based solutions | <ul style="list-style-type: none"> Currently have 60+ field projects with potential messages on NBS Climate change – gender and climate change (influence on UNFCCC, Climate Investment Fund, Green Climate fund, capacity building, national climate action plans), REDD+, FLR EbA gone as far as possible with negotiations – German, UK and Norwegian governments committed to funding | <ul style="list-style-type: none"> Mapping policy targets, key messages in food security, economic development Documenting case studies on EbA Continued policy influencing in upcoming climate change events – UNFCCC, Bonn Challenge 2 Sustainable Development Goals Develop activities around policy influencing on NBS for food security and economic development Continue developing paper on NBS for publication in Science |
| IUCN business development for environmental governance | <ul style="list-style-type: none"> Payment for Ecosystem Services scoping paper completed | <ul style="list-style-type: none"> Develop a business case for one or more new business opportunities Develop coherent IUCN policy on natural capital |

- **Providing knowledge products** (6 priorities): the number of programmes contributing to and using the IUCN Red of Threatened Species and the IUCN Red List of Ecosystems increased in 2014. Interest in implementing the new knowledge products of the Natural Resource Governance Framework and Human Dependency Framework also increased, although these knowledge products are still very much in the early stages of development. Interest in using the Key Biodiversity Areas Standard has remained steady, but is expected to increase as the Standard is finalized.
- **Delivering Results on the Ground** (7 priorities): for 2015, the priorities related to coastal zone management including Mangroves for the Future and Global Coasts were combined for planning purposes, reflecting the convergence of thinking and collaboration that is happening between programmes. New global projects on protected areas and water are driving an increase in the number of programmes working on those topics. The portfolio on ecosystem based adaptation and business engagement is maturing and as a result, more programmes are working on these priorities than before. As the focus on landscape restoration moves from the pledge phase under the Bonn Challenge into the implementation phase, more programmes are expected to take on the restoration priority.
- **Strengthening Policy and Governance** (8 priorities): alignment by individual programmes to the policy priorities increased in all cases for 2014, reflecting an increased interest in policy work, which in turn has been driven by a process of clarifying IUCN's engagement in different policy fora. In 2014, IUCN received accreditation as a Global Environment Facility Implementing Agency, which has led to an increased number of programmes working on this priority as programmes start to develop project concepts for submission to the GEF.

1. *Providing Knowledge Products*

The IUCN Red List of Threatened Species

In 2015, the 50th anniversary of the IUCN Red List of Threatened Species will continue to be celebrated as the flagship knowledge product of the conservation community. As a collective effort of the Secretariat, Members and more than 8000 Species Survival Commission scientists, the IUCN Red List of Threatened Species is the definitive methodology and assessment dataset on species. As of 2014, more than 74,000 species have been assessed using the IUCN Red List Criteria, a methodology which is constantly refined. Recently, the focus of global Red List assessments has been on under-represented species groups, including reptiles, freshwater species in South America, wild relatives of crops, pollinator species and Caribbean marine fishes. The global Red List is complemented by regional and national Red Listing processes covering Europe and the Mediterranean basin, for example, and also national Red Lists for a range of countries in Asia, West Asia and Oceania. The Red List is also a cornerstone of the Global Invasive Species Database and the new Key Biodiversity Areas standard. In 2015, this work will continue.

In recent years, there has also been a focus on expanding the pool of scientists qualified to undertake Red List assessments through targeted capacity building. Often Red List capacity building is done alongside assessment workshops, but in 2013 an online Red List assessment course was completed and in 2014, a facility for testing candidates was developed and used for the first time.

Priorities for 2015 include a focus on expanding the geographic and taxonomic coverage of the Red List through assessments supported by capacity development, partnership building, resource mobilization of resources and improving the IT infrastructure of the Red List. The Red List and the Red List Index will also be used for a range of activities that include conservation prioritization and planning (e.g. prioritization for the Save Our Species grant-making mechanism), policy influence (e.g. in the Convention on Biological Diversity, the Convention on International Trade in Endangered Species of

Wild Flora and Fauna, the Convention on Migratory Species, the Ramsar Convention, the Intergovernmental Panel on Biodiversity and Ecosystem Services and the World Heritage Convention). Through the Integrated Biodiversity Assessment Tool, the Red List is used by private sector companies for planning operations. Use of the Red List in planning and policy influence is an ongoing activity.

Considerable work has been completed and is ongoing in the area of understanding the effects of climate change on biodiversity. IUCN will continue to develop and apply the Species Vulnerability to Climate Change Assessment Framework. In 2015, IUCN will test the feasibility of using species data based on this tool and the Red List in the selection of REDD+ sites in Tanzania.

Protected Areas Knowledge Products and the World Database on Protected Areas

Knowledge generated around protected areas includes a number of products which includes the World Database on Protected Areas and the associated Protected Planet Report, the IUCN Green List of Protected Areas, an ongoing scientific assessment of the Biodiversity Outcomes of Protected Areas and an update of the Protected Areas Management Effectiveness Series. Closely related is the new Conservation Outlook Assessment system for Natural and Mixed World Heritage Sites already inscribed on the World Heritage List. The Protected Planet Report, the Conservation Outlook Assessments and a new Best Practice Guidelines in Urban Protected Areas will have a major release in late 2014.

The focus in 2015 will be to continue the development of the IUCN Green List on Protected Areas standard and improving data quality underpinning Protected Planet. As part of the World Parks Congress to be held in late 2014, innovative solutions gathered from the protected areas constituency will be tested in several countries. The BIOPAMA programme will continue to focus on establishing regional observatories in Meso-America and the Caribbean, Africa and Oceania, which will generate data and information.

Key Biodiversity Areas

The work on Key Biodiversity Areas in 2014 focused on consolidating and reviewing the Standard, which will be presented at the World Parks Congress in November 2014. This work has been undertaken jointly through a WCPA/SSC Task Force with multiple parts of the Secretariat as well as Members, including BirdLife who work on IBAs can be said to have initiated the whole approach.

In 2015, it is expected that the Key Biodiversity Areas Standard will be finalized, governance arrangements of the knowledge product will be put in place and approved by IUCN Council. The Standard is expected to have both practical and policy implications. Immediately, the KBA Standard will be used in the online conservation planning tool, the Integrated Biodiversity Assessment Tool (IBAT) and will be promoted as a conservation planning tool in the development of the IUCN Programme 2017-2020. It is also expected that the KBA standard will become the basis for planning and reporting in the NBSAP and CBD reporting processes.

IUCN Red List of Ecosystems

As of the end of 2014, two IUCN Red List of Ecosystems assessments have been completed for Norway and Venezuela using version 1 of the Criteria and one assessment of the Americas and 12 national assessments are ongoing and due to be completed shortly for Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Costa Rica, Ecuador, Madagascar, Morocco, Paraguay, Peru, Senegal and Uruguay. A further 20 case studies are completed or under development of specific ecosystems and an assessment of the 28 countries of the European Union and five countries of the East African Community has been initiated. A global classification of ecosystems will be finalised to facilitate IUCN – authenticated global level assessments.

Version 2 of the Red List of Ecosystems Criteria and Categories were formally approved by IUCN Council after considerable discussion between the Secretariat, the Species Survival Commission (SSC) and the

Commission on Ecosystem Management (CEM) on methodological issues that will allow integration and comparison with the IUCN Red List of Threatened Species.

In 2015, assessments for the Americas will be completed and IUCN will provide technical input into an assessment process for Europe. Methodological development and research on the scientific underpinnings of the Red List of Ecosystems will continue and the Committee for Scientific Standards will convene for the first time. Pilot testing will commence on integrating with other Knowledge Products in Madagascar, Senegal, Costa Rica and Colombia.

Natural Resources Governance Framework

To date, work on the new Natural Resource Governance Framework has focused on research and partnership building as an important precursor to tool development and testing which will occur in 2015. The Commission on Environmental, Economic and Social Policy has focused on researching the different approaches and tools that exist, while legal research by the Secretariat has focused on reviewing the legal underpinnings of governance. Lessons and case studies are also being actively collected for review. Partnership building has focused on creating a working group and reaching out to IUCN Members in the Regional Office for Meso-America, Mexico and the Caribbean (ORMACC) and the East and Southern Africa Regional Office (ESARO) who will participate in tool development and testing in 2015.

The work in 2015 will largely focus on consolidating a natural resource governance inquiry tool, supporting legal tools and a gaps and needs analysis that will survey across the places where and sectors in which IUCN is working. Initial testing will focus on Meso-America and East and Southern Africa working with IUCN Members.

Human Dependency on Nature Framework

In 2014, IUCN continued to define the content and scope of Human Dependency on Nature by surveying existing tools such (e.g. IWAT, Forest-Poverty Toolkit). As a result, a mixed methods approach, focusing on both economic and social science methods, has been chosen.

Further methodological development will occur in 2015 on conceptual and tool development and testing for primary data collection and analysis. Processes and protocols for assessing and standardizing secondary data will be started in 2015. Early application of the Human Dependency on Nature tools will start in ORMACC through the Sixaola project and in East and Southern Africa through SUSTAIN. The team, comprised of global and regional parts of the Secretariat, CEESP and Members working in partnership are aiming to deliver a set of discussion papers compiled into a book for the 2016 World Conservation Congress.

Integration of the Flagship Knowledge Products

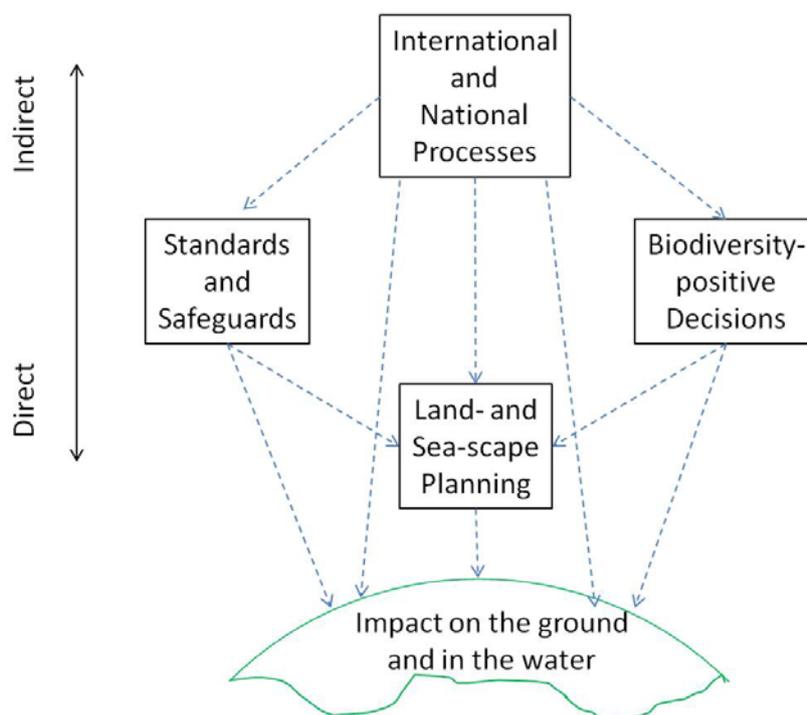
The objective for integration of the flagship knowledge products mobilized through IUCN is to influence decision-making processes relating to nature and natural resources in an integrated manner. It is suggested that the highest priority “decision contexts” (i.e., types and sectors of decision-making) to be targeted by the Union are the following:

- **Land- and sea-scape planning:** The most direct application of flagship knowledge product integration is national, regional and local land- and sea-scape planning processes; including sector planning that operates through local, state, or provincial government identities.
- **Standards and safeguards:** A growing awareness of the degree to which detrimental environmental and social impacts can jeopardize investment decisions is part of the decision-making processes of many companies and organizations. IUCN is harnessing knowledge product integration to inform application of private sector standards and safeguards through the Integrated Biodiversity Assessment Tool (IBAT). Much potential exists to expand support to existing standards and safeguards policies, and to guide new ones from emerging financial institutions.

- **Biodiversity-positive decisions:** IUCN's knowledge product integration also aims to catalyse new decisions and enable better decisions by those institutions which establish policies and make investments to support biodiversity in its own right.
- **International and national processes:** Many national governments and most intergovernmental treaties implement policy around strong planning frameworks (e.g. CBD). While the integration of flagship knowledge products convened through IUCN will support such policies, the main influence of knowledge product integration will be in supporting policy delivery and measurement.

Figure 1 illustrates the relationship among these four decision contexts.

Figure 1: Influencing decisions impacting nature through four decision contexts



'Integration' of flagship knowledge products means that the different products will be made to 'talk to each other' but will not be formally merged. Three types of integration are necessary:

- Fundamental dependence of one flagship knowledge product on another. Some of the flagship knowledge products can only meet their full potential by drawing on information from the others. Example: Key Biodiversity Areas will require input data from the IUCN Red List of Threatened Species and the Red List of Ecosystems, among other information, to identify sites of significance for biodiversity.
- Establishment of consistency among classification schemes and data definitions used by the flagship knowledge products. These encompass standard classifications of habitats, threats, conservation actions, use and trade, livelihoods, and ecosystem services.
- Analytical integration, to use combinations of two or more of the flagship knowledge products to inform specific questions and decisions. Example: protected area gap analysis is informed by analytical integration of Protected Planet and Key Biodiversity Areas, which indicates both protected areas significant for a given species or ecosystem, and also currently unprotected sites significant for the species or ecosystem.

In 2014, considerable progress was made in integration, which involved three Commissions and multiple parts of the Secretariat. This included the development of an overall plan for knowledge

product integration, documenting key decisions made, forming agreements on habitat definitions which are consistent across knowledge products and agreeing to expand the Green List concept to include protected areas, ecosystems and species. Integration is also essential to defining the Key Biodiversity Standard, and in 2014 it was agreed that both the Red List of Threatened Species and the Red List of Ecosystems would be used to inform the KBA standard and that Protected Planet would inform KBA delineation.

This work will continue in 2015 and efforts will be made to integrate with the Natural Resources Governance and the Human Dependency on Nature Frameworks while promoting the Green List concept as a mechanism for measuring “effective and equitable” conservation actions and influencing a range of external actors (e.g. EU Horizon 2020, IPBES, etc.).

Other knowledge tools and products

In 2015, IUCN will also work on a range of additional knowledge products including:

- The feasibility of linking ECOLEX to other IUCN Knowledge Products such as the Natural Resource Governance Framework and the Key Biodiversity Areas Standard;
- Improving spatial data on marine natural resource use and management (e.g. Maldives) and on unique marine ecosystems (e.g. Seamounts in the Indian Ocean);
- Inventories and mapping of natural water infrastructure in the Tana and Volta Basins in Africa;
- Empirical knowledge on forest dependency by local communities;
- Development of natural capital accounting systems for the corporate world;
- Provision of e-learning on specific topics, starting with conservation psychology
- Building on the momentum of the launch of the Environment and Gender Index;

2. Delivering Results on the Ground

REDD+ / Forest Landscape Restoration

In support of the Bonn Challenge, more than 50 million hectares of degraded landscape has been pledged by governments for restoration, and another 50 million hectares is under negotiation. To date, national Forest Landscape Restoration (FLR) strategic frameworks have been negotiated in Guatemala, Mexico and Rwanda reflected in national REDD+ strategies and other national planning processes. IUCN’s work is supported by a set of decision support tools that enable farmers and local stakeholders make informed choices on landscape restoration while understanding the opportunities and trade-offs from an economic perspective. In 2015, IUCN intends to expand the pledges under the Bonn Challenge while assisting at least five more countries to achieve policy formulation that will enable landscape restoration using a tool for assessment of national restoration potential. In Rwanda, at least, landscape restoration will be supported through the mobilization of private sector funding. IUCN also intends

Convergence between the FLR and REDD+ agendas could be observed in IUCN’s work in 2014. Specific REDD+ activities continued in Ghana, Mexico and Peru and now funding has been secured to link the role of FLR in reducing emissions in Vietnam, El Salvador, India, Kenya, Uganda, Ethiopia, Rwanda, Brazil, Indonesia and Colombia. The work in 2015 will continue to focus at the policy level on demonstrating policy options addressing the interface between forests and agriculture that will facilitate the integration of pro-poor and benefit sharing approaches into national and regional REDD+ strategies on the one hand, while on the other hand, continue to field test pro-poor REDD+ approaches.

Managing Coastal Ecosystems

IUCN is increasingly building convergence in its diverse coastal portfolio which includes the Mangroves for the Future (MFF) programme and a portfolio of projects under Global Coasts. Regional coastal portfolios are also starting to align around the MFF and Global Coasts approaches in the Regional Office for West and Central Africa (PACO) and the East and Southern Africa Regional Office.

Mangroves for the Future ended its second phase in early 2014 and entered into the third phase immediately after. Three pilot countries, Bangladesh, Indonesia and Vietnam, completed their pilot activities on mainstreaming resilience building for climate change adaptation and mitigation benefits. As a consequence of the positive results, seven of the ten MFF countries have revised their National Biodiversity Strategies and Action Plans to include resilience objectives. From the pilot country activities, a new Resilience Framework and Resilience Analysis Protocol for site level analysis have been developed. In 2015, MFF will continue building capacity for resilience assessment and management in Asia and now in Mozambique and Tanzania under East and Southern Africa programme.

The Secretariat and key Members will continue to support a range of coastal management approaches in the Maldives, European Union Overseas Territories and Mozambique that include marine spatial planning and planning and marine protected areas establishment and management. The current portfolio of Global Coast projects focuses on raising awareness, building networks of committed organizations, developing policy options, delivering specialized knowledge products and building capacity in the Caribbean and Indian Ocean.

Box 1: Fair Coasts Initiative in Mozambique

In Mozambique, the Fair Coasts Initiative carried out scientific biodiversity and livelihood scoping activities across Cabo Delgado where large scale Liquid Natural Gas (LNG) exploration has been initiated. Following the scoping studies, IUCN was able to mobilize IUCN Members and Commissions as well as other critical expert bodies to carry out an expert review of the environmental impact assessment for the LNG development, providing recommendations on how to improve the biodiversity assessment process, which was subsequently discussed in a broader stakeholder forum. The EIA was well received by the Ministry of the Environment of Mozambique.

Protected Areas

IUCN plays a critical role in the global protected areas estate, both marine and terrestrial, in terms of setting standards for establishment and management, maintaining data on extent, coverage and connectivity and increasing, shining a light on the best of the best through the World Heritage List and the IUCN Green List of Protected Areas. Delivering these results is a joint effort of IUCN Members, the World Commission on Protected Areas and the Secretariat, with support from the Species Survival Commission and the Commission on Environmental, Economic and Social Policy.

IUCN's BIOPAMA Programme (the Biodiversity and Protected Areas Management Programme) is active in Africa, the Caribbean and the Pacific, aiming to improve access to biodiversity information through building capacity and the establishment of regional observatories. BIOPAMA also has a role in developing Access and Benefit Sharing protocols in and around protected areas. In 2014, the first Regional Reference Information System (RRIS) was launched in West and Central Africa. The broad aim in 2015 is to continue the process of building capacity to support information systems and protected areas management. In Oceania, preparations for the regional observatory are well underway and IUCN intends to develop an Island Biodiversity and Invasive Species database with the SSC Invasive Species Specialist Group.

Wildlife Conservation

IUCN conserves species through a variety of mechanisms that include the SOS partnership, managing wildlife trade, the new Integrated Tiger Conservation Programme and by providing technical advice and knowledge on species conservation from the Species Survival Commission.

SOS is a grant-making mechanism for supporting direct species conservation action, often by IUCN Members. As of 2014, the fund supported more than 87 projects worth USD12.8 million (33 completed, 54 under implementation) for the conservation of more than 200 species. In 2015, SOS will be seeking additional funding in order to expand the portfolio of grants, while continuing implementation for ongoing projects.

In 2014, the Integrated Tiger Conservation Programme was launched which aims to increase the number of tigers in the wild and improve the livelihoods of communities living in and around key tiger habitats.

The Programme seeks to invest in projects that involve improving the management of tiger habitats, tackling tiger-human conflicts, increasing anti-poaching and law enforcement efforts and involving local communities in tiger conservation. While improving and managing tiger habitats, it will support the livelihoods of local communities who depends on the diverse range of natural resources found in these key areas. The first call for proposals for grants was launched in October 2014 and the team managing this programme will spend 2015 reviewing proposals, making grants and starting implementation.

The African Elephant Summit was held in Botswana in December 2013, leading to 14 urgent measures that were adopted by consensus by the delegates from 30 countries and 27 inter-governmental and non-governmental organizations.

IUCN through TRAFFIC, its joint programme with WWF, seeks to halt the illegal trade of wildlife as defined under CITES. TRAFFIC addresses illegal wildlife trade by influencing international conventions and agreements that strengthen the action of national governments, assist in the design and enforcement of regulation and management system, and work with producers, suppliers and consumers to ensure that wildlife goods are sustainably sourced. In 2015, TRAFFIC will focus on strategic monitoring (e.g. the Elephant Trade Information System) and a range of priority species including flagship species, wild species used for food and medicine, wild species use for pets, display and ornamentation, fisheries, timber and medicinal and aromatic plants.

The Species Survival Commission continues to provide technical advice and guidelines through its Specialist Groups on topics such as reintroduction, health, invasive species, sustainable use and livelihoods, conservation planning, climate change, human-wildlife interaction and conservation breeding. SSC also works closely with the Secretariat to develop and implement species action plans, for example, action plans for Siamese Crocodiles in Lao and the South Asia Vulture Conservation Initiative.

Ecosystem-based Adaptation (EbA)

In 2014, IUCN continued its work on implementing the EbA learning framework across 60 IUCN field projects to gather learning and lessons particularly on the topics of resilience and disaster risk reduction. The Mountain Ecosystem-based Adaptation project in Nepal, Uganda and Peru and the EPIC (Ecosystems Protecting Infrastructure and Communities) project in Burkina Faso, China, Chile, Nepal, Senegal and Thailand are generating lessons and economic analyses. The EPIC project also published on the topic of disaster-risk reduction and the role of projects areas.

In 2015, IUCN will focus on generating lessons and economic analyses, creating an inventory of vulnerability assessment tools and generating policy analysis on mitigation-adaptation linkages for influencing the UNFCCC Nairobi Programme of Work, and the CBD. On the topic of disaster risk reduction, IUCN is working nationally with governments in Japan, China, Nepal, Thailand, Burkina Faso, Senegal and Switzerland to integrate DRR into policy.

Land, Water and Food Security

IUCN's water portfolio focuses on two main programmes: BRIDGE and SUSTAIN. BRIDGE has been implemented in 15 river basins worldwide, demonstrating the operationalization of transboundary water management from local to intergovernmental levels. Lessons and recommendations have been disseminated globally and applied to influence scaling up to regional level programmes working on water governance. In 2015, implementation in five river basins will continue.

SUSTAIN is a new programme focused on growth corridors, linking community level water management and landscape restoration to investment in value chains by businesses that incorporate sustainable and benefits for social inclusion. Implementation is underway and will continue in 2015 in the SAGCOT corridor in Eastern Africa, while financing and design is underway for SUSTAIN in West Africa, Asia and Latin America.

Area-based Business Engagement

In 2014, IUCN focused on a range of private sector engagements which included developing the concept of Net Positive Impact by integrating the landscape approach, developing new tools for managing biodiversity across full value chains, influencing new regulatory frameworks and providing independent scientific advice through advisory panels.

The work on Net Positive Impact will continue with large footprint companies, while the work on tools for managing biodiversity will focus more on full value chains in areas such as biofuels, aluminium and through the UN Sustainable Energy for All Initiative (SE4ALL). The Net Positive Alliance, which includes Rio Tinto, Shell, the International Finance Corporation and the Nature Conservancy seeks to establish NPI as a norm for development projects, and in 2015, the focus will be on defining the NPI concept and identifying key issues that may prevent scaling up. IUCN promotes tools for managing biodiversity at the sector level (e.g. the World Business Council for Sustainable Development, the Cement Sustainability Initiative, the International Council of Mining and Metals, the Cross-Sector Biodiversity Initiative and the Global Oil and Gas Industry Association for Environmental and Social Issues) using IUCN tools including the IUCN Red List of Threatened Species, the Integrated Biodiversity Assessment Tool and the Key Biodiversity Areas Standard.

The Policy Working Group will develop a draft policy on biodiversity offsets for consideration by IUCN Council by end of 2015, that is intended to be submitted as a Council Motion for the 2016 World Conservation Congress. In 2015, activities will include finalization of the draft policy and an online consultation, prior to submission of the policy to IUCN Council.

IUCN will develop a strategic vision document on agriculture and biodiversity which includes a scoping of the pressures and threats from biodiversity and will identify where IUCN can make key interventions to drive sustainable agriculture to achieve protection and enhancement of biodiversity. This work may lead to further private sector engagement and/or policy influencing.

IUCN's two independent scientific advisory panels focus on the Niger Delta and Sakhalin Island. The Niger Delta Panel advises Shell on remediation of oil spills in the region, while the Western Grey Whale Advisory Panel (WGWAP) advises Sakhalin Energy on measures to avoid disturbances to the Western Grey Whale. Both panels are ongoing activities.

The Black Mountain Mining Project in South Africa developed a draft biodiversity, monitoring and performance protocol in 2014, finalized a biodiversity management and action plan and carried out a review of biodiversity offset development. This process will continue in 2015 with a greenhouse gas footprint analysis as well as implementation of the biodiversity management and action plan.

3. Strengthening Policy and Governance

Strategic Plan for Biodiversity 2011-2020 and the Aichi Biodiversity Targets

For the CBD-COP 12 held in October 2014, IUCN provided advice to Parties to the CBD on the topics of Assessing Implementation of the Strategic Plan for Biodiversity 2011-2020, the Financial Mechanism, Biodiversity and Sustainable Development, marine and coastal biodiversity and cooperation with other conventions, international organizations and stakeholder's engagement, including business.

IUCN sought to tighten its internal coordination on the CBD and of biodiversity messages through the creation of a MEA (Multilateral Environmental Agreements) task force. IUCN further implemented its influencing strategy on the National Biodiversity Strategy and Action Plan process through engagement of experts and governments and by providing technical support to the CBD. Similarly, IUCN worked with governments in developing Access and Benefit Sharing Protocols. More generally, IUCN has delivered activities aimed at raising awareness under Aichi Target 1. This work will continue in 2015.

Gender and policy influence

IUCN has been active in influencing governments in developing Climate Change and Gender Action Plans (ccGAP) under the UNFCCC. Two new plans were created in 2014, while existing plans were used to influence national policy in another six countries. These Climate Change and Gender Actions Plans have links into the FLR and REDD+ agendas that IUCN is pursuing under the UNFCCC. IUCN has received numerous requests from governments for technical assistance and has implemented a training programme that reaches hundreds of participants each year. IUCN will continue to support the development of ccGAPs as well as gender equality in REDD+ and FLR policy and practice through targeted technical support and capacity building. IUCN will also be seeking to influence gender considerations within financing mechanisms such as the Climate Investment Fund, the Green Climate Fund and the Global Environment Facility.

IUCN also launched the Environment and Gender Index in late 2013 leading to massive interest in 2014 by the international community, including governments and international policy fora.

World Heritage

IUCN has a highly defined role to support the World Heritage Convention. In 2014 IUCN fulfilled its advisory role to the 38th Committee meeting, as defined under the Convention by providing evaluations of all new natural WH nominations and State of Conservation reports for existing World Heritage Site. This role will continue in 2015 for the 39th meeting of the WH Committee. IUCN is seeking to deliver more upstream support to governments who are preparing nominations for natural WH sites.

In 2014, IUCN delivered the Conservation Outlook Assessment system for all natural World Heritage sites, which will be linked to the IUCN Green List on Protected Areas. This work will continue in 2015, engaging the World Commission on Protected Areas and many IUCN Members in the process.

United Nations Framework Convention on Climate Change

In September 2014, the UN Secretary General convened a Climate Summit in New York to catalyse climate action to reduce emissions, strengthen resilience, and mobilize greater political will for securing a meaningful international agreement under the UNFCCC in Paris in 2015. IUCN was strongly represented at the Summit, particularly through its involvement in the thematic and action sessions on climate science and forests. IUCN was one of the signatories to the New York Declaration on Forests, launched at the Summit, which successfully integrated and extended the Bonn Challenge that it has been championing in recent years. New forest restoration commitments of over 50 million hectares were secured by IUCN and its partners at the Summit and formally announced by government representatives at the Forest Pavilion event, which IUCN helped to organise and moderate. IUCN will continue to advance its work on socially inclusive and gender sensitive nature-based solutions to

climate mitigation and adaptation through the rest of 2014 and 2015, including through its policy engagement at UNFCCC CoP-20 in Lima and CoP-21 in Paris, among other fora, where IUCN will seek to influence the post 2020 regime succeeding the Kyoto Protocol, while broadly promoting the role of nature-based solutions in both mitigation and adaptation.

IPBES (Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services)

IUCN worked throughout 2014 with IPBES to influence the Work Programme 2014-18. There are several deliverables within the Work Programme to which IUCN will be able to contribute. IUCN also worked with IPBES to define a Stakeholder Engagement Strategy. In 2015, IUCN will mobilize knowledge to support identified deliverables under the Work Programme and continue to advocate for the active engagement of civil society in IPBES processes.

Nature-based Solutions and policy influencing

IUCN continues to build its position on nature-based solutions (NBS) within policies for climate change, food security and development, as well as on business development for environmental governance. Related to NBS, local communities in various regions are participating in dialogues to influence policy and enhance the role of civil society in these processes. These dialogues address considerations such as benefit-sharing mechanisms, policies and norms around tenure, access and rights.

In Africa, experiences from the Mt. Elgon project that includes climate change modelling and climate smart agriculture are being used to influence regional discussions about EbA and climate resilience at the 9th International Conference on Community Based Adaptation to be held in Kenya in April 2015. Lessons from three interventions in Southern Africa, BIOPAMA, Black Mountain Mining and Fair Coasts will form the basis for a side event at the forthcoming African Ministerial Conference on the Environment (AMCEN) meeting to promote mainstreaming of environment, biodiversity and social considerations in the extractives sector focusing on oil and gas.

In 2015, IUCN will use case studies and key messages in policy arenas such as the UNFCCC, Bonn Challenge 2 and Sustainable Development Goals/Post-2015 Development Agenda. A paper on Nature-based solutions is being prepared for publication in the journal *Science*.

Other policy and governance

IUCN aims to influence policy in a number of other forums, including:

- The Global Environment Facility. IUCN received accreditation as an Implementing Agency in 2014 and will start the process of building a portfolio that will involve IUCN Members. The process of negotiation between governments, GEF focal points and IUCN in the development of a portfolio, gives IUCN considerable opportunity to influence the direction of biodiversity conservation in countries where IUCN will implement projects.
- The Sustainable Development Goals (SDGs) and the Post-2015 Development Agenda. In 2014, IUCN developed and started implementation of an influencing strategy for the SDGs, working with IUCN Members and other partners, aiming to influence the inclusion of biodiversity and ecosystem services in the SDG framework. In 2015, the focus will be on influencing implementation aspects of the SDGs, including indicators and accountability frameworks.
- The Convention on International Trade in Endangered Species. In 2014, the IUCN Global Species Programme and a number of representatives from the IUCN Species Survival Commission (SSC) participated in both the CITES Animals and Plants Committee meetings that took place in May in Veracruz, Mexico as well as the CITES Standing Committee meeting that took place in July in Geneva, Switzerland. IUCN expertise supports the convention at these meetings in making decisions based on the best available scientific information and expert opinion, in support of legal,

sustainable and equitable trade such as through contributing to key CITES processes such as Review of Significant Trade (reviewing levels of international trade of Appendix II species) and Periodic Review (reviewing species on the CITES Appendices to ensure the listing is appropriate). Some SSC Specialist Groups have been contracted by the CITES Secretariat to undertake research relating to CITES decisions (e.g. Asian snakes and freshwater turtles). In 2015, the IUCN Global Species Programme and members of the IUCN Species Survival Commission will again participate in the CITES Animals, Plants and Standing Committee meetings and will start preparing for CITES CoP17 which will take place in 2016 in South Africa – one of our key priorities will be working with TRAFFIC to undertake the *Analyses of the Proposals to Amend the CITES Appendices* publication again.

Part II: Leveraging the Union

One Programme Engagement in 2014

As requested by Council, the IUCN Secretariat has prepared reporting on the extent and nature of One Programme engagement in 2014. In the next section, plans for One Programme Engagement in 2015-16 are outlined as the basis for the development of a Union Strategy for the next intersessional period.

The Secretariat includes IUCN's Regional and Global Thematic Programmes. This reporting addresses the extent and nature of engagement with IUCN Members (all categories), the Commissions and National and Regional Committees. This reporting is from the perspective of the Secretariat and does not contain data on other forms of One Programme Engagement, such as the functioning of National and Regional Committees, implementation featuring Members or a combination of Members and Commissions.

The data on Secretariat engagement with Members, Commissions and Regional and National Committees is collected annually during the Annual Budget and Workplan process and is reported in the Annual Workplan and Budget and the Annual Progress Monitoring for Council. The data is collected through the workplan narrative tool, which is essentially a survey requesting each programme of the Secretariat to estimate the proportion of work which is delivered annually with Members, Commissions and Regional and National Committees. Example of this delivery are also collected, analyzed and presented here.

Across all IUCN programmes, approximately 60% of the Programme's implementation is delivered with Members, 33% with Commissions and 15% with National and Regional Committees. These numbers should be taken as an indication of the extent of collaboration rather than a reliable and valid measure as the data is self-reported, unverified and unweighted. Nonetheless, these estimates are consistent with measures in previous years, going back to 2012.

A first attempt was made in the 2015 planning process to determine how this collaboration is paid for, however, without an ERP based tracking system, the numbers are neither reliable nor valid in the truest sense. Nevertheless, the reporting does reveal that most funding (approximately 70%) for One Programme Collaboration comes from the project portfolio and framework/unrestricted funding. The rest is estimated from volunteer time, in-kind contributions and co-financing that does not pass through IUCN's accounts.

Under the business line on *Providing Knowledge Products*, Members and Commissions played a key role in the production of the Red List of Threatened Species, the Red List of Ecosystems (RLE), the IUCN World Conservation Outlook, and the Green List of Protected Areas, Human Dependency on Nature (HDN) and the Natural Resource Governance Framework (NRGF). For example, at the global level, the Red List of Ecosystems is developed and implemented jointly by the IUCN Commission on Ecosystem Management (CEM) and the Secretariat in collaboration with the Species Survival Commission (SSC). In 2014 a similar process took place at the national and regional levels in the Americas and Madagascar led by IUCN Members and Commissions. Their participation was also key for the establishment of the RLE Committee for Scientific Standards.

On *Delivering results on the ground*, Members and Commissions supported the implementation of all of the priorities under this business line: REDD+/landscape restoration, coastal and protected areas management, the conservation of threatened species and their habitats, ecosystem-based adaptation (EbA), water and food security and area-based business engagement. Among the examples that are worth highlighting is the participation of several IUCN Members (UNEP-WCMC, Wildlife Conservation Society, Flora and Fauna International and Birdlife) and SSC in the Review Panel of the IUCN-Rio Tinto Net Positive Impact (NPI) verification process.

At the regional level, relevant examples include the regional dialogues on large dams and forest management in West Africa in collaboration with the Economic Community of West African States (ECOWAS); and the strengthening of bi-national committees for water governance in the Andean Region with the participation of Member States. At the national/local level, the Ghana Forest Commission and IUCN have been working on the design of national REDD+ benefit sharing mechanisms through the implementation of sub-national/jurisdictional benefit-sharing schemes. In Chiapas, Mexico, IUCN Members (CONANP and Sociedad de Historia Natural del Soconusco), in collaboration with government agencies have been implementing activities related to water management, adaptation, mitigation and the development of payment for ecosystem services (PES) schemes.

Finally, on *Strengthening policy and governance*, in 2014 Members supported the implementation of priorities related to the Strategic Plan for Biodiversity 2011-2020 and the Aichi Targets, gender policy and capacity building, World Heritage processes, UNFCCC, GEF, IPBES, Nature-based solutions, and business development for environmental governance. In Asia, IUCN provided support to State Members in the implementation of the CBD Strategic Plan, especially in the revision of the National Biodiversity Strategy and Action Plans (NBSAPs) and the Aichi Targets. IUCN's Commission on Education and Communication also mobilized Members in the implementation of Aichi Target One at both the regional (Mesoamerica and South America) and national (China and Namibia) levels.

Another highlight of this year has been IUCN's engagement with international financial institutions, public and private, to improve the integration of biodiversity into decision-making. This has included input to the World Bank safeguards review, where IUCN has played a coordinating role among US-based NGO members in compiling recommendations and commentary for the review, and leading an effort to engage with the private finance world to increase investment in biodiversity.

Capacity building in 2014

IUCN builds capacity of its Members through project implementation and also supports the implementation of the programme priorities on themes such as the Red List of Threatened Species, the Red List of Ecosystems, the Green List of Protected Areas, World Heritage, gender, Rights-based Approach (RbA), protected areas planning and management effectiveness, BIOPAMA, and Mangroves for the Future (MFF). For the Red List of Species Training, IUCN undertakes numerous training workshops every year in different parts of the world and offers online training. BIOPAMA and MFF have been implementing capacity building activities for the Bahamas management category review process and project cycle management respectively. In West and Central Africa IUCN is working on strengthening Members' capacities in the management of planning, monitoring and evaluation tools for climate change, with a focus on EbA.

Planning for 2015-2016

Council Decision C/82/8 requires the Secretariat to collect additional information regarding the implementation of One Programme Charter, including the preparation of a two year plan for the engagement of Members, Commissions, and National and Regional Committees for 2015-16.

In 2015-2016, Members will continue with the implementation of Programme priorities that were carried out in 2014 under *Providing Knowledge Products*. Among the main knowledge products that will be developed and implemented in collaboration with Members are: Human Dependency on Nature (HDN), the Natural Resource Governance Framework (NRGF), the Red List of Ecosystems, the Red List of Threatened Species, the Green List of Protected Areas and the World Heritage Conservation Outlook.

The Red List of Ecosystems will continue to be jointly implemented in the Americas and Madagascar; the Green List of Protected Areas in the Mediterranean Region, South East Europe, the Asia Region and Eastern and Southern Africa; and the Red List of Threatened Species will be revised in Central Africa and in the Asia Region, while in the Mediterranean more than one thousand species are planned to be

assessed. In collaboration with CEESP and Member organizations, the HDN will be implemented at the site level in the Sixaola River Basin in Central America.

The priorities under *Delivering results on the ground* and *Strengthening policy and governance* will be developed in the next sections on project implementation and policy influencing respectively.

Project implementation in 2015-2016

The priorities presented in 2014 under the business line on *Delivering results on the ground* will continue to be implemented for the rest of the quadrennial period. Among the main initiatives that will be carried out in collaboration with Members are:

- **REDD+/landscape restoration:** national restoration assessments will be undertaken world-wide. This theme will also be very present in direct project implementation in West and Central Africa, Eastern and Southern Africa, South America and Mesoamerica and the Caribbean. In West and Central Africa, the project “Towards Pro Poor REDD” will be implemented in participation with Ministries, the IUCN National Committee of Cameroon and the Forestry Commission and Members in Ghana.
- **Protected areas management and governance,** including Marine Protected Areas: implemented through projects in Central Africa, Eastern and Southern Africa, Mesoamerica, the Mediterranean Region, Oceania and South Eastern Europe.
- **Water and food security:** implemented through the global projects BRIDGE (South America, Mesoamerica, the Mekong Region), SUSTAIN (Africa) and the Nexus Dialogue; as well as through regional initiatives in West Asia.
- **Conservation of species and their habitats:** implemented through grant-making initiatives like Save Our Species (SOS) and the recently launched Integrated Tiger Habitat Conservation Programme (ITHCP). In the case of SOS, many Members have been beneficiaries of the grants. This priority is also implemented through regional initiatives in West and Central Africa, the Mediterranean Region, South East Europe and the Asia Region.
- **Area-based business engagement:** Members will be involved in the implementation of partnerships with IUCN-Rio Tinto NPI, the Niger Delta Panel, and Kuoni, among others. This priority will be also carried out in South America and Eastern and Southern Africa, where Members and Commissions collaborated with IUCN in events such as the African Ministerial Conference on the Environment (AMCEN) for the mainstreaming of biodiversity in the extractive industry.
- **Global Coasts/Mangroves for the Future:** Global Coasts is implemented in West and Central Africa, Eastern and Southern Africa, the Asia Region and Oceania. Mangroves for the Future will be implemented in Eastern and Southern Africa and in the Asia Region where IUCN State Members across MFF countries will continue to lead National Coordinating Bodies which are also comprised of a number of IUCN NGO Members in countries such as Pakistan, India and Indonesia.
- **Disaster-Risk Reduction and Drylands:** implemented with the participation of members in Chile, Senegal and Nepal; and Jordan, Kenya and Burkina Faso, respectively.

Policy-influencing in 2015-2016

Policy influencing priorities carried out in 2014 will continue to be implemented in 2015-2016 with the participation of Members and Commissions. A brief update of plans for the priorities follows:

- **Strategic Plan for Biodiversity 2011-2020:** IUCN will continue to support the implementation of the Strategic Plan and the Aichi Targets by providing support for the implementation of the Nagoya Protocol on Access and Benefit Sharing (South America, Mesoamerica and the

Caribbean); by contributing to and assisting Parties in the revision, update and development of National Biodiversity and Action Plans (NBSAPs) in Brazil and in other countries when requested; and by influencing the CBD negotiations by mobilising the Union. CEC will continue to actively support the implementation of Target One.

- **UNFCCC:** IUCN will continue to support REDD+ processes. In collaboration with Members, the Bonn Challenge 2.0 event planned for March 2015 will feed into various policy processes such as the G8 Summit, the SDGs and the Paris UNFCCC COP. Moreover, it is anticipated that the Promise of Sydney will generate opportunities to influence various policy processes, in particular the UNFCCC.
- **GEF:** With the recent accreditation of IUCN as a GEF implementing agency IUCN will provide support to State Members in the implementation of GEF projects which would involve the participation of the entire Membership in the execution of activities in the field. Two regions have particularly highlighted this theme for 2015-2016: Mesoamerica and the Caribbean, and Asia.
- **IPBES:** The Regional Office for South America is representing the Union as a member of the regional IPBES platform and is fostering actions related to the use of economic valuation tools for biodiversity. This theme is also a priority in the Asia Region.
- **Business development for environmental governance:** This priority will be strongly present during the rest of the quadrennial period with initiatives such as: the biodiversity offset resolution work drawing on the six Commissions, as well as on many NGO Members and some governments. Other examples include: the Net Positive Impact Alliance, the Aluminum Stewardship Initiative and the Natural Capital Charter.
- **Nature-based solutions:** The concept of NBS is currently under development with a review of the project portfolio that contains potential messages on NBS. In Eastern and Southern Africa there is a possibility to collaborate with IUCN Member the International Institute for Environment and Development (IIED) and other key partners in sharing critical outcomes and knowledge from field based experiences in EbA.
- **The Sustainable Development Goals:** The Secretariat worked actively with a number of IUCN State Members and some of the international NGOs members (e.g. WWF, CI, TNC and Birdlife International) in influencing the discussions of the Open Working Group on SDGs for the most part of 2014. This alliance with State Members and the international NGOs members will continue in 2015 to ensure that the final package of SDGs to be adopted at a UN Summit in September 2015 adequately reflects biodiversity and ecosystem services considerations.

Many of the priorities described in the previous section also carry a policy influencing component that in many cases is jointly implemented with Members and Commissions.

Capacity building 2015-2016

IUCN's capacity building efforts for Members will continue to support the implementation of programme priorities and project interventions. There are no major changes in 2014, however several highlights are worth mentioning:

- The priorities on **water and food security** carried out by the projects BRIDGE and SUSTAIN will have an important capacity building component for Members.
- **BIOPAMA** will support the implementation of four regional capacity development programmes in the African Caribbean and Pacific Region.
- The implementation of the IUCN/WCPA Capacity Development Road Map aims to professionalize **protected areas management**. This theme will also be supported by the project

“Capacity building on Protected Areas Law and Governance”, which will require continuous contribution from Commissions.

- **Mangroves for the Future** will build the capacity of Members to undertake resilience analysis and project cycle management.
- **Regions** will also deliver capacity building activities linked to project implementation, especially in West and Central Africa, Mesoamerica, West Asia, the Mediterranean Region, South East Europe, Oceania and Asia.
- **CEC** will continue to deliver various capacity building products such as the e-learning course on conservation psychology and the joint strategic communications ‘clinics’ for IUCN Members, Commissions and regional staff.
- **CEESP** will work with the regions to develop capacity in undertaking the HDN methodology. The gender component is strong in CEESP’s capacity building interventions.

Planning for the World Conservation Congress

In 2014, IUCN selected Hawai’i, USA as the host for the 2016 World Conservation Congress and signed a Memorandum of Understanding. In support of the 2016 Congress, follow-up to the recommendations of the Barcelona Congress evaluation is underway, as is the process to identify concrete objectives, the fundraising and communications strategies for the Hawai’i Congress.

In 2015, Regional Conservation Forums will be designed to fit well with the Congress objectives and systems and procedures to support the revised motions and elections process will be updated. The Congress team will also focus on suppliers, logistics, IT support, fundraising and communications.

IUCN’s Operations and Management

This section reports on results in 2014 by IUCN’s Headquarters-based management, Union Development, Corporate Support and Programme Support units, and their priorities for 2015.

Directorate

The **Directorate** is responsible for providing overall leadership and management to IUCN’s globally distributed Secretariat. In 2014, the Directorate continued to support the implementation of the IUCN Programme through targeted policy influencing at key international policy events and through new programme developments. Strategic advice was provided for the preparation of the 2014 IUCN World Parks Congress and the 50th Anniversary of the IUCN Red List of Threatened Species. IUCN achieved Project Agency status with the GEF and the Directorate provided support for the rollout of the Framework of Action to Strengthen the Union. In 2015, in addition to its leadership and management role, the Directorate will lead the development of the 2017-20 Programme, support and participate in the Regional Conservation Forums and support the preparations for the 2016 Congress.

In 2014, the **Oversight Unit** carried out its internal audit programme using a risk-based approach and continued to manage the IUCN risk register. In 2015, it will focus more work on cross-cutting issues and global programmes. In order for the unit to achieve full compliance with the requirements of GEF and other donors, and the increased work that this will entail, there will be greater regional involvement in the identification and assessment of risks.

During 2014, the **Office of the Legal Advisor** continued with the provision of legal advice and services to IUCN covering contract negotiation, review and clearance; governance; legal status of offices; claims and litigation; and intellectual property rights. A new contracts policy and procedure was rolled out and training given to Headquarters’ based staff.

In 2015, the priorities will be on fostering the interaction and relationships among IUCN statutory components within the scope of the One Programme and ensuring compliance with IUCN statutory

instruments, resolutions and other sources of authority. The unit will also provide legal advice and support to senior management in its efforts to establish, revise and/or clarify IUCN's legal/IO status in relevant jurisdictions worldwide (e.g., European Commission, Belgium, Thailand, Germany).

Union Development

The **Union Development Group** (UDG) works to support IUCN Members, the Council, the Office of the President and World Conservation Congresses to strengthen and further develop the Union network and enhance internal governance. Within the Secretariat, UDG leads the fourth business line of the IUCN business model on Engaging and Leveraging the Union. Table 4 summarizes achievements and plans as of October 2014.

The UDG supported the development of the Union Portal, coordinating in 2014 the development of a mapping tool, the display of financial membership information online (in liaison with Information Services (IS) and Finance), and using available features to run important online consultations, including two Motions Process consultations, consultations by the Indigenous Peoples working group of Council and discussions on voting records at the 2012 Congress.

Tools and processes for membership were further enhanced to facilitate decentralisation of membership affairs to Regional offices, including communications to Members. Specific additional support was provided to regions with less membership capacity. 43 new Members have been admitted since January 2014 and 17 applicants will be considered by Council in November 2014. This includes two State Members: Lesotho and Azerbaijan. IUCN lost 28 Members in 2014; the majority leaving for financial reasons.

The UDG worked with Membership focal Points (MFP) in IUCN's regional offices to improve the quality of membership/ constituency data maintained in the CRM (Constituency Relationship Management) module of the ERP.

Support was provided on the Framework of Action to Strengthen the Union consultation process and on communicating the initiative to Members.

The unit continued to support the IUCN President and the IUCN Council. In addition, the unit provided support to the Governance and Constituency Committee of Council, including for a number of governance reforms: 2012 Congress decision 16 (Procedures and deadlines of IUCN Statutes) & 22 (Members' Assembly authority), membership processes, WCC- 012-Res.007 (Establishing an Indigenous People's Organization (IPO) membership and voting category in IUCN) and Congress process. The team is currently working in coordination with IS on the development of an electronic voting system for 2015 ballots.

The UDG led the process to identify the host country for the 2016 Congress (Hawai'i, USA) and coordinated the signing of the Hosting Agreement and MOU. A Congress Preparatory Committee of Council was established.

Table 4: Status and next steps of leveraging and engaging the Union 2013-2015

| Priority | Status as of Oct 2014 | Specific priorities / next steps |
|---------------------|---|---|
| Membership services | Responsibility further devolved to Regional Offices Membership mapping tool developed on Union Portal Membership admissions positive for 2014 | Support for Regional Conservation Forums Strengthen mapping via the IUCN Members Support for the next steps in the Framework of Action for Strengthening the Union Support the implementation of 2016 Congress objectives (for consideration by 84th Council) related to membership growth and engagement. Fundraise to implement the delegates' sponsorship programme for the 2016 Congress. Target is 470 |

| | | |
|---|--|--|
| | | sponsored delegates from Member organizations |
| Governance support | Two Council meetings per year Support provided to president Motions process consultations undertaken Preparation for electronic ballot in 2015 Search for new DG completed | Full development of electronic ballot system Additional membership consultation and electronic vote on statutory reforms and motions process Prepare the 2016 Members' Assembly and all related processes |
| Implementation of the One Programme Charter | Programmes encouraged to improve % of work delivered with Members, Commissions and Member Committees" | Continue to implement with Members, Commissions and National Committees where appropriate. Build on the Framework of Action and One Programme Charter workshop (Sydney, Nov 2014) to improve implementation of the Charter. |
| Union Development Plan | A Framework of Action to Strengthen the Union developed and shared with Members for input | Build on the input received to the Framework of Action to elaborate a more extensive Union Development Plan |

In 2015, the UDG will support the development of an overall Union Development Strategy, with a focus on the Membership component, building on existing work undertaken on the membership strategy, the One Programme Charter, outcome of the Framework of Action for Strengthening the Union and strategies for engaging Members through programme implementation. The UDG will also provide specific support to preparations for the 2015 Regional Conservation Forums, including capacity building for Members on areas related to membership governance and preparations for the 2016 Congress.

Coordination with MFPs will be strengthened, through the organization of a meeting with MFPs in light of the 2015 Regional Conservation Forums and the need to provide further training on key IUCN systems (CRM, Portal) and membership processes. Systems used for UDG work will be optimized and further developed, including necessary tools for electronic ballots and as required by the 2016 Congress.

In 2015, the UDG will continue to support the operation of IUCN's Council and the activities of the President as well as providing support to the Advisory Group on the Motions Process and Resolutions Implementation, the sub-group on Governance reforms, the Governance and Constituency Committee Statutes Review group and the Working Group on Indigenous and Tribal Peoples.

The UDG will advance preparations for the 2016 Congress, developing necessary strategies (e.g. fundraising and communications) and following up outstanding recommendations from the 2012 Congress evaluation.

Corporate Functions

The **Strategic Partnerships Unit (SPU)** coordinates the fundraising function of IUCN. In 2014, the unit supported IUCN's framework partners and renegotiated agreements with Denmark and the United Arab Emirates. Other fundraising efforts included supporting fundraising for Programmes throughout the Secretariat from bilateral and multilateral agencies and foundations. In addition, the unit managed the relationships with IUCN's Patrons for Nature and IUCN's Goodwill Ambassadors. The unit, working with SSC and the Global Species Programme, designed and executed a specific Fundraising Strategy for the 50th Anniversary of The IUCN Red List and supported fundraising efforts in preparation for the World Parks Congress.

In 2015, SPU will focus on securing additional framework income, supporting and coordinating the raising of restricted programme funds from existing donors and by developing partnerships with new bilateral and multilateral agencies, foundations, private sector partners, and individual donors.

In 2014, the **Global Finance Unit** continued supporting the implementation of the Enterprise Resource Planning (ERP) system in several regions (Asia, East and Southern Africa). The control framework was further improved through the development and rollout of policies and procedures on budget management and working with implementing partners.

In 2015, the rollout of the ERP will be completed, the internal control framework will be revised in line with identified risks and management reporting will be further developed.

In 2014, the **Global Communications Unit (GCU)**, in addition to routine communications work, supported IUCN's growing social media networks and the Global Species Programme in the IUCN Red List at 50 celebrations. GCU also participated in the communications plans for the World Parks Congress, as well as providing support to the Commission on Education and Communications. The unit also started work on the redesign of the IUCN website and its transfer to a new open-source platform (Drupal).

In 2015, the unit will develop and begin implementation of a corporate communications strategy based on an identified and clear vision for IUCN. The unit also plans to increase communications cohesion by assuming a stronger coordinating role. To help achieve this a "communications handbook" will be developed which will include advice as well as new or updated guidelines on media engagement, use of social media, the IUCN website, blogging and use of photographs. The unit will develop and implement a strategy for engagement with the CEC and search for opportunities to incorporate CEC expertise in to the Global Communications workplan. The migration and redesign of the IUCN's website to a new platform will be completed by mid-2015.

The **Global Information Systems Group** is responsible for the implementation of the Enterprise Resource Planning (ERP) system, the development of web-based applications and the management of the IT infrastructure.

By the end of 2014, the ERP will be operational in 29 locations. The only region not using the system will be West and Central Africa due to connectivity issues. In addition to the rollout of the core ERP modules, the ERP team developed a data warehouse for data consolidation and reporting, and continued development of the project portals, though this progressed slower than planned due to a focus on the rollout of the financial components of the system. In 2015, the rollout of the financial system will be completed and the emphasis will shift to the deployment of project tools and administration portals.

The Union Portal was further developed in 2014 to include a Commission members' registration module and increased knowledge management capacity. Deployment of the HRMS systems was completed in all IUCN locations and all staff are now managed in the system. In addition, functionality was added to allow Members to pay their dues on line. In 2015, the Union Portal will be further developed, HRMS (Human Resources Management System) will be upgraded, integrating between various systems will be enhanced and work will commence on the development of tools required for the 2016 Congress.

In respect of IT infrastructure, in 2014, the disaster recovery site was completed, work started on the development of IT policy and procedures, and service levels improved through automation and standardization.

In 2015, operational policies and procedures will be completed, a global desktop image created and a global purchase contract established for the purchase of computers in order to reduce unit costs globally. The unit will also select and implement a global service management tool for incident management, problem management and service requests. It is also planned to implement a Global Wide Area Network (GWAN). The objective is to put in place a reliable network that allows offices to connect to global applications (ERP, CRM, Union Portal, HRMS, email) and provide a platform for the use of web-based communications tools such as Lync and videoconferencing, thereby improving working efficiency and collaboration.

The **Human Resources Management Group (HRMG)** implements IUCN's human resources policies and procedures worldwide and provides personnel management services to Headquarters based staff. In 2014, work started on a new version of the Global HR Policy to be completed and implemented in 2015. Other related activities that will be carried forward into 2015 are to provide advice to senior management worldwide on all HR issues, maintain post classification, salary scales and performance appraisal systems and support further development of the HRMS system.

The **General Services Unit (GSU)** is responsible for managing the Headquarters building and providing operational services to HQ based staff. The priority for 2015 will be to complete phase 2 of the Jura building renovation which involves replacing the gas heating system with two reversible heat pumps and using geothermal energy for heating. The same system will also be used for cooling and will replace the current cooling system which uses a banned cooling liquid (R22). The system will result in lower CO2 emissions and a reduction in energy costs. The unit has also started a review of insurance contracts across the Secretariat to ensure adequate insurance coverage and to determine if certain types of coverage would be better managed centrally.

Programme Support

In 2014, the **Planning, Monitoring and Evaluation Unit** continued supporting the implementation of the Project Appraisal and Approval System by providing technical support and advice, and by reviewing projects. Project guidelines and standards were finalised and a training programme developed and tested. The unit produced the 2015 workplan and the Annual Progress Monitoring Report for Council and donors. The evaluation of the World Park Congress will be undertaken before the year end.

In 2015, the priorities will be to support the development of the 2017-2020 Programme and the development of component programme plans. The Project Guidelines and Standards will be rolled out through a train the trainers approach. The current programme monitoring framework will be further developed to track delivery against result and impact indicators and to provide a means of tracking implementation. The World Parks Congress evaluation will be completed, two Strategic Reviews on implementation models and on policy influence undertaken, and the External Review of IUCN launched.

Regional and Outposted Offices

IUCN has continued to standardize its approach to operational support in Regional Offices. All offices are required to plan and budget for operational functions related to management and leadership, office management and logistics, programme coordination, human resources, finance, information systems, policy and membership support. The rollout of the ERP system and various policies and procedures such as the new Project Guidelines and Standards are resulting in a greater level of operational alignment across the global Secretariat.

Regional administrative and operational functions will continue to support programmatic and organizational processes such as alignment to Programme priorities, business development under the IUCN business model, the Regional conservation Forums to be held in 2015 and the development of regional plans for the 2017-20 Programme.

IUCN has policy **offices** in Europe and the USA. The Brussels Office supports policy influencing and fundraising and plays a representation function with the European Union institutions. In 2014, a process was started to obtain accreditation for International Organisation status at the EU, and this will be further pursued in 2015. The Washington DC office provides fundraising and networking support with US-based multilateral institutions and US foundations, and hosts various programme positions. The office provides support to other offices on USAID grants and in 2015 will be supporting the process for the establishment of a NICRA (Negotiated Indirect Cost Rate Agreement) with USAID. The New York office of the IUCN UN Permanent Observer provides support in our links with the New York based UN institutions, as required by our Observer status in the UN General Assembly.

Part III: IUCN's 2015 Budget

Background

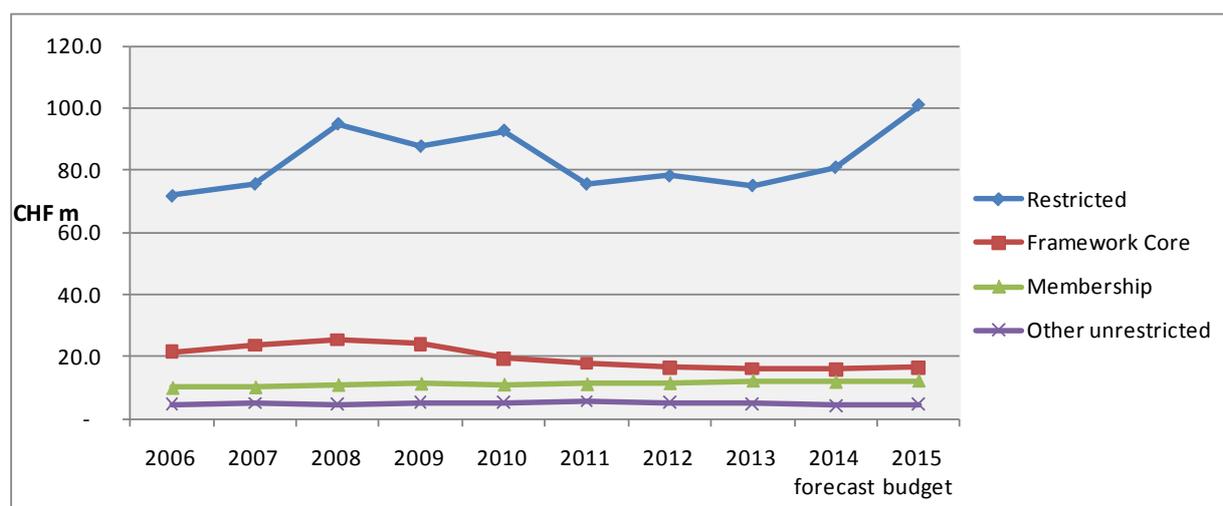
The outlook for 2015 is similar to 2014. The level of core income has stabilised over the last two years and no significant change is expected in 2015

Raising core income remains a major challenge for IUCN. Although progress is being made on this front, there is greater progress in the raising of restricted programme/project funds. This is evidenced by a growing project portfolio with some large scale initiatives coming to fruition. New project agreements with a total value of CHF 100m were signed in the first half of 2014.

Following IUCN's accreditation as a GEF project agency in May 2014, the project portfolio is expected to increase further in size. Over the next 5 years, IUCN intends to build a GEF project portfolio of around CHF 80m. However, due to the time lag between project identification and the start of implementation, the level of GEF project expenditure is not expected to exceed CHF 2m in 2015.

Figure 2 below shows income trends over the last 10 years. Core income is expected to be in line with that of 2014, whereas a modest increase in project restricted income is budgeted.

Figure 2: Income trends, CHF m



The GEF accreditation process and a similar process for IUCN to be recognised as an International Organisation by the EU have underlined the importance of strong control and oversight mechanisms across the Secretariat. Continued investment in systems and processes is therefore necessary. This is reflected in the budget together with investments in key programme areas such as World Heritage, Climate Change and EU policy support.

Summary

A total budget of CHF 134.5m is proposed for 2015. This is based on Membership dues of CHF 11.4m, an expected level of framework income of CHF 16.6m, and expenditure on projects currently under implementation or under negotiation of CHF 100.8m.

Table 5 summarizes the 2015 budget compared to the 2014 forecast, 2013 actual results and the Financial Plan approved by the 2012 Congress.

Table 5: 2015 Budget Summary

| CHF m | 2013 Actual | 2014 Forecast | 2015 Budget | Financial Plan Yr 3 |
|--|----------------|------------------|----------------|------------------------|
| Membership dues | 12.4 | 12.0 | 12.4 | 12.0 |
| Provision for unpaid dues | (1.0) | (1.0) | (1.0) | (1.0) |
| Net Membership dues | 11.4 | 11.0 | 11.4 | 11.0 |
| Framework income | 16.3 | 16.1 | 16.6 | 19.0 |
| Other income | 6.1 | 4.0 | 4.8 | 5.0 |
| To be raised | - | 0.3 | - | - |
| Total core income | 33.8 | 31.4 | 32.8 | 35.0 |
| Cost recovery from projects | 28.0 | 31.0 | 35.4 | 34.0 |
| Total Secretariat income | 61.8 | 62.4 | 68.2 | 69.0 |
| Operating expenditure | 58.0 | 60.6 | 67.0 | 67.0 |
| Provisions and other expenditure | 0.2 | 0.8 | 2.1 | 1.0 |
| Total Secretariat expenditure | 58.2 | 61.4 | 69.1 | 68.0 |
| Operating surplus/(deficit) | 3.6 | 1.0 | (0.9) | 1.0 |
| Transfer to/(release from) designated reserves | 1.0 | 0.4 | (0.9) | - |
| Net surplus/(deficit) | 2.6 | 0.6 | 0.0 | 1.0 |
| Project expenditure net of cost recovery | 47.1 | 50.0 | 65.4 | 60.0 |
| Total Expenditure | 105.3 | 111.4 | 134.5 | 128.0 |

The budgeted result for 2015 is breakeven compared to a surplus of CHF 1.0m foreseen in the Financial Plan approved by the 2012 Congress.

The main variances between the 2015 budget and year 3 of the Financial Plan are Framework income (CHF 16.6m) which is CHF 2.4m below plan, and project expenditure (CHF 100.8m¹) which is CHF 6.8m above plan.

The Financial Plan assumed that the Netherlands would remain a framework partner during the 2014-16 period. In actual fact it ceased being a partner at the end of 2012 and, as a consequence, framework income fell by CHF 3.3m annually. This was partly compensated for by an increase in the framework contributions from Sweden and a new framework agreement with the Republic of Korea which was signed in 2013.

The increase in the level of budgeted project expenditure compared to the Financial Plan reflects a growing project portfolio.

¹Project expenditure, CHF 100.8m = Project expenditure net of cost recovery, CHF 65.4m + cost recovery, CHF 35.4m

Income

Membership dues

Gross Membership dues are budgeted at CHF 12.4m (2014 forecast: CHF 12.0m). The scale of dues has been increased by 0.7% compared to that applied in 2014, in line with the application of the Swiss consumer price index.

A provision of CHF 1.0m (2014: CHF 1.0m) has been budgeted for the non-payment of Membership dues. This is based on levels of non-payment experienced over the last 4 years.

Framework income

Framework income is budgeted at CHF 16.6m (2014 forecast: CHF 16.1m). Table 6 below shows a breakdown of expected framework income.

Table 6: Framework income (CHF m)

| Framework partner | 2013 Actual | 2014 Forecast | 2015 Budget |
|-------------------------------|----------------|------------------|----------------|
| Denmark | 3.3 | 3.2 | 3.3 |
| Norway | 2.5 | 2.4 | 3.0 |
| Sweden | 4.1 | 4.1 | 4.0 |
| Switzerland | 2.2 | 2.2 | 2.2 |
| France | 0.7 | 0.7 | 0.7 |
| Mava Foundation | 1.0 | 1.0 | 1.0 |
| Finland | 0.9 | 0.9 | 0.8 |
| United Arab Emirates | 1.0 | 1.0 | 1.0 |
| Korea | 0.6 | 0.6 | 0.6 |
| Total Framework income | 16.3 | 16.1 | 16.6 |

At the time of preparing the 2015 budget, all framework agreements for the year 2015 had been signed with the exception of Denmark, United Arab Emirates (UAE) and Finland. A two year agreement is currently under negotiation with Denmark and a three year agreement with the UAE. The agreement with Finland is a rolling one year agreement which is normally signed in the first half of the year. For the purpose of this budget the new agreements have been budgeted at the same level as the amounts received in 2014.

The increase in the level of the framework agreement with Norway reflects the fact that in 2013 and 2014 approximately CHF 0.7m of the total framework agreement was internally restricted to support the Mangroves For the Future programme and hence this element was shown under project income. In 2015, no internal restrictions are planned.

No amounts have been budgeted for new framework partners that may join IUCN in 2015 although we continue to aim to add to the list of existing partners.

Other income

Other income is budgeted at CHF 4.8m. This comprises various items shown in table 7 below. The key items are Swiss Government tax rebates of CHF 1.3m (the value of tax exemptions paid to IUCN by expatriate staff at Headquarters), and rent and service fee income of CHF 0.9m received from Ramsar and other tenants in the Headquarters building.

Other sundry income includes rent, consultancy income and service fee income received by the IUCN offices in the regions (CHF 1.3m), plus sundry income received by global programme units (CHF 0.1m). Deferred income (CHF 0.7m) relates to donations received in respect of the new HQ building².

Table 7: Other income

| Other unrestricted income | 2013 Actual | 2014 Forecast | 2015 Budget |
|-------------------------------------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Swiss Government tax rebates | 1.2 | 1.2 | 1.3 |
| Rent and service fees - HQ building | 0.9 | 0.9 | 0.9 |
| Unrestricted donations | 0.3 | 0.4 | 0.4 |
| Deferred income - HQ buildings | 0.7 | 0.7 | 0.7 |
| GEF agency fees | - | - | 0.1 |
| Other sundry income | 1.9 | 1.7 | 1.4 |
| Gains on investments | 1.0 | - | - |
| Total other income | 6.1 | 4.9 | 4.8 |

GEF agency fees of CHF 0.1m have been budgeted in 2015. This is a conservative figure as concepts submitted have not yet been approved by the GEF Council. IUCN is entitled to receive agency fees equivalent to 9% of the value of GEF projects. 40% of agency fees are transferred at the time of approval of a project concept and the commitment of funds by the GEF Council.

Budgeted costs of the GEF unit in 2015 are CHF 0.8m. The net investment is therefore CHF 0.7m. The GEF unit is not expected to breakeven until 2018.

Cost recovery from projects

Cost recovery represents the value of IUCN staff time and management fees charged to projects³. The total value of cost recovery budgeted in 2015 is CHF 35.4m, representing 35% of the value of budgeted project expenditure (CHF 100.8m). The level of cost recovery differs from project to project, and depends on the nature of the project. Knowledge product projects tend to have a higher ratio of staff time than projects delivering results on the ground.

Cost recovery is budgeted for projects currently under implementation (C list projects⁴) and for projects under negotiation (B list projects). C list projects are supported by signed contracts with donors, whereas B list projects are contracts that are expected to be signed during the course of 2015.

Table 8 shows the budgeted value of project expenditure compared to the budgeted values for 2014. The level of 2015 project expenditure (CHF 100.8m) is similar to that budgeted in 2014 (CHF 102.5m). The level of cost recovery is slightly higher (CHF 35.4m vs. CHF 34.5m), giving a recovery rate of 35% vs. 34%. The difference, however, is not significant.

² Deferred income relates to donations received for the construction of the new building. These are recognized in the income statement over the useful lives of the corresponding assets.

³ IUCN staff costs are budgeted in cost centres and recharged to projects based on time worked on individual projects.

⁴ IUCN Project portfolio consists of 3 sections: A list – project concepts; B list – projects under negotiation with donors; C list – projects under implementation.

Table 8: Project expenditure and cost recovery

| CHF m | 2014 Budget | % | 2015 Budget | % |
|-------------------------------|----------------|-------------|----------------|-------------|
| Project expenditure | | | | |
| Under negotiation (B-list) | 25.2 | 25% | 17.6 | 18% |
| Under implementation (C list) | 77.3 | 75% | 83.2 | 82% |
| Total | 102.5 | 100% | 100.8 | 100% |
| Cost recovery | | | | |
| Under negotiation (B-list) | 8.0 | 23% | 6.8 | 19% |
| Under implementation (C list) | 26.5 | 77% | 28.6 | 81% |
| Cost recovery | 34.5 | 100% | 35.4 | 100% |
| Cost recovery rate | 34% | | 35% | |

Cost recovery income carries two specific risks: it is only earned as projects are implemented, and therefore if there are delays in project implementation the level of cost recovery will decline; and a portion of the amount budgeted is derived from project agreements that have not yet been signed but which are in the process of negotiation.

When preparing their budgets, programme units assess the likelihood of projects under negotiation being signed and the expected level of expenditure in 2015 and discount the results to reflect the level of risk. The proportion of cost recovery budgeted to be earned from projects under negotiation (B list) is 19%, compared to 23% budgeted in 2014. The level of risk is therefore lower than in 2014.

Expenditure

Operating expenditure

Operating expenditure (Table 9) is budgeted at CHF 67.0m (2014 forecast: CHF 60.6m). 78% of costs are staff costs and 22% other costs. The ratio is similar to the previous two years. Other costs are in line with actual costs incurred in 2013 and forecast costs in 2014.

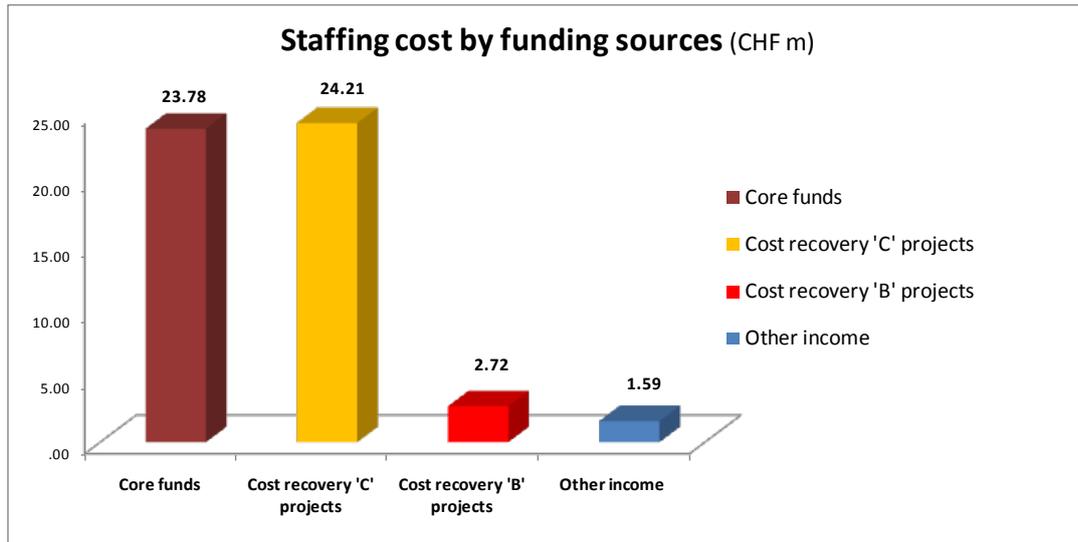
Table 9: Operating expenditure

| CHF m | 2013 Actual | % | 2014 Forecast | % | 2015 Budget | % |
|-----------------------------------|----------------|-------------|------------------|-------------|----------------|-------------|
| Staff costs | 45.0 | 78% | 46.9 | 77% | 52.3 | 78% |
| Communication & publication costs | 0.4 | 1% | 0.6 | 1% | 0.5 | 1% |
| Consultancy & prof. services | 1.3 | 2% | 1.8 | 3% | 1.7 | 3% |
| Grants | 0.3 | 1% | 0.3 | 0% | 0.3 | 0% |
| Office costs | 4.8 | 8% | 5.4 | 9% | 6.1 | 9% |
| Other costs | 0.7 | 1% | 0.2 | 0% | 0.2 | 0% |
| Travel, hospitality & conferences | 2.7 | 5% | 3.1 | 5% | 3.0 | 4% |
| Equipment costs | 2.8 | 5% | 2.4 | 4% | 2.9 | 4% |
| Total other costs | 13.0 | 22% | 13.7 | 23% | 14.7 | 22% |
| Total | 58.0 | 100% | 60.6 | 100% | 67.0 | 100% |

Staff costs

The total budgeted 2015 headcount is 999 (2014: 994) and the budgeted staff costs are CHF 52.3m (2014 Forecast: CHF 46.9m). Staff costs are budgeted to be funded as shown in figure 3.

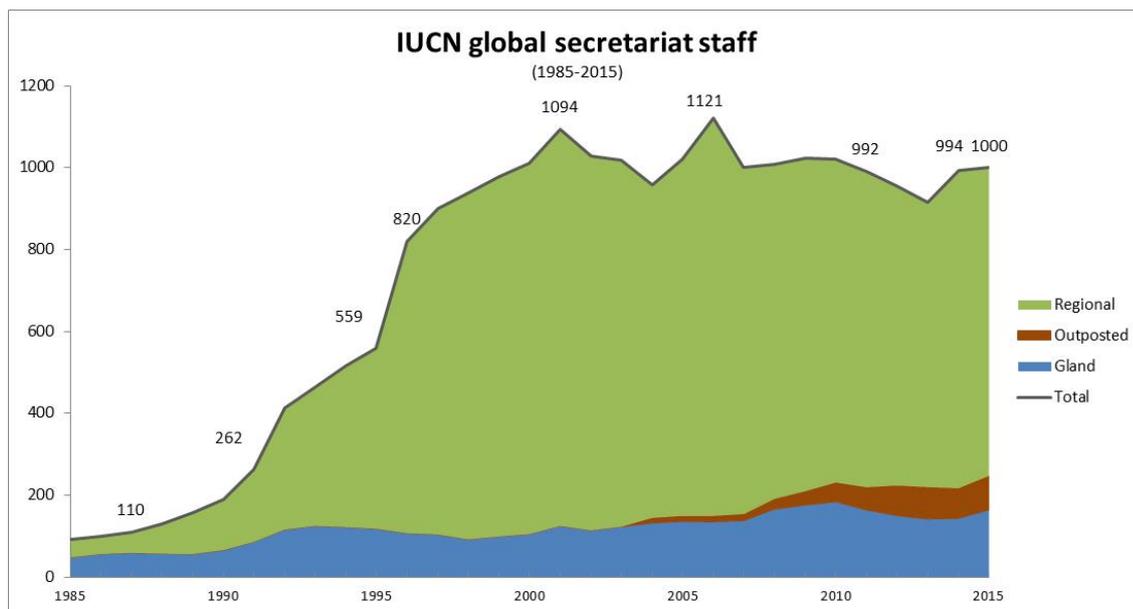
Figure 3: Funding of staff costs



Only 5% of staff costs (CHF 2.7m) are budgeted to be funded from unsecured project income. This is significantly lower than 2014 when the corresponding level was 12%. Although this still presents a risk, in that funding may not materialise to cover the full cost of staff, the risk is reduced by limiting the contract length of many project staff, and only hiring new staff when new donor contracts are finalised.

The below graphic shows the distribution of staff across the global Secretariat. There has been a slight increase in Gland based staff over the last two years as a result of new functions, eg GEF unit and the creation of key new positions (Head of Communications, Director of Strategic Partnerships, and Director Global Information Systems). In 2014 several new positions were taken on to support the World Parks Congress (these will terminate in early 2015 but are still included in the 2015 statistics), and in 2015 several new positions will be recruited to support preparations for the 2016 World conservation Congress.

Figure 4: Secretariat staff



Provisions and other expenditure

Provisions fall into two categories:

- a) Provisions for future events, e.g. the 2016 World Conservation Congress and Regional Conservation Forums
- b) Provisions to cover operational risks, e.g. adverse movements in foreign exchange rates

Provisions for future events are not always spent in the year the allocations are made. The unspent portion is carried forward as a designated reserve, which is then drawn down in later years. Table 10 below shows allocations made and expenditure to be incurred.

The level of allocations made in 2015 is in line with that made in both 2014 and 2013. In both 2013 and 2014 the allocations were not/will not be fully utilised; consequently CHF 1.0m was transferred to designated reserves in 2013 and CHF 0.4m will be transferred at the end of 2014.

In 2015, expenditure is budgeted at CHF 2.1m. The shortfall of CHF 0.9m between budgeted expenditure (CHF 2.1m) and allocations made (CHF 1.2m) will be funded from the designated reserves built up in previous years.

Of the CHF 1.4m of expenditure budgeted for the World Conservation Congress, CHF 0.6m relates to preparatory cost of the 2016 Congress and CHF 0.8m to the Regional Conservation Forums, all of which are scheduled to take place in 2015.

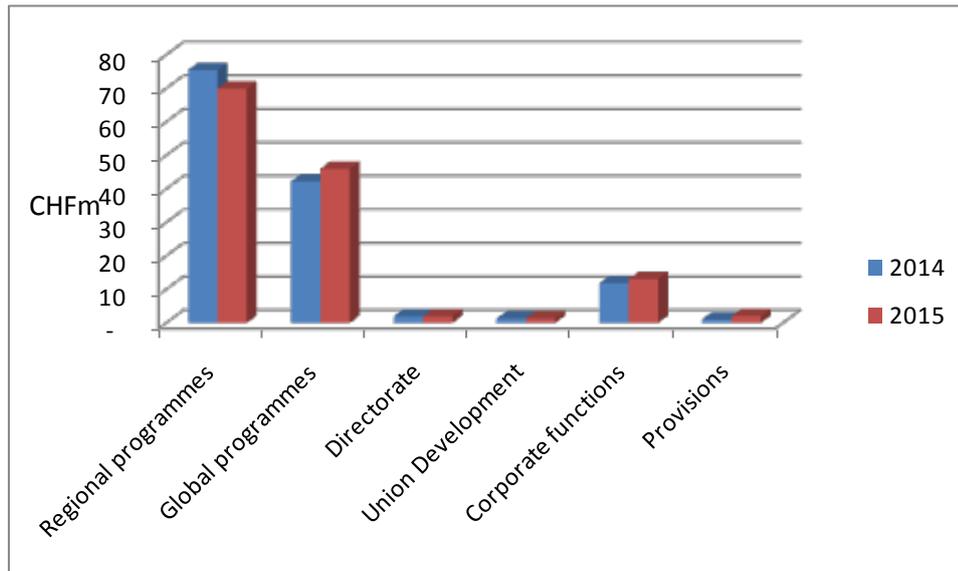
Table 10: Provisions and other expenditure

| Provisions and other expenditure - allocations | 2013 Actual | 2014 Forecast | 2015 Budget |
|---|------------------------|--------------------------|------------------------|
| World Conservation Congress | 0.5 | 0.5 | 0.5 |
| External Review | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Redundancy | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Foreign exchange | 0.3 | 0.3 | 0.3 |
| Project deficits | 0.2 | 0.2 | 0.2 |
| Total allocations | 1.2 | 1.2 | 1.2 |
| Provisions and other expenditure - expenditure | 2013 Actual | 2014 Forecast | 2015 Budget |
| World Conservation Congress | - | 0.2 | 1.4 |
| External Review | - | - | 0.1 |
| Redundancy | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Foreign exchange | (0.1) | 0.3 | 0.3 |
| Project deficits | 0.2 | 0.2 | 0.2 |
| Total expenditure | 0.2 | 0.8 | 2.1 |
| Summary: | | | |
| Total allocations | 1.2 | 1.2 | 1.2 |
| Total expenditure | 0.2 | 0.8 | 2.1 |
| Transfer to/(Release from) designated reserves | 1.0 | 0.4 | (0.9) |

Total expenditure

Figure 5 shows a breakdown of expenditure by IUCN organisational structure.

Figure 5: Breakdown of total expenditure budget by organisational structure, CHF m

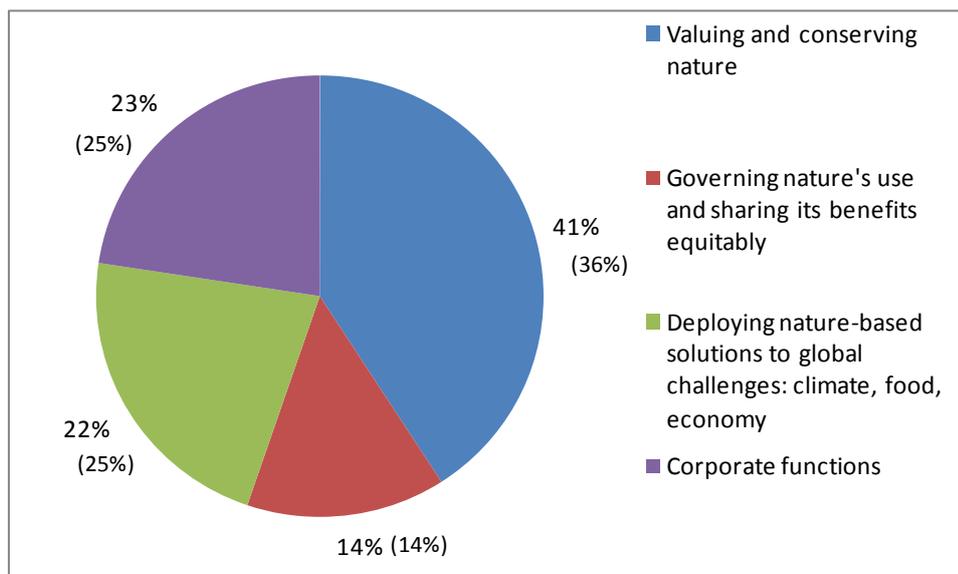


Total expenditure, inclusive of project activities, is budgeted at CHF 135m (2014 budget: 134m). Regional expenditure is budgeted at CHF 70m (2014: CHF 75m); the decline relates to some major projects nearing completion. Global programmes are budgeted at CHF 46m (2014: CHF 42m). These programmes are managed by HQ units, though a significant proportion of project expenditure will be spent by regional offices or IUCN partners.

Corporate functions in Headquarters are budgeted at CHF 13m (2014: CHF 12m). The increase relates to reclassification of CHF 0.5m in costs formerly included in Global programmes (primarily those related to the Commission on Education and Communication) and additional investment of CHF 0.5m in IT global infrastructure.

Figure 6 shows a breakdown of expenditure by global result. The numbers are based on submissions from IUCN units around the world. Corresponding figures for 2014 are shown in brackets.

Figure 6: Breakdown of total expenditure by global result (CHF 135m)

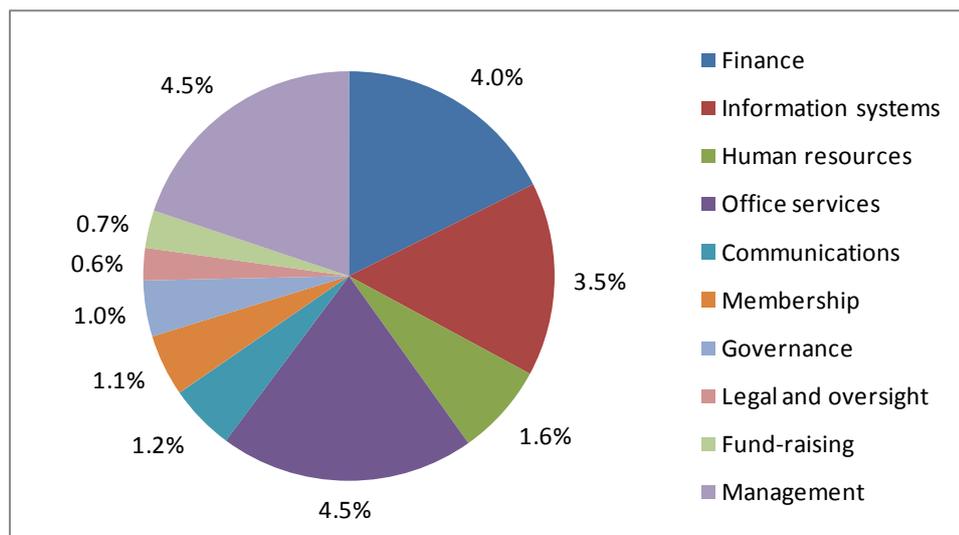


Expenditure contributing to the result *Valuing and Conserving Nature* has increased, whereas expenditure contributing to *Deploying Nature-based Solutions* has declined.

The classification of project and programme results is not an exact science and the methodology may need refining. It is possible that some projects categorized under “Valuing and Conserving Nature” should be re-categorized as “Nature-based Solutions”, which shows the biggest potential for large-scale programmes.

23% of budgeted expenditure (CHF 30.4m) is represented by corporate functions. This is the cost of corporate functions across the global Secretariat⁵, including regional and country offices, and includes service functions such as finance, office services and information systems, together with other functions such as management, governance, membership and communications. Figure 7 provides a breakdown by individual function. These costs are funded by a mix of core funding and project funding.

Figure 7: Individual corporate functions as a % of total budget (total = 23%, CHF 30.4m)



Allocation of Core Income

Core income available for allocation has increased from CHF 30.1 in 2014 to an estimated CHF 30.7m in 2015. In 2014, CHF 0.5m of core income was held back to build reserves and CHF 29.6m was allocated. In 2015 the total amount of available core income has been allocated, representing a net increase of CHF 1.1m compared to 2014.

Tables 11 and 12 show core allocations by groups of cost centres for 2015 compared to the 2014 budget.

⁵ Headquarters: CHF 18.3m (includes the categories: Directorate, Union Development, Corporate Functions and provisions shown in Fig 4); Regions CHF 12.1m.

Table 11: Core income allocations 2015 Budget, CHF m

| 2015 Budget | Cost | | | Funding | | | | |
|--------------------------------|--------------|-----------------|--------------|-------------|-------------|------------|--------------|--------------|
| | Cost | Service charges | Net cost | Core | | Other | Project | Total |
| | CHF m | CHF m | CHF m | CHF m | % | CHF m | CHF m | CHF m |
| Regional Programmes | 70.0 | 1.6 | 71.6 | 6.6 | 22% | 2.6 | 62.5 | 71.7 |
| Policy and Programme | 6.0 | 0.3 | 6.3 | 4.1 | 13% | 0.0 | 2.2 | 6.3 |
| Biodiversity Conservation | 16.7 | 0.7 | 17.4 | 3.2 | 10% | 0.0 | 14.2 | 17.4 |
| Nature Based Solutions | 23.3 | 1.6 | 24.9 | 3.8 | 12% | 0.0 | 21.1 | 24.9 |
| Total Global Programmes | 46.0 | 2.6 | 48.6 | 11.1 | 36% | 0.0 | 37.5 | 48.6 |
| Directorate | 2.0 | 0.2 | 2.2 | 2.0 | 7% | 0.0 | 0.0 | 2.0 |
| Union Development | 1.3 | 0.1 | 1.4 | 1.5 | 5% | 0.0 | 0.0 | 1.5 |
| Corporate functions | 13.0 | -4.1 | 8.9 | 8.0 | 26% | 0.9 | 0.0 | 8.9 |
| Provisions | 2.2 | 0.1 | 2.3 | 1.5 | 5% | -0.1 | 0.0 | 1.4 |
| Total other functions | 18.5 | -3.7 | 14.8 | 13.0 | 42% | 0.8 | 0.0 | 13.8 |
| Total | 134.5 | 0.5 | 135.0 | 30.7 | 100% | 3.4 | 100.0 | 134.1 |

Table 12: Core income allocations 2014 Budget, CHF m

| 2014 Budget | Cost | | | Funding | | | | |
|--------------------------------|--------------|-----------------|--------------|-------------|-------------|------------|--------------|--------------|
| | Cost | Service charges | Net cost | Core | | Other | Project | Total |
| | CHF m | CHF m | CHF m | CHF m | % | CHF m | CHF m | CHF m |
| Regional Programmes | 75.5 | 1.4 | 76.9 | 6.1 | 21% | 1.4 | 69.1 | 76.6 |
| Policy and Programme | 7.5 | 0.4 | 7.9 | 4.4 | 15% | 0.1 | 3.4 | 7.9 |
| Biodiversity Conservation | 11.4 | 0.5 | 11.9 | 3.1 | 10% | 0.0 | 8.9 | 12.0 |
| Nature Based Solutions | 23.4 | 1.3 | 24.7 | 3.8 | 13% | 0.1 | 21.0 | 24.9 |
| Total Global Programmes | 42.3 | 2.2 | 44.5 | 11.3 | 38% | 0.2 | 33.3 | 44.8 |
| Directorate | 2.0 | 0.2 | 2.2 | 2.2 | 7% | 0.0 | 0.0 | 2.2 |
| Union Development | 1.3 | 0.1 | 1.4 | 1.4 | 5% | 0.0 | 0.0 | 1.4 |
| Corporate functions | 11.9 | -3.6 | 8.3 | 7.4 | 25% | 0.8 | 0.0 | 8.2 |
| Provisions | 1.2 | 0.0 | 1.2 | 1.2 | 4% | 0.0 | 0.0 | 1.2 |
| Total other functions | 16.4 | -3.3 | 13.1 | 12.2 | 41% | 0.8 | 0.0 | 13.0 |
| Total | 134.2 | 0.3 | 134.5 | 29.6 | 100% | 2.4 | 102.4 | 134.4 |

In 2015, 58% (2014: 59%) of core income will be allocated to Regional and Global Thematic Programmes and 42% (2014: 41%) to other functions. In 2015, CHF 6.6m (2014: CHF 6.1m) has been allocated to Regional Programmes and CHF 11.1m (2014: CHF 11.3m) to Global Programmes.

The increase of CHF 0.5m in the allocation to Regional Programmes comprises an additional allocation to the Brussels office for a policy position, the reclassification of the European Coordinator (previously shown under Global Programmes) and an exchange rate adjustment reflecting the increase in the USD/CHF exchange rate.

The increase of CHF 0.6m in allocations to corporate functions reflects the reclassification of the CEC Commission Operating Fund, CEC support staff, and the Procurement Officer position, all of which were previously shown under the Policy and Programme Group.

The allocations for provisions for foreign exchange losses, project deficits and redundancies have been maintained at a level similar to 2014 so as to protect IUCN from operational risk.

Service charges

The Secretariat applies two service charges in order to allocate costs to the units receiving the services.

- Global Service Charge – this covers the use of important management tools and applications essential for a distributed Secretariat's efficient functioning. These tools are developed and supported by Headquarters and include the ERP, CRM, HRMS⁶, email systems, the Union Portal, the planned Global Wide Area Network (GWAN -see below) and the global policy and procedures framework and oversight mechanisms. The charge is based on 2.5% (2014: 2.0%) of total project expenditure incurred. The increase of 0.5% reflects the operational cost of the GWAN which is planned to be implemented in 2015.
- Headquarters Service Charge – this covers the cost of facilities, human resources, financial and IT services provided to all Gland based employees. The charge is based on a rate of CHF 20k per workstation.

Table 13: IUCN Service charges

| CHF m | Global Service Charge | HQ Service Charge | Total |
|---------------------|-----------------------|-------------------|------------|
| 2015 | | | |
| Regional Programmes | 1.6 | 0.0 | 1.6 |
| Global Programmes | 0.7 | 1.9 | 2.6 |
| Other functions | 0.0 | 1.3 | 1.3 |
| Total | 2.3 | 3.2 | 5.5 |
| 2014 | | | |
| Regional Programmes | 1.4 | 0.0 | 1.4 |
| Global Programmes | 0.7 | 1.6 | 2.3 |
| Other functions | 0.0 | 1.1 | 1.1 |
| Total | 2.1 | 2.7 | 4.8 |

Allocations over and above those made in 2014

Strategic allocations over and above those made in 2014 have been made in the following areas:

- Climate Change Policy Officer (40% to be cost recovered)
- Strategic reviews – 2 reviews are planned in 2015, nothing was budgeted in 2014
- Policy position – to be based in Brussels, in response to Council request
- World Heritage – new position, in response to programme evaluation and Council request
- Governance – travel costs of Commission Chairs to attend Council meetings (formerly funded by Commission Operating Funds)
- Global Wide Area Network (see below)
- Training – project management standards and GEF environmental and social safeguards
- Human Resources – 50% position
- Director General – additional costs

⁶ ERP = Enterprise Resource Planning System; CRM = Constituency Relationship Management System; HRMS = Human Resources Management System

- Full year salary cost of positions recruited during 2014 (GEF unit, Procurement Officer, Communication positions)

Global Wide Area Network

The budget includes an allocation of CHF 0.5m for the operation of a Global Wide Area Network (GWAN) to be managed as a central service by Headquarters for the benefit of all IUCN Secretariat locations.

The objective is to put in place a network that allows offices to be able to connect in a more secure and reliable manner to global applications (ERP, CRM, Union Portal, HRMS, eMail) and to provide a platform for the use of web-based communications tools such as Lync and video-conferencing.

The current infrastructure has many deficiencies and does not adequately support the systems and communication tools that are in place now, or that IUCN is in the process of deploying or is planning to deploy. The current network has become an obstacle for full collaboration and productivity instead of enabling it. Specific problems with the current set up are:

- In several locations the local internet connection does not support running centralised applications due to the network being unreliable with high response times. For example, it is not possible to rollout the ERP system to West and Central Africa using the current infrastructure.
- In many locations the quality of service provided by local suppliers is poor with no agreed service levels.
- Local IT staff spend a significant amount of time managing 40+ individual contracts and dealing with issues related to these.
- There are weaknesses in security and back up procedures in many offices.

It is therefore proposed to re-architect the network in order to:

1. Resolve current technical issues.
2. Enable the entire distributed IUCN Secretariat to reap the productivity benefits that globally managed systems provide.
3. Enable proper security and compliance policies to be deployed.
4. Provide the technical foundation to enable the delivery of IUCN projects and programmes.

The below table summarises the main costs and source of funding.

Table 14: Global Wide Area Network – costs and funding

| COSTS (CHF 000) | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Capital expenditure | | | | |
| Equipment and set up fees | 170 | 95 | 0 | 0 |
| Annual depreciation (4 year life) | 43 | 66 | 66 | 66 |
| | | | | |
| Operating expenditure | | | | |
| Transmission fees | 300 | 350 | 350 | 350 |
| Secretariat support | 150 | 150 | 150 | 150 |
| Consulting | 50 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 500 | 500 | 500 | 500 |
| | | | | |
| FUNDING (CHF 000) | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| Capital expenditure (annual depreciation) | | | | |
| Standard allocation to Global IS Group | 43 | 66 | 66 | 66 |
| | | | | |
| Operating expenditure | | | | |
| Increase in global service charge from 2.0% to 2.5% | 400 | 400 | 400 | 400 |
| Additional core allocation | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Total | 500 | 500 | 500 | 500 |

It is proposed to manage all network connectivity centrally with a unique provider. The IUCN Secretariat's size will be leveraged to our benefit and common Service Level Agreements put in place, allowing services to be delivered consistently, independently of specific local conditions. It is planned to implement the network in between 9 and 16 priority sites during 2015 with the remaining ones to be deployed in 2016 and 2017.

A dedicated IUCN Network Engineer, located in either Washington DC or Gland is included in the budget. This person will design our architecture according to IUCN's requirements, select the appropriate vendor and manage the deployment. He/she will also advise and support the deployment of new global systems and act as a controller to ensure that service level agreements are respected.

A benefits analysis has been prepared by the Global Information Systems Group as summarised in table 15 below.

Benefits have been separated into quantitative and qualitative benefits. Quantitative benefits are based on costs that are currently incurred by IUCN locations and the expected savings that will be realised with the new GWAN.

Qualitative benefits are more difficult to value, but have been assessed using established methodologies. Conservative values have been apportioned to these benefits.

Table 15: Global Wide Area Network – benefits

| BENEFITS (CHF 000) | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--|------------|------------|--------------|--------------|
| Number of Staff covered | 500 | 700 | 900 | 900 |
| Quantitative | | | | |
| Replacement of existing local networking costs | 100 | 150 | 200 | 200 |
| Reduction of local IS team manual tasks | 100 | 150 | 180 | 180 |
| Increased Productivity for staff on transactions | 30 | 35 | 40 | 40 |
| Reduction of local procurement costs | 50 | 70 | 90 | 90 |
| <i>TOTAL Quantitative</i> | <i>280</i> | <i>405</i> | <i>510</i> | <i>510</i> |
| Qualitative | | | | |
| Backup and Disaster Recovery in place in all sites | 80 | 125 | 225 | 225 |
| Security Protection (intrusion, web filtering) | 32 | 50 | 90 | 90 |
| Improved Collaboration | 250 | 350 | 450 | 450 |
| <i>TOTAL Qualitative</i> | <i>362</i> | <i>525</i> | <i>765</i> | <i>765</i> |
| TOTAL BENEFITS | 642 | 930 | 1'275 | 1'275 |

A comparison of the costs and benefits show that qualitative benefits alone cover the GWAN operational costs from 2017 onwards, and overall benefits cover costs from the first year.

Funding of the GWAN

It is proposed to fund the GWAN from the following sources:

- Capital expenditure of CHF 265k to be incurred over 2015 and 2016 will be funded by the general budget of the Information Systems Group.
- Operational costs of CHF 400k will be funded by an increase in the global service fee of 0.5%, raising the level from 2.0% to 2.5%.

The balance of operational costs, CHF 100k, will be funded from core income.

Capital expenditure

Capital expenditure is planned in the following areas in 2015:

Renovation of Jura building in Gland – phase 2: CHF 1.4m

In November 2011 Council approved a plan and budget for the renovation of the Jura building in Headquarters. A budget of CHF3.1m (+ or – 15%) was approved. The project was split into two phases.

Phase 1 was completed in October 2013 at a cost of CHF 2.0m; CHF 0.7m above budget. This phase consisted of replacing all windows, window bays, roof skylights, installing electronic blinds on both the windows and skylights, and linking the blinds to the central automated building management system.

The cost overrun of CHF 0.7m was due to several necessary costs which had not been included in the initial proposal presented by the consulting engineers, and also as a result of using better quality windows than originally planned.

Phase 2 involves the replacement of the heating and cooling systems. The current heating system uses gas and the current cooling system uses R22, a liquid which is no longer legal in Switzerland. The main elements of the project are:

- Installation of two new heat pumps
- Digging 25 wells at a depth of 250m deep to provide geothermal heating and cooling
- Linking the heating and cooling systems of the Lake and Jura buildings to provide a level of redundancy

The chief benefits of phase 2 will be a reduction in CO2 emissions, elimination of the use of R22 and economic gains as a result of the switch to geothermal heating.

The initial proposal for phase 2 included the activation of the ceiling mass to distribute heat and cold. This part of the project has been abandoned due to the high cost (CHF 0.5m) and a reassessment of the benefits which – being low - make this part of the project unviable.

Table 16: Financial summary- Renovation of Jura building

| (CHFm) | Initial Budget | Actual costs to date | Revised Budget | Variance |
|------------------------------------|----------------|----------------------|----------------|------------|
| Phase 1 | 1.3 | 2.0 | 2.0 | 0.7 |
| Phase 2 | 1.8 | N/A | 1.4 | (0.4) |
| Total cost | 3.1 | 2.0 | 3.4 | 0.3 |
| | | | | |
| Grant received from Canton de Vaud | | | 0.6 | |
| Net investment by IUCN | | | 2.8 | |

The Canton of Vaud has agreed to provide financial support of CHF 0.6m for the project. This will be treated as deferred income and be recognised in the income statement over the life of the new installations (assumed to be 20 years), i.e. CHF 30k p.a.

The cost of depreciation and the annual share of deferred income have been included in the 2015 income and expenditure budget.

Global Wide Area Network (GWAN)

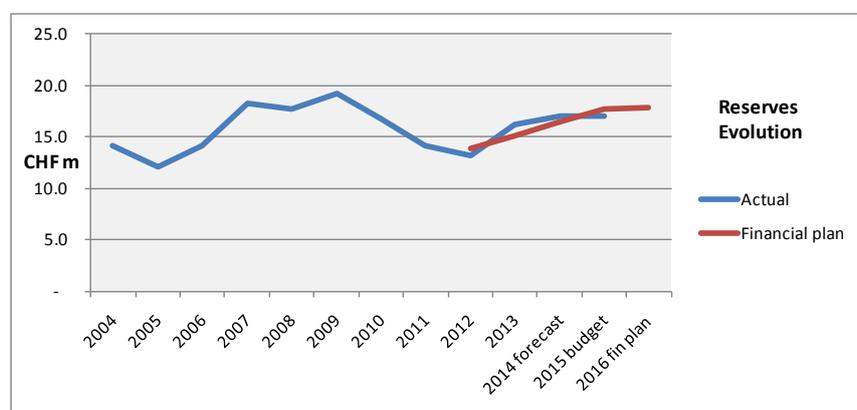
Capital investment in the Global Wide Area Network (see above) is estimated at CHF 265k, of which CHF 170k will be incurred in 2015 and CHF 95k in 2016.

The cost of depreciation has been included in the 2015 budget.

Reserves

Figure 8 shows the movement in IUCN's reserves since 2004 and the expected level of reserves at the end of 2015 compared with the Financial Plan approved by the 2012 Congress.

Figure 8: IUCN Reserves



If breakeven is achieved in 2015 reserves will stand at CHF 17.0m; just short of the target established in the Financial Plan (CHF 17.8m).

Risks Inherent in the Work Plan and Budget 2015

The main risks for 2015 are:

1. Delays in project implementation

The key risk inherent in the 2015 budget is that project implementation targets will not be met. Project expenditure is budgeted to increase from a forecast level of CHF 81.0m in 2014 to CHF 100.8m in 2015. Delays in project implementation will result in lower levels of cost recovery and an increase in the risk of staff costs not being fully funded. In 2015, 51% (2014 forecast: 50%) of the Secretariat income is budgeted to be generated from cost recovery.

The total of level of B-list cost recovery (cost recovery expected to be generated from project contracts not yet signed) also represents a risk. Although the level is high for some countries the overall level of 19% is lower than that budgeted in 2014 (23%).

The Secretariat will monitor the rate of project implementation and cost recovery on a monthly basis in order to identify areas of concern and action needed. Staff contracts will be aligned with the duration of project contracts to the extent possible.

Risk level: high

2. Exposure to volatile foreign exchange fluctuations

Several of IUCN's framework contributions are received in currencies that are not closely aligned with the Swiss franc. It is possible that the Swiss Franc value of the contributions will be lower than projected in the 2014 budget.

The risk of foreign exchange losses is mitigated by a hedging strategy. IUCN policy is to hedge a minimum of 50% of the foreign exchange exposure related to framework agreements.

Risk level: low

3. Non-payment of membership dues

A provision of CHF 1.0m has been made in the 2015 budget for non-payment of membership dues. However, this may prove to be insufficient in the event that State Members withdraw.

Risk level: low



**Ad-Hoc Working Group
on issues related to the delivery of the IUCN's Programme by Secretariat Units
and IUCN's Commissions**

(established by decision C/84/12 of the 84th Meeting of the IUCN Council, November 2014)

The Terms of Reference of this Ad-Hoc Working Group are as follows:

- (1) To develop a draft reporting/presentation format using specific criteria to enable Council to better evaluate the programmatic alignment and delivery of Commissions and Secretariat Units tasked with delivering IUCN's Global Programme;
- (2) Such criteria could include *inter alia*: (i) alignment with the quadrennial Programme, (ii) referencing relevant general policy especially Congress resolutions, (iii) contribution to the One Programme commitment, (iv) contributions to the Aichi targets; (v) application of a Rights Based Approach; (vi) allocation of core resources to Programme priorities; and (vii) leverage of additional restricted resources;
- (3) To also develop a roadmap for ensuring independent evaluation of Commissions and Secretariat Programme Units during the inter-sessional Programme period;
- (4) The draft reporting framework will be presented to the next meeting of the Programme and Policy Committee.

The membership of this Ad-Hoc Working Group (Councillors, Commissions and Secretariat including Regional Offices) is as follows:

Councillors: Jenny Gruenberger, Brendan Mackey, Tamar Pataridze, Ramón Pérez Gil and John Robinson;

Commissions: Aroha Mead (Chair CEESP), Nancy Colleton (Deputy Chair CEC) and Simon Stuart (Chair SSC);

Secretariat: IUCN Global Thematic Directors, Chief Financial Officer, two Regional Directors (names to be confirmed) and Head, Planning, Monitoring and Evaluation Unit.



Déclaration du Conseil de l'UICN sur la crise Ebola

(approuvée par la décision C/84/21 de la 84^e réunion du Conseil de l'UICN, novembre 2014)

La Guinée, le Sierra Leone et le Libéria connaissent actuellement une terrible crise de proportion mondiale, avec l'éruption de la maladie à virus Ebola. Le virus se transmet aux humains par l'intermédiaire des animaux sauvages puis se répand dans la population humaine par une transmission entre humains. Il est vital de reconnaître le lien entre des écosystèmes sains et la santé humaine et animale.

L'UICN propose son aide à la communauté de la conservation de la nature et de la santé, afin de travailler ensemble pour lutter contre les facteurs de propagation de la maladie et la perte de la biodiversité, de façon coordonnée, en soutenant l'approche « Une seule santé ».

Le Conseil, au nom des Membres de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), exprime sa solidarité avec les pays affectés par le virus et appelle à une action renforcée de la part de la communauté internationale pour lutter contre cette crise.



Objectifs pour le Congrès mondial de la nature 2016

(approuvée par la décision C/84/22 de la 84^e réunion du Conseil de l’UICN, novembre 2014)

Lors de sa 84^e réunion en novembre 2014, le Conseil a approuvé les objectifs suivants pour le Congrès mondial de la nature 2016, qui aura lieu du 1^{er} au 10 septembre 2016 à Hawaï.

1. Être une source d’inspiration

Le Congrès cherchera à inspirer la communauté internationale pour qu’elle agisse en faveur de la nature, en démontrant son rôle essentiel pour soutenir la vie humaine sur terre, et en présentant des exemples inspirants d’Hawaï et du reste du monde, où la conservation a eu des avantages tangibles pour la diversité biologique, les populations et le développement durable.

2. Renforcer et mobiliser l’Union

Le Congrès rassemblera tous les Membres de l’UICN pour consolider et faire progresser la politique de l’Union, afin d’apporter une réponse aux questions les plus pressantes de notre époque, se mettre d’accord sur les nouvelles priorités et actions pour la communauté mondiale de la conservation sur la période 2017-2020, et impliquer tous les partenaires et constituantes de l’UICN pour, ensemble, mettre les mesures nécessaires en place.

3. S’engager : les engagements d’Hawaï

Le Congrès s’engagera, en publiant les engagements d’Hawaï : des initiatives en faveur de la conservation ayant un effet transformateur et innovant à l’échelle mondiale, afin de répondre aux principaux problèmes et opportunités de notre époque, notamment l’intensification indispensable des mesures en faveur des objectifs pour la biodiversité et le développement durable.

Une liste de sous-objectifs, indicateurs et activités possibles, nécessaires avant, pendant et après le Congrès pour garantir la réalisation des objectifs susmentionnés sera rédigée par la suite par le Secrétariat.



2016 World Conservation Congress Registration Fees

Approved by the IUCN Council at its 84th Meeting on 10 November 2014

| FEE in CHF | Early bird (up to 31 May 2016) | Standard (from 1 June 2016) |
|---------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| Members * | 540 | 680 |
| General* | 840 | 1'050 |
| Youth* | 290 | 290 |
| Accompanying persons | 190 | 190 |
| Speaker Day Pass | | |
| 1 day | 190 | 190 |
| 2 days | 380 | 380 |
| Local Kama'āina Day Pass | | |
| 1 day | 75 | 75 |
| 2 days | 150 | 150 |

* Kama'āina (Residents of the Hawaiian islands) will get a 15% discount on these registration fees. A proof of residence (Hawai'i driver's license or Hawai'i ID) will be requested onsite.

| IUCN Statutory region | # | Organization name | Acronym | Country | Website | Member Category | Primary contact | Primary contact preferred language | Detailed application |
|-------------------------------------|----|--|----------|--------------------------|--|-----------------|---|------------------------------------|---|
| Meso and South America | 1 | Instituto de Conservação e Desenvolvimento Sustentável de Amazonas (Institute for Conservation and Sustainable Development of Amazonas) | IDESAM | Brazil | www.idesam.org.br | NG | Mr KOURY Carlos carlosgabriel@idesam.org.br | English | https://db.tt/L9WQClaj |
| | 2 | Biofutura A.C. (BioFutura) | n/a | Mexico | www.biofutura.org.mx | NG | Mr MORALES GARCÍA Angel daen.morales@biofutura.org.mx | Spanish | https://db.tt/4gTY9XEm |
| | 3 | Centro de Incidencia Ambiental (Environmental Advocacy Center) | CIAM | Panama | www.ciampanama.org | NG | Ms MONTENEGRO Sonia smontenegro@ciampanama.org | Spanish | https://db.tt/LAKD1xbg |
| | 4 | Eco Redd | n/a | Peru | http://ecoredd.blogspot.com | NG | Mr BUENDIA BUENDIA Braulio Miguel brauliofbe@yahoo.com | Spanish | https://db.tt/aNqo597L |
| | 5 | Patronato de la Reserva Paisajística Nor Yauyos Cochás (Trustees of the Nor Yauyos Cochás Landscape Reserve) | P-RPNYC | Peru | n/a | NG | Ms LANDEO SÁNCHEZ Carmela clandeo@patronatorpnyc.org | Spanish | https://db.tt/e01d96gO |
| North America & the Caribbean | 6 | Lincoln Park Zoo | LPZ | United States of America | www.lpzoo.org | NG | Mr BELL Kevin kbell@lpzoo.org | English | https://db.tt/2A42tKo |
| | 7 | The Leona M. and Harry B. Helmsley Charitable Trust | n/a | United States of America | http://www.helmsleytrust.org | AF | Dr COOK Robert rcook@helmsleytrust.org | English | https://db.tt/8ka8gUp2 |
| South & East Asia | 8 | Participatory Village Development Programme | PVDP | Pakistan | www.pvdpindh.org | NG | Mr STEPHEN Dominic dspvdp97@gmail.com | English | https://db.tt/NKmktpNc |
| | 9 | Jeju International Green Island Forum Corporation | IGIF | Republic of Korea | www.greenislandforum.org | NG | Mr KIM Soo Jong sjkim0032@gmail.com | English | https://db.tt/GdpmV83 |
| | 10 | Thai Conservation of Forest Foundation | TCOF | Thailand | www.thairakpa.org | NG | Mrs WATHANAPRIDA Janin Janin.wat@egco.com | English | https://db.tt/ZZTE7Lax |
| West Asia | 11 | Mada Association | Mada | Lebanon | www.mada.org.lb | NG | Dr KHATER Carla carla@mada.org | English | https://db.tt/Arqwye0J |
| | 12 | The Applied Research Institute - Jerusalem Society | ARIJ | Palestine | http://www.arij.org | NG | Ms GHATTAS, Roubina roubina@arij.org | English | https://db.tt/zqchKtH |
| Oceania | 13 | Niue Island United Association of Non Government Organisations | NIUANGO | Niue | n/a | NG | Mr LEOLAHI Sione Sioneheke.Leolahi@mail.gov.nu | English | https://db.tt/78mcBHvn |
| East Europe, North and Central Asia | 14 | International Dialogue for Environmental Action Public Association | IDEA | Azerbaijan | www.ideacampaign.org | NG | Ms AZHDAROVA Sabina s.azhdarova@ideacampaign.org | English | https://db.tt/LzvWjCrL |
| West Europe | 15 | Università degli Studi di Catania - Centro universitario per la tutela e la gestione degli ambienti naturali ed agro-ecosistemi (University of Catania - University Center for the Conservation and Management of Environmental Resources and Agro-Ecosystems (Cutgana)) | CUTGANNA | Italy | http://www.cutgana.unict.it/en/ | NG | Prof. SIGNORELLO Giovanni g.signorello@unict.it | English | https://db.tt/D5MabNFE |
| | 16 | Grupo para la Rehabilitación de la Fauna Autóctona y su Hábitat (Wildlife and Habitat Rehabilitation Group) | GREFA | Spain | www.grefa.org | NG | Mr ÁLVAREZ XUSTO Ernesto ernesto@grefa.org | Spanish | https://db.tt/7r9waZxe |
| | 17 | Société suisse d'étude et de protection des cétacés (Swiss Cetacean Society) | SCS | Switzerland | www.swisscetaceansociety.org | NG | Ms JEANSON Rebecca rebecca.f.jeanson@gmail.com | French | https://db.tt/i0jaEP8Q |

AF Affiliates
NG Non Governmental Organizations



Motion du Conseil de l'UICN

Concernant les amendements aux Règles de procédure pour donner suite à la proposition de révision du processus des motions

À soumettre au vote électronique des Membres de l'UICN au cours du 1^e trimestre 2015

Les Membres de l'UICN,

Votant par voie électronique à l'invitation du Conseil de l'UICN, suite à la Résolution [WCC-2012-Res-001](#),

Sur proposition du Groupe consultatif sur les motions et l'application des Résolutions, établi par le Congrès mondial de la nature de l'UICN 2012, telle que modifiée par le Conseil suite à deux consultations et discussions en ligne avec les Membres, et amendements de la proposition,

Adopte, avec effet immédiat, les amendements aux Règles de procédure du Congrès mondial de la nature de l'UICN nécessaires pour mettre en œuvre le processus des motions révisé (les amendements sont jointes ci-après).

Amendements aux Règles de procédure du Congrès mondial de la nature de l'UICN nécessaires pour mettre en œuvre le processus des motions révisé

| Dispositions existantes des Règles de procédure du Congrès mondial de la nature de l'UICN | Amendements proposés (marques de révision) par le Conseil basés sur les recommandations du Groupe consultatif des motions suite à deux consultations avec les Membres de l'UICN, en réponse à la Résolution WCC-2012-Res-001 | Nouvelle version des Règles de procédure 40, 45 à 62 et 66 telles qu'amendées (toutes modifications 'acceptées') |
|---|---|--|
| <p>VI^e Partie - Débats [...]</p> <p><u>Droit de parole</u> [...]</p> <p>Article 40</p> <p>Le Directeur général remet une carte d'identification donnant le droit d'intervenir à chaque délégation, chaque Membre affilié, chaque membre du Conseil, chaque Président adjoint de Commission, ainsi qu'à tout autre observateur désigné par le Conseil.</p> | <p>VI^e Partie - Débats [...]</p> <p><u>Droit de parole</u> [...]</p> <p>Article 40</p> <p>Le Directeur général remet une carte d'identification donnant le droit d'intervenir à chaque délégation, chaque Membre affilié, chaque membre du Conseil, chaque Président adjoint de Commission, ainsi qu'à tout autre observateur désigné par le Conseil. <u>Chaque délégation d'observateurs des Comités nationaux peut demander une carte d'identification lui permettant de s'exprimer au nom du Comité, conformément à l'article 66 (e) du Règlement.</u></p> | <p>VI^e Partie - Débats [...]</p> <p><u>Droit de parole</u> [...]</p> <p>Article 40</p> <p>Le Directeur général remet une carte d'identification donnant le droit d'intervenir à chaque délégation, chaque Membre affilié, chaque membre du Conseil, chaque Président adjoint de Commission, ainsi qu'à tout autre observateur désigné par le Conseil. Chaque délégation d'observateurs des Comités nationaux peut demander une carte d'identification lui permettant de s'exprimer au nom du Comité, conformément à l'article 66 (e) du Règlement.</p> |
| <p>VII^e partie – Ordre du jour et motions</p> <p><u>Ordre du jour</u></p> <p>Article 45</p> <p>Le Directeur général, en consultation avec le</p> | <p>VII^e partie – Ordre du jour et motions</p> <p><u>Ordre du jour</u></p> <p>Article 45</p> <p>Le Directeur général, en consultation avec le</p> | <p>VII^e partie – Ordre du jour et motions</p> <p><u>Ordre du jour</u></p> <p>Article 45</p> <p>Le Directeur général, en consultation avec le</p> |

| | | |
|---|--|--|
| <p>Conseil, prépare pour chaque session du Congrès un projet d'ordre du jour sur la base d'un avant-projet distribué au préalable, conformément aux Statuts. Ce projet indique, dans la mesure du possible, à quelles séances chaque question particulière sera discutée. Le projet d'ordre du jour et les documents émanant du Conseil ou du Secrétariat, relatifs à des questions exigeant l'approbation du Congrès mondial, sont distribués aux Membres de l'UICN cent cinquante jours au moins avant le début de la session. Le projet d'ordre du jour est soumis pour adoption à la première séance de la session.</p> | <p>Conseil, prépare pour chaque session du Congrès un projet d'ordre du jour sur la base d'un avant-projet distribué au préalable, conformément aux Statuts. Ce projet indique, dans la mesure du possible, à quelles séances chaque question particulière sera discutée. Le projet d'ordre du jour et les documents émanant du Conseil ou du Secrétariat, relatifs à des questions exigeant l'approbation du Congrès mondial, sont distribués aux Membres de l'UICN <u>au plus tard trois mois cent cinquante jours au moins</u> avant le début de la session. Le projet d'ordre du jour est soumis pour adoption à la première séance de la session.</p> | <p>Conseil, prépare pour chaque session du Congrès un projet d'ordre du jour sur la base d'un avant-projet distribué au préalable, conformément aux Statuts. Ce projet indique, dans la mesure du possible, à quelles séances chaque question particulière sera discutée. Le projet d'ordre du jour et les documents émanant du Conseil ou du Secrétariat, relatifs à des questions exigeant l'approbation du Congrès mondial, sont distribués aux Membres de l'UICN au plus tard trois mois avant le début de la session. Le projet d'ordre du jour est soumis pour adoption à la première séance de la session.</p> |
| | <p><u>(Nouveau) Article 45bis</u></p> <p><u>Le projet d'ordre du jour met l'accent et réserve suffisamment de temps lors de l'Assemblée des Membres pour débattre et voter sur :</u></p> <p><u>(a) Le Programme et le Plan financier de l'UICN, pour la période courant jusqu'au prochain Congrès ordinaire, et les propositions des Membres y relatives qui n'ont pas été incluses dans le projet de Programme ou de Plan financier présenté au Congrès ;</u></p> <p><u>(b) Les mandats des Commissions de l'UICN et les propositions des Membres en rapport qui n'ont pas été incluses dans les projets de mandats présentés au Congrès ;</u></p> <p><u>(c) Un nombre limité de motions qui, de l'avis du Groupe de travail des motions:</u></p> <p><u>i) méritent un débat au niveau mondial lors du Congrès, étant donné leur grande importance pour la conservation et pour l'UICN et ses membres; ou</u></p> <p><u>ii) ont fait l'objet de débats et de propositions d'amendements contradictoires tels qu'il n'est pas possible de produire un texte de consensus pouvant être soumis au vote</u></p> | <p><u>(Nouveau) Article 45bis</u></p> <p>Le projet d'ordre du jour met l'accent et réserve suffisamment de temps lors de l'Assemblée des Membres pour débattre et voter sur :</p> <p>(a) Le Programme et le Plan financier de l'UICN, pour la période courant jusqu'au prochain Congrès ordinaire, et les propositions des Membres y relatives qui n'ont pas été incluses dans le projet de Programme ou de Plan financier présenté au Congrès ;</p> <p>(b) Les mandats des Commissions de l'UICN et les propositions des Membres en rapport qui n'ont pas été incluses dans les projets de mandats présentés au Congrès ;</p> <p>(c) Un nombre limité de motions qui, de l'avis du Groupe de travail des motions:</p> <p>i) méritent un débat au niveau mondial lors du Congrès, étant donné leur grande importance pour la conservation et pour l'UICN et ses membres; ou</p> <p>ii) ont fait l'objet de débats et de propositions d'amendements contradictoires tels qu'il n'est pas possible de produire un texte de</p> |

| | | |
|--|---|--|
| | <p><u>électronique avant le Congrès; et</u> (d) <u>Des motions liées à la gouvernance de l'UICN, y compris des amendements aux Statuts et aux Règles de procédure de l'UICN, le cas échéant.</u></p> | <p>consensus pouvant être soumis au vote électronique avant le Congrès; et (d) Des motions liées à la gouvernance de l'UICN, y compris des amendements aux Statuts et aux Règles de procédure de l'UICN, le cas échéant.</p> |
| | <p><u>(Nouveau) Article 45ter</u> <u>Au plus tard lorsque les Membres sont invités à soumettre des motions conformément à l'article 49 des Règles de procédure, le Conseil publie un rapport sur le statut de la mise en oeuvre des résolutions et recommandations issues du précédent Congrès. Ce rapport est débattu lors de l'Assemblée des Membres.</u></p> | <p>(Nouveau) Article 45ter Au plus tard lorsque les Membres sont invités à soumettre des motions conformément à l'article 49 des Règles de procédure, le Conseil publie un rapport sur le statut de la mise en oeuvre des résolutions et recommandations issues du précédent Congrès. Ce rapport est débattu lors de l'Assemblée des Membres.</p> |
| <p>Article 46 Tout recours contre des décisions du Conseil est mis à l'ordre du jour.</p> | <p><i>(aucun amendement)</i></p> | <p>Article 46 Tout recours contre des décisions du Conseil est mis à l'ordre du jour.</p> |
| <p>Article 47 L'ordre du jour une fois adopté, des propositions visant à y ajouter des points ou à le modifier, ne peuvent être présentées au Congrès mondial que par le Comité directeur.</p> | <p><i>(aucun amendement)</i></p> | <p>Article 47 L'ordre du jour une fois adopté, des propositions visant à y ajouter des points ou à le modifier, ne peuvent être présentées au Congrès mondial que par le Comité directeur.</p> |
| <p><u>Motions</u> Article 48 Au sens des présentes Règles de procédure, une motion signifie un projet écrit de toute décision que l'on propose au Congrès mondial de prendre. Une telle motion peut revêtir la forme d'une résolution, d'une recommandation, de la formulation d'une opinion ou d'une proposition. Les résolutions sont adressées à l'UICN elle-même. Les recommandations sont adressées à des tiers et peuvent avoir trait à toute question qui</p> | <p><i>(aucun amendement)</i></p> | <p><u>Motions</u> Article 48 Au sens des présentes Règles de procédure, une motion signifie un projet écrit de toute décision que l'on propose au Congrès mondial de prendre. Une telle motion peut revêtir la forme d'une résolution, d'une recommandation, de la formulation d'une opinion ou d'une proposition. Les résolutions sont adressées à l'UICN elle-même. Les recommandations sont adressées à des tiers et peuvent avoir trait à toute question qui</p> |

| | | |
|--|---|---|
| présente une importance dans le cadre des objectifs de l'UICN. | | présente une importance dans le cadre des objectifs de l'UICN. |
| | <u>(Nouveau) Article 48bis</u> <u>Conformément à l'article 20, alinéa (a) et (b) des Statuts, l'objectif des motions est de définir la politique générale de l'UICN et d'influencer les politiques ou actions de tierces parties, ou d'aborder les questions de gouvernance de l'UICN, dans la limite des objectifs de l'UICN tels que définis dans les articles 2 et 3 des Statuts.</u> | (Nouveau) Article 48bis Conformément à l'article 20, alinéa (a) et (b) des Statuts, l'objectif des motions est de définir la politique générale de l'UICN et d'influencer les politiques ou actions de tierces parties, ou d'aborder les questions de gouvernance de l'UICN, dans la limite des objectifs de l'UICN tels que définis dans les articles 2 et 3 des Statuts. |
| Article 49 Des motions peuvent être présentées par le Conseil ou par tout Membre ayant droit de vote avec l'appui d'au moins cinq autres Membres ayant droit de vote. Les motions doivent être normalement soumises au Directeur général cent vingt jours au moins avant l'ouverture de la prochaine session du Congrès mondial concernée. Le Secrétariat distribue toutes les motions acceptées qu'il a reçues, à tous les Membres, au moins soixante jours avant la session du Congrès mondial concernée. | Article 49 Des motions peuvent être présentées par le Conseil ou par tout Membre ayant droit de vote avec l'appui d'au moins cinq autres Membres ayant droit de vote. Les motions doivent être normalement soumises au Directeur général <u>à une date fixée par le Conseil, six mois cent vingt jours</u> au moins avant l'ouverture de la prochaine session du Congrès mondial concernée. Le Secrétariat distribue toutes les motions acceptées qu'il a reçues, à tous les Membres, au moins <u>trois mois soixante jours</u> avant la session du Congrès mondial concernée. | Article 49 Des motions peuvent être présentées par le Conseil ou par tout Membre ayant droit de vote avec l'appui d'au moins cinq autres Membres ayant droit de vote. Les motions doivent être normalement soumises au Directeur général à une date fixée par le Conseil, six mois au moins avant l'ouverture de la prochaine session du Congrès mondial concernée. Le Secrétariat distribue toutes les motions acceptées qu'il a reçues, à tous les Membres, au moins trois mois avant la session du Congrès mondial concernée. |
| Article 49bis Les Membres qui proposent une motion concernant une situation à l'intérieur d'un état ou de plusieurs états se trouvant en dehors de leur propre Région font de leur mieux pour obtenir des informations justifiant leur proposition, et, sur demande, les présentent a) lorsque la proposition est soumise au Directeur général, et b) lors du Congrès mondial. | Article 49bis Les Membres qui proposent une motion concernant une situation à l'intérieur d'un état ou de plusieurs états se trouvant en dehors de leur propre Région font de leur mieux pour obtenir des informations justifiant leur proposition, et, sur demande, les présentent a) lorsque la proposition est soumise au Directeur général, et b) lors du Congrès mondial. <u>La motion concernée doit être co-parrainée par au moins un Membre de l'UICN originaire de la Région concernée par cette motion.</u> | Article 49bis Les Membres qui proposent une motion concernant une situation à l'intérieur d'un état ou de plusieurs états se trouvant en dehors de leur propre Région font de leur mieux pour obtenir des informations justifiant leur proposition, et, sur demande, les présentent a) lorsque la proposition est soumise au Directeur général, et b) lors du Congrès mondial. La motion concernée doit être co-parrainée par au moins un Membre de l'UICN originaire de la Région concernée par cette motion. |
| Article 50 | <u>(aucun amendement)</u> | Article 50 |

| | | |
|--|---|--|
| <p>Un mémorandum explicatif concis de cinq cents mots au maximum, rédigé dans l'une des langues officielles, peut être annexé au texte de la motion et être distribué tel quel, mais il ne fait pas partie de la motion et n'est pas soumis au vote.</p> | | <p>Un mémorandum explicatif concis de cinq cents mots au maximum, rédigé dans l'une des langues officielles, peut être annexé au texte de la motion et être distribué tel quel, mais il ne fait pas partie de la motion et n'est pas soumis au vote.</p> |
| <p>Article 51</p> <p>Lors de la discussion du projet de Programme ou du mandat proposé pour une Commission, toute motion ou partie de motion affectant ces documents sont pris en considération dans les débats, et ces motions sont traitées en tant que propositions d'amendements au Programme, ou au mandat concerné. De telles motions sont transmises par le Groupe de travail des résolutions ou le Comité des résolutions à la session du Congrès mondial qui considère le Programme et les mandats des Commissions. Les Membres ayant proposé ces motions en sont avisés.</p> | <p>Article 51</p> <p><u>Les Membres sont invités à soumettre en ligne des propositions de modification du projet de Programme de l'UICN, ainsi que des propositions liées aux mandats des Commissions de l'UICN, en même temps qu'ils sont invités à soumettre des motions conformément à l'article 49 des Règles de procédure.</u> Lors de la discussion du projet de Programme ou du mandat proposé pour une Commission, toute motion ou partie de motion affectant ces documents sont pris en considération dans les débats, et ces motions sont traitées en tant que propositions d'amendements au Programme, ou au mandat concerné. De telles motions sont transmises par le Groupe de travail des <u>motionsrésolutions</u> ou le Comité des résolutions à la session du Congrès mondial qui considère le Programme et les mandats des Commissions. Les Membres ayant proposé ces motions en sont avisés.</p> | <p>Article 51</p> <p>Les Membres sont invités à soumettre en ligne des propositions de modification du projet de Programme de l'UICN, ainsi que des propositions liées aux mandats des Commissions de l'UICN, en même temps qu'ils sont invités à soumettre des motions conformément à l'article 49 des Règles de procédure. Lors de la discussion du projet de Programme ou du mandat proposé pour une Commission, toute motion ou partie de motion affectant ces documents sont pris en considération dans les débats, et ces motions sont traitées en tant que propositions d'amendements au Programme, ou au mandat concerné. De telles motions sont transmises par le Groupe de travail des motions ou le Comité des résolutions à la session du Congrès mondial qui considère le Programme et les mandats des Commissions. Les Membres ayant proposé ces motions en sont avisés.</p> |
| | <p><u>(Nouveau) Article 51 bis</u></p> <p><u>Les Comités nationaux, les Comités régionaux, et les Forums régionaux, lorsque organisés, sont encouragés à fournir un espace pour les motions qui méritent un débat au niveau local et/ou national, afin d'identifier les solutions pouvant apporter une réponse aux questions sous-jacentes.</u></p> | <p>(Nouveau) Article 51 bis</p> <p>Les Comités nationaux, les Comités régionaux, et les Forums régionaux, lorsque organisés, sont encouragés à fournir un espace pour les motions qui méritent un débat au niveau local et/ou national, afin d'identifier les solutions pouvant apporter une réponse aux questions sous-jacentes.</p> |
| <p>Article 52</p> <p>Des motions ne peuvent être présentées lors du</p> | <p>Article 52</p> <p>Des motions ne peuvent être présentées lors du</p> | <p>Article 52</p> <p>Des motions ne peuvent être présentées lors du</p> |

| | | |
|--|---|--|
| <p>Congrès mondial que par le Conseil ou par un Membre ayant droit de vote avec l'appui d'au moins dix autres Membres ayant droit de vote, et uniquement si leur sujet est nouveau, urgent, qu'il n'était pas prévisible, qu'il émane des délibérations du Congrès mondial ou qu'il traite de questions à son ordre du jour. Le texte de ce type de motion n'est distribué aux délégués par le Secrétariat que si le Comité des résolutions les accepte comme satisfaisant à au moins trois des critères suivants :</p> <p>(a) "Nouveau" signifie que la question qui fait l'objet de la résolution ou recommandation s'est posée dans les quatre-vingt-dix jours précédant le début de la session du Congrès mondial ;</p> <p>(b) "Urgent" s'applique à une question au sujet de laquelle des développements pourraient intervenir peu après le Congrès mondial et sur lesquels on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'une résolution ou une recommandation du Congrès mondial ait un impact ;</p> <p>(c) "N'était pas prévisible" s'applique à une question qui, tout en n'étant pas nouvelle, a connu des rebondissements dans les quatre-vingt-dix jours précédant le début de la session du Congrès mondial qui appellent une action de la part de celui-ci ;</p> <p>(d) "Émane des délibérations du Congrès mondial" signifie que la question a été débattue au cours d'une réunion faisant officiellement partie du Congrès mondial, que ce soit lors de séances consacrées à la conduite des affaires de l'UICN ou à la conservation de la nature, ou lors de réunions techniques, de réunions des Commissions, de groupes de travail ou de réunions associées ;</p> | <p>Congrès mondial que :</p> <p>(a) par le Conseil ou</p> <p>(b) par un Membre ayant droit de vote avec l'appui d'au moins dix autres Membres ayant droit de vote, et</p> <p>(c) uniquement si <u>le Comité des résolutions juge que le sujet des motions est nouveau et urgent selon les critères suivants et, sur cette base, autorise donc leur distribution aux délégués</u>leur sujet est nouveau, urgent, qu'il n'était pas prévisible, qu'il émane des délibérations du Congrès mondial ou qu'il traite de questions à son ordre du jour. Le texte de ce type de motion n'est distribué aux délégués par le Secrétariat que si le Comité des résolutions les accepte comme satisfaisant à au moins trois des critères suivants :</p> <p>i. "Nouveau" signifie que la question qui fait l'objet de la <u>motion vient d'apparaître, ou a connu des évolutions après la clôture du délai de soumission des motions et que cette question, à ce moment, ne pouvait pas être envisagée</u>résolution ou recommandation s'est posée dans les quatre-vingt-dix jours précédant le début de la session du Congrès mondial ;</p> <p>ii. "Urgent" <u>signifie que la question soulevée est d'une importance telle qu'elle ne saurait attendre le prochain Congrès pour être présentée en tant que motion</u>s'applique à une question au sujet de laquelle des développements pourraient intervenir peu après le Congrès mondial et sur lesquels on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'une résolution ou une recommandation du Congrès mondial ait un impact ;</p> <p>(e) "N'était pas prévisible" s'applique à une</p> | <p>Congrès mondial que :</p> <p>(a) par le Conseil, ou</p> <p>(b) par un Membre ayant droit de vote avec l'appui d'au moins dix autres Membres ayant droit de vote, et</p> <p>(c) uniquement si le Comité des résolutions juge que le sujet des motions est nouveau et urgent selon les critères suivants et, sur cette base, autorise donc leur distribution aux délégués :</p> <p>i. "Nouveau" signifie que la question qui fait l'objet de la motion vient d'apparaître, ou a connu des évolutions après la clôture du délai de soumission des motions et que cette question, à ce moment, ne pouvait pas être envisagée ;</p> <p>ii. "Urgent" signifie que la question soulevée est d'une importance telle qu'elle ne saurait attendre le prochain Congrès pour être présentée en tant que motion.</p> |
|--|---|--|

| | | |
|---|--|--|
| <p>(e) "Traite des questions à l'ordre du jour" s'applique à toute question devant être débattue au cours d'une des réunions mentionnées au point ci-dessus, mais qui n'a pas encore été traitée par cette réunion, au moment où était présentée la résolution ou la recommandation.</p> | <p>question qui, tout en n'étant pas nouvelle, a connu des rebondissements dans les quatre-vingt-dix jours précédant le début de la session du Congrès mondial qui appellent une action de la part de celui-ci ; (d) "Émane des délibérations du Congrès mondial" signifie que la question a été débattue au cours d'une réunion faisant officiellement partie du Congrès mondial, que ce soit lors de séances consacrées à la conduite des affaires de l'UICN ou à la conservation de la nature, ou lors de réunions techniques, de réunions des Commissions, de groupes de travail ou de réunions associées ; (e) "Traite des questions à l'ordre du jour" s'applique à toute question devant être débattue au cours d'une des réunions mentionnées au point ci-dessus, mais qui n'a pas encore été traitée par cette réunion, au moment où était présentée la résolution ou la recommandation.</p> | |
| <p>Article 53</p> <p>Les motions satisfaisant à au moins trois des critères ci-dessus sont soumises dans les délais établis par le Comité directeur. Les motions reçues après ces délais ne sont admises qu'avec le consentement du Président de la session.</p> | <p>Article 53</p> <p>Les motions satisfaisant à au moins trois des <u>critères de l'article 52 des Règles de procédure ci-dessus</u> sont soumises dans les délais établis par le Comité directeur. Les motions reçues après ces délais ne sont admises qu'avec le consentement du Président de la session.</p> | <p>Article 53</p> <p>Les motions répondant aux critères de l'article 52 des Règles de procédure doivent être soumises dans le délai établis par le Comité directeur. Les motions reçues après l'expiration dudit délai ne seront admises que sur approbation du Président.</p> |
| <p>Article 54</p> <p>Les motions ne sont acceptées que si elles sont compatibles avec les objectifs de l'UICN. Les motions ne peuvent répéter les décisions d'une session antérieure du Congrès mondial que si la question traitée n'a pas encore été résolue et nécessite des mesures supplémentaires.</p> | <p>Article 54</p> <p>Les motions ne sont acceptées que si elles sont compatibles avec les objectifs de l'UICN sur <u>décision du Groupe de travail des motions ou du Comité des résolutions sous réserve qu'elles sont compatibles avec l'objectif des motions tel que défini dans l'article 48bis des Règles de procédure et qu'elles répondent aux exigences</u></p> | <p>Article 54</p> <p>Les motions ne sont acceptées que sur décision du Groupe de travail des motions ou du Comité des résolutions sous réserve qu'elles sont compatibles avec l'objectif des motions tel que défini dans l'article 48bis des Règles de procédure et qu'elles répondent aux exigences suivantes :</p> |

| | | |
|--|---|---|
| | <p><u>suivantes :</u></p> <p><u>(a) Exigences relatives au contenu :</u></p> <p>i. <u>La motion propose ou modifie la politique générale de l'UICN et, seulement dans la mesure nécessaire et dans le respect total de l'article 51 des Règles de procédure, précise les activités nécessaires pour appliquer la politique ;</u></p> <p>ii. <u>Les contributions des Membres et/ou des composantes de l'UICN, si elles sont nécessaires à la motion, sont raisonnables et atteignables ;</u></p> <p>iii. <u>Les objectifs ambitieux de la motion sont raisonnables ;</u></p> <p>iv. <u>La motion ne se contente pas de répéter le contenu de Résolutions et Recommandations précédemment adoptées ; et</u></p> <p>v. <u>L'auteur d'une motion portant sur des questions de portée locale, nationale ou régionale doit présenter la preuve au moment de la soumission, que le sujet de la motion a déjà été soulevé dans les instances locales, nationales ou régionales, sans atteindre le résultat désiré ; et</u></p> <p><u>(b) Exigences relatives au processus et au format :</u></p> <p>vi. <u>La motion est soumise avant la date limite précisée dans l'article 49 des Règles de procédure ;</u></p> <p>vii. <u>La motion est proposée et co-parrainée par des Membres ayant droit de vote, conformément à l'article 49 des Règles de procédure ;</u></p> <p>viii. <u>L'auteur de la motion doit préciser a) quels Membres ou composantes de l'UICN à qui la motion demande d'agir ont</u></p> | <p>(a) <u>Exigences relatives au contenu :</u></p> <p>i. La motion propose ou modifie la politique générale de l'UICN et, seulement dans la mesure nécessaire et dans le respect total de l'article 51 des Règles de procédure, précise les activités nécessaires pour appliquer la politique ;</p> <p>ii. Les contributions des Membres et/ou des composantes de l'UICN, si elles sont nécessaires à la motion, sont raisonnables et atteignables ;</p> <p>iii. Les objectifs ambitieux de la motion sont raisonnables ;</p> <p>iv. La motion ne se contente pas de répéter le contenu de Résolutions et recommandations précédemment adoptées ; et</p> <p>v. L'auteur d'une motion portant sur des questions de portée locale, nationale ou régionale doit présenter la preuve au moment de la soumission, que le sujet de la motion a déjà été soulevé dans les instances locales, nationales ou régionales, sans atteindre le résultat désiré ; et</p> <p>(b) <u>Exigences relatives au processus et au format :</u></p> <p>vi. La motion est soumise avant la date limite précisée dans l'article 49 des Règles de procédure ;</p> <p>vii. La motion est proposée et co-parrainée par des Membres ayant droit de vote, conformément à l'article 49 des Règles de procédure ;</p> <p>viii. L'auteur de la motion doit préciser a) quels Membres ou composantes de l'UICN à qui la motion demande d'agir ont été consultées ou ont collaboré à l'élaboration</p> |
|--|---|---|

| | | |
|---|--|--|
| | <p><u>été consultées ou ont collaboré à l'élaboration de la motion et b) les actions et ressources nécessaires pour mettre en œuvre la motion, et les contributions que les auteurs et les co-parrains ont l'intention de faire pour sa mise en œuvre ;</u></p> <p><u>ix. Lorsque la motion porte sur une situation à l'intérieur d'un état ou de plusieurs états mais que son auteur se trouve en dehors de l'état ou de la Région, elle doit être co-parrainée par au moins un Membre de l'UICN originaire de la Région concernée par cette motion, conformément à l'article 49bis des Règles de procédure ; et</u></p> <p><u>x. Le modèle de motion approuvé par le Conseil doit être utilisé.</u></p> <p>Les motions ne peuvent répéter les décisions d'une session antérieure du Congrès mondial que si la question traitée n'a pas encore été résolue et nécessite des mesures supplémentaires.</p> | <p>de la motion et b) les actions et ressources nécessaires pour mettre en œuvre la motion, et les contributions que les auteurs et les co-parrains ont l'intention de faire pour sa mise en œuvre ;</p> <p>ix. Lorsque la motion porte sur une situation à l'intérieur d'un état ou de plusieurs états mais que son auteur se trouve en dehors de l'état ou de la Région, elle doit être co-parrainée par au moins un Membre de l'UICN originaire de la Région concernée par cette motion, conformément à l'article 49bis des Règles de procédure ; et</p> <p>x. Le modèle de motion approuvé par le Conseil doit être utilisé.</p> |
| <p>Article 55</p> <p>Le Comité directeur statue sur tout recours introduit par l'auteur de la motion et ceux qui l'ont appuyé contre une décision du Groupe de travail des résolutions ou du Comité des résolutions écartant ou amendant leur motion. Le Président de la session annonce la décision du Comité directeur et le Congrès mondial peut confirmer ou modifier cette décision.</p> | <p>Article 55</p> <p><u>À l'exception des recours mentionnés dans l'article 62ter,</u> Le Comité directeur statue sur tout recours introduit par l'auteur de la motion et ceux qui l'ont appuyé contre une décision du Groupe de travail des motionsrésolutions ou du Comité des résolutions écartant ou amendant leur motion. Le Président de la session annonce la décision du Comité directeur et le Congrès mondial peut confirmer ou modifier cette décision.</p> | <p>Article 55</p> <p>À l'exception des recours mentionnés dans l'article 62ter, le Comité directeur statue sur tout recours introduit par l'auteur de la motion et ceux qui l'ont appuyé contre une décision du Groupe de travail des motions ou du Comité des résolutions amendant leur motion. Le Président de la session annonce la décision du Comité directeur et le Congrès mondial peut confirmer ou modifier cette décision.</p> |
| <p>Article 56</p> <p>Le Comité des résolutions peut soumettre une motion à un comité ou à un groupe de contact ad hoc composé de délégués pour examen et conseil, ou décider qu'elle sera directement discutée par le Congrès mondial et soumis à son</p> | <p>(aucun amendement)</p> | <p>Article 56</p> <p>Le Comité des résolutions peut soumettre une motion à un comité ou à un groupe de contact ad hoc composé de délégués pour examen et conseil, ou décider qu'elle sera directement discutée par le Congrès mondial et soumis à son</p> |

Annexe 9 aux Décisions de la 84^{ème} Réunion du Conseil de l'UICN – Processus révisé des motions

| | | |
|--|----------------------------------|--|
| <p>vote. Le Président de la session peut également proposer qu'une motion débattue lors du Congrès mondial soit soumise à un groupe de contact. Les rapports de tels groupes sont normalement examinés par le Comité des résolutions avant leur présentation au Congrès mondial. Les débats au Congrès mondial seront conduits sur la base des textes résultant de ce processus.</p> | | <p>vote. Le Président de la session peut également proposer qu'une motion débattue lors du Congrès mondial soit soumise à un groupe de contact. Les rapports de tels groupes sont normalement examinés par le Comité des résolutions avant leur présentation au Congrès mondial. Les débats au Congrès mondial seront conduits sur la base des textes résultant de ce processus.</p> |
| <p>Article 57</p> <p>Quand l'examen d'un texte de motion est terminé, un vote a lieu sur le texte dans son ensemble. Avant que ce vote ait lieu, des explications sur ce texte peuvent être données, si le Congrès mondial le décide.</p> | <p><i>(aucun amendement)</i></p> | <p>Article 57</p> <p>Quand l'examen d'un texte de motion est terminé, un vote a lieu sur le texte dans son ensemble. Avant que ce vote ait lieu, des explications sur ce texte peuvent être données, si le Congrès mondial le décide.</p> |
| <p><u>Amendements aux motions</u></p> <p>Article 58</p> <p>Tout délégué peut proposer des amendements à une motion.</p> | <p><i>(aucun amendement)</i></p> | <p><u>Amendements aux motions</u></p> <p>Article 58</p> <p>Tout délégué peut proposer des amendements à une motion.</p> |
| <p>Article 59</p> <p>Les amendements doivent avoir un rapport direct avec le texte qu'ils sont destinés à modifier. Ils doivent être signés par leur auteur et, à moins d'avoir été proposés au cours d'un débat, soumis à temps pour pouvoir être distribués avant leur examen. Tous les amendements sont normalement soumis au Comité des résolutions. Le Comité des résolutions ou, dans des circonstances particulières, quand un amendement est proposé au cours d'un débat, le Président de la session, décident si un amendement est recevable.</p> | <p><i>(aucun amendement)</i></p> | <p>Article 59</p> <p>Les amendements doivent avoir un rapport direct avec le texte qu'ils sont destinés à modifier. Ils doivent être signés par leur auteur et, à moins d'avoir été proposés au cours d'un débat, soumis à temps pour pouvoir être distribués avant leur examen. Tous les amendements sont normalement soumis au Comité des résolutions. Le Comité des résolutions ou, dans des circonstances particulières, quand un amendement est proposé au cours d'un débat, le Président de la session, décident si un amendement est recevable.</p> |
| <p>Article 60</p> <p>Les amendements sont discutés avant le texte original de la motion et sont mis aux voix avant le</p> | <p><i>(aucun amendement)</i></p> | <p>Article 60</p> <p>Les amendements sont discutés avant le texte original de la motion et sont mis aux voix avant le</p> |

| texte lui-même. | | texte lui-même. |
|--|--|---|
| <p>Article 61</p> <p>Si deux amendements ou plus portent sur la même partie d'une motion, l'amendement qui diffère le plus du texte qu'il est destiné à modifier est mis aux voix le premier. S'il est adopté, tout autre amendement contradictoire portant sur cette même partie est considéré comme non avenu. Si l'amendement n'est pas adopté, l'amendement suivant par ordre de priorité est mis aux voix, et la même procédure est suivie pour tous les autres amendements. En cas de doute quant au rang de priorité, le Président de la session tranche.</p> | <p>(aucun amendement)</p> | <p>Article 61</p> <p>Si deux amendements ou plus portent sur la même partie d'une motion, l'amendement qui diffère le plus du texte qu'il est destiné à modifier est mis aux voix le premier. S'il est adopté, tout autre amendement contradictoire portant sur cette même partie est considéré comme non avenu. Si l'amendement n'est pas adopté, l'amendement suivant par ordre de priorité est mis aux voix, et la même procédure est suivie pour tous les autres amendements. En cas de doute quant au rang de priorité, le Président de la session tranche.</p> |
| <p>Article 62</p> <p>Le Comité des résolutions ou, dans des circonstances spéciales, quand un amendement est proposé au cours d'un débat, le Président de la session, peuvent proposer que des amendements soient débattus ou mis aux voix ensemble. Ils peuvent proposer qu'un texte et les amendements qui y sont proposés soient soumis à un Groupe de contact.</p> | <p>(aucun amendement)</p> | <p>Article 62</p> <p>Le Comité des résolutions ou, dans des circonstances spéciales, quand un amendement est proposé au cours d'un débat, le Président de la session, peuvent proposer que des amendements soient débattus ou mis aux voix ensemble. Ils peuvent proposer qu'un texte et les amendements qui y sont proposés soient soumis à un Groupe de contact.</p> |
| | <p><u>(Nouveau titre) Discussion en ligne et vote des motions électronique avant le Congrès</u></p> <p><u>(Nouveau) Article 62bis</u></p> <p><u>Le Groupe de travail des motions est habilité à soumettre des motions pour être discutées en ligne avant le Congrès, en précisant quelles motions méritent un débat au niveau mondial lors du Congrès seront également débattues puis votées lors de l'Assemblée des Membres, et quelles motions seront proposées au vote électronique avant le Congrès, conformément à l'article 62quinto des Règles de procédure. La</u></p> | <p><u>(Nouveau titre) Discussion en ligne et vote des motions électronique avant le Congrès</u></p> <p><u>(Nouveau) Article 62bis</u></p> <p>Le Groupe de travail des motions est habilité à soumettre des motions pour être discutées en ligne avant le Congrès, en précisant quelles motions méritent un débat au niveau mondial lors du Congrès seront également débattues puis votées lors de l'Assemblée des Membres, et quelles motions seront proposées au vote électronique avant le Congrès, conformément à l'article 62quinto des Règles de procédure. La</p> |

| | | |
|--|---|---|
| | <p><u>discussion en ligne portant sur les motions est ouverte à tous les Membres de l'UICN, pour une période d'au moins deux mois après la date de publication des motions établie conformément à l'article 49 des Règles de procédure. Le Groupe de travail des motions s'assure que la discussion en ligne portant sur les motions est transparente et respecte dans la mesure du possible la procédure de débat et d'amendement des motions lors du Congrès. Les membres des Commissions, les représentants des Comités nationaux et les membres du Secrétariat peuvent prendre part à la discussion sur les motions en ligne seulement à titre consultatif et dans un rôle de soutien.</u></p> | <p>discussion en ligne portant sur les motions est ouverte à tous les Membres de l'UICN, pour une période d'au moins deux mois après la date de publication des motions établie conformément à l'article 49 des Règles de procédure. Le Groupe de travail des motions s'assure que la discussion en ligne portant sur les motions est transparente et respecte dans la mesure du possible la procédure de débat et d'amendement des motions lors du Congrès. Les membres des Commissions, les représentants des Comités nationaux et les membres du Secrétariat peuvent prendre part à la discussion sur les motions en ligne seulement à titre consultatif et dans un rôle de soutien.</p> |
| | <p><u>(Nouveau) Article 62ter</u></p> <p><u>Le Comité d'organisation du Congrès, établi par le Conseil conformément à l'article 46 (p) des Statuts de l'UICN, statue sur tout recours introduit par l'auteur de la motion et ceux qui l'ont appuyé contre la classification, l'exclusion ou l'amendement par le Groupe de travail des motions de leur motion soumise à la discussion et au vote électroniques avant le Congrès mondial. En cas de recours contre la décision de soumettre une motion au vote électronique avant le Congrès, le seul motif acceptable pour introduire un recours est celui d'avoir fait une erreur en considérant que cette motion n'est pas qualifiée pour être soumise à un examen à l'Assemblée des Membres. Tout recours conformément au présent Article devra être reçu par le Comité d'organisation du Congrès au plus tard deux semaines après la date de la publication des motions.</u></p> | <p>(Nouveau) Article 62ter</p> <p>Le Comité d'organisation du Congrès, établi par le Conseil conformément à l'article 46 (p) des Statuts de l'UICN, statue sur tout recours introduit par l'auteur de la motion et ceux qui l'ont appuyé contre la classification, l'exclusion ou l'amendement par le Groupe de travail des motions de leur motion soumise à la discussion et au vote électroniques avant le Congrès mondial. En cas de recours contre la décision de soumettre une motion au vote électronique avant le Congrès, le seul motif acceptable pour introduire un recours est celui d'avoir fait une erreur en considérant que cette motion n'est pas qualifiée pour être soumise à un examen à l'Assemblée des Membres. Tout recours conformément au présent Article devra être reçu par le Comité d'organisation du Congrès au plus tard deux semaines après la date de la publication des motions.</p> |
| | <p><u>(Nouveau) Article 62quarto</u></p> <p><u>Le Comité d'organisation du Congrès, agissant à</u></p> | <p>(Nouveau) Article 62quarto</p> <p>Le Comité d'organisation du Congrès, agissant à</p> |

| | | |
|--|--|--|
| | <p><u>titre d'organe de recours, comprendra des individus représentant les intérêts communs des Membres mais qui ne sont pas eux-mêmes membres du Conseil ou impliqués personnellement dans le processus des motions. Le Comité de préparation du Congrès, agissant à titre d'organe de recours, est présidé par l'un de ses membres qui ne saurait être le Président du Congrès. Lors du vote, en cas d'égalité des voix, la présidence du Comité d'organisation du Congrès, en tant qu'organe de recours, aura voix prépondérante.</u></p> | <p>titre d'organe de recours, comprendra des individus représentant les intérêts communs des Membres mais qui ne sont pas eux-mêmes membres du Conseil ou impliqués personnellement dans le processus des motions. Le Comité de préparation du Congrès, agissant à titre d'organe de recours, est présidé par l'un de ses membres qui ne saurait être le Président du Congrès. Lors du vote, en cas d'égalité des voix, la présidence du Comité d'organisation du Congrès, en tant qu'organe de recours, aura voix prépondérante.</p> |
| | <p><u>(Nouveau) Article 62quinto</u></p> <p><u>Après la clôture de la discussion en ligne, le Groupe de travail des motions :</u></p> <p><u>a) soumet chaque motion, telle qu'amendée lors de la discussion en ligne ou avec les amendements proposés, comme il convient, au vote électronique des Membres de l'UICN ayant droit de vote, à l'exception des motions qui méritent un débat au niveau mondial lors du Congrès qui seront é nouveau débattues puis votées pendant l'Assemblée des Membres. Le vote électronique est ouvert et clôt avant l'ouverture du Congrès, à des dates déterminées par le Conseil. Les paragraphes c. à g. de l'article 94 du Règlement s'appliquent <i>mutatis mutandis</i> au vote électronique sur les motions ; ou</u></p> <p><u>b) réfère à l'Assemblée des Membres pour la poursuite du débat et le vote, les motions qui ont fait l'objet de débats et de propositions d'amendements contradictoires tels qu'il n'est pas possible, de l'avis du Groupe de travail des motions, de produire un texte de consensus pouvant être soumis au vote électronique avant le Congrès.</u></p> | <p>(Nouveau) Article 62quinto</p> <p>Après la clôture de la discussion en ligne, le Groupe de travail des motions :</p> <p>a) soumet chaque motion, telle qu'amendée lors de la discussion en ligne ou avec les amendements proposés, comme il convient, au vote électronique des Membres de l'UICN ayant droit de vote, à l'exception des motions qui méritent un débat au niveau mondial lors du Congrès qui seront à nouveau débattues puis votées pendant le Congrès. Le vote électronique est ouvert et clôt avant l'ouverture du Congrès, à des dates déterminées par le Conseil. Les paragraphes c. à g. de l'article 94 du Règlement s'appliquent <i>mutatis mutandis</i> au vote électronique sur les motions; ou</p> <p>b) réfère à l'Assemblée des Membres pour la poursuite du débat et le vote, les motions qui ont fait l'objet de débats et de propositions d'amendements contradictoires tels qu'il n'est pas possible, de l'avis du Groupe de travail des motions, de produire un texte de consensus pouvant être soumis au vote électronique avant le Congrès.</p> |
| | <p><u>(Nouveau) Article 62sexto</u></p> | <p>(Nouveau) Article 62sexto</p> |

| | | |
|---|---|---|
| | <p><u>Les articles 58 à 62 des Règles de procédure s'appliquent <i>mutatis mutandis</i> au processus d'amendement des motions lors de la discussion en ligne et au vote sur les amendements proposés lors de la discussion en ligne, sachant que le Groupe de travail des motions sera investi de la même autorité que le Comité des résolutions ou que la Présidence de la session lors du Congrès selon ces règles.</u></p> | <p>Les articles 58 à 62 des Règles de procédure s'appliquent <i>mutatis mutandis</i> au processus d'amendement des motions lors de la discussion en ligne et au vote sur les amendements proposés lors de la discussion en ligne, sachant que le Groupe de travail des motions sera investi de la même autorité que le Comité des résolutions ou que la Présidence de la session lors du Congrès selon ces règles.</p> |
| | <p><u>(Nouveau) Article 62septimo</u></p> <p><u>Les motions adoptées par vote électronique par les Membres des Catégories A et B ont la même validité que les motions adoptées lors des séances de l'Assemblée des Membres. L'Assemblée des Membres enregistrera en bloc l'adoption des motions ayant eu lieu par vote électronique avant le Congrès, néanmoins elle ne peut ré-ouvrir le débat ou le vote sur aucune d'entre elles. Les motions dont l'adoption par vote électronique est enregistrée par décision de l'Assemblée des Membres entrent en vigueur à la date de ladite décision.</u></p> | <p>(Nouveau) Article 62septimo</p> <p>Les motions adoptées par vote électronique par les Membres des Catégories A et B ont la même validité que les motions adoptées lors des séances de l'Assemblée des Membres. L'Assemblée des Membres enregistrera en bloc l'adoption des motions ayant eu lieu par vote électronique avant le Congrès, néanmoins elle ne peut ré-ouvrir le débat ou le vote sur aucune d'entre elles. Les motions dont l'adoption par vote électronique est enregistrée par décision de l'Assemblée des Membres entrent en vigueur à la date de ladite décision.</p> |
| <p>VIII^e partie – Modes de vote</p> <p>[...]</p> <p><u>Modes de vote pour les motions</u></p> <p>Article 66</p> <p>Seul un représentant accrédité d'une délégation peut voter et intervenir pour ce Membre. Aucun délégué ne peut faire usage de la carte de vote, de la carte de vote électronique et du droit de parole d'une autre délégation, sans la permission préalable, expresse et écrite, de la délégation en</p> | <p>VIII^e partie – Modes de vote</p> <p>[...]</p> <p><u>Modes de vote pour les motions</u></p> <p>Article 66</p> <p>Seul un représentant accrédité d'une délégation peut voter et intervenir pour ce Membre. Aucun délégué ne peut faire usage de la carte de vote, de la carte de vote électronique et du droit de parole d'une autre délégation, sans <u>une</u> procuration la permission préalable, expresse et</p> | <p>VIII^e partie – Modes de vote</p> <p>[...]</p> <p><u>Modes de vote pour les motions</u></p> <p>Article 66</p> <p>Seul un représentant accrédité d'une délégation peut voter et intervenir pour ce Membre. Aucun délégué ne peut faire usage de la carte de vote, de la carte de vote électronique et du droit de parole d'une autre délégation, sans une procuration préalable, expresse et écrite, de la</p> |

| | | |
|-----------|--|---|
| question. | écrite, de la délégation en question. <u>Dans le cadre du présent article, le « délégué » peut également être un représentant accrédité du Comité national du pays de la délégation du Membre remettant la permission.</u> | délégation en question. Dans le cadre du présent article, le « délégué » peut également être un représentant accrédité du Comité national du pays de la délégation du Membre remettant la permission. |
|-----------|--|---|



Modifications au Règlement de l'UICN nécessaires pour mettre en œuvre le processus révisé des motions

| Dispositions actuelles du Règlement de l'UICN | Amendements proposés (marques de révision) par le Conseil basés sur les recommandations du Groupe consultatif des motions suite à deux consultations avec les Membres de l'UICN, en réponse à la Résolution WCC-2012-Res-001 | Nouvelle version des Articles 29, 66 et 70 du Règlement de l'UICN tels qu'amendés (toutes modifications 'acceptées') |
|--|---|--|
| <p>Article 29 du Règlement</p> <p>Six mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture d'une session du Congrès mondial, le Conseil nomme un Groupe de travail des résolutions, composé de trois personnes au moins, susceptibles d'être des délégués au Congrès mondial, et du Directeur général <i>ex officio</i>, chargé de guider les Membres en ce qui concerne la présentation de motions, de recevoir celles-ci, de faciliter la discussion des motions entre les Membres avant le Congrès mondial, et de les préparer en vue de leur soumission au Comité des résolutions et au Congrès mondial. Des motions consolidées peuvent être soumises par le Groupe de travail des résolutions.</p> | <p>Article 29 du Règlement</p> <p>Six mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture d'une session du Congrès mondial, le Conseil nomme un Groupe de travail des <u>motionsrésolutions</u>, composé de trois personnes au moins, susceptibles d'être des délégués au Congrès mondial, <u>notamment des individus dans leur capacité personnelle ou d'expert représentant les intérêts communs des Membres et reflétant la diversité des Membres et composantes de l'UICN</u>, et du Directeur général <i>ex officio</i>, chargé de guider les Membres en ce qui concerne la présentation de motions, de recevoir celles-ci, de faciliter la discussion des motions entre les Membres avant le Congrès mondial, <u>et de les préparer en vue de leur soumission au Comité des résolutions et au Congrès mondial, et d'autres tâches décrites dans la VII^e Partie des Règles de procédure</u>. Des motions consolidées peuvent être soumises par le Groupe de travail des <u>résolutionsmotions</u>.</p> | <p>Article 29 du Règlement</p> <p>Six mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture d'une session du Congrès mondial, le Conseil nomme un Groupe de travail des motions, composé de trois personnes au moins, susceptibles d'être des délégués au Congrès mondial, notamment des individus dans leur capacité personnelle ou d'expert représentant les intérêts communs des Membres et reflétant la diversité des Membres et composantes de l'UICN, et du Directeur général <i>ex officio</i>, chargé de guider les Membres en ce qui concerne la présentation de motions, de recevoir celles-ci, de faciliter la discussion des motions entre les Membres avant le Congrès mondial, de les préparer en vue de leur soumission au Comité des résolutions et au Congrès mondial, et d'autres tâches décrites dans la VII^e Partie des Règles de procédure. Des motions consolidées peuvent être soumises par le Groupe de travail des motions.</p> |
| | <p><u>(Nouveau) Article 66ter du Règlement</u></p> <p><u>Dans le contexte d'élaboration des motions</u></p> | <p>(Nouveau) Article 66ter du Règlement</p> <p>Dans le contexte d'élaboration des motions</p> |

| | | |
|---|--|---|
| | <u>mentionnées dans les articles 48 à 62 des Règles de procédure, les Comités nationaux, les Comités régionaux et les Forums régionaux, lorsque organisés, sont encouragés à offrir une plateforme de discussion et de négociation des motions émanant de leur pays ou région, en particulier des plateformes garantissant les débats au niveau local, national ou régional, afin d'identifier des solutions pouvant apporter une réponse aux questions sous-jacentes.</u> | mentionnées dans les articles 48 à 62 des Règles de procédure, les Comités nationaux, les Comités régionaux et les Forums régionaux, lorsque organisés, sont encouragés à offrir une plateforme de discussion et de négociation des motions émanant de leur pays ou région, en particulier des plateformes garantissant les débats au niveau local, national ou régional, afin d'identifier des solutions pouvant apporter une réponse aux questions sous-jacentes. |
| Article 70 du Règlement Avant chaque session ordinaire du Congrès mondial, le Conseil réexamine le cahier des charges et les activités de chaque Commission. Toute proposition d'un Membre de l'UICN concernant la mission et le cahier des charges d'une Commission est communiquée aux Membres de l'UICN cent vingt jours au moins avant la session ordinaire du Congrès mondial concerné. | Article 70 du Règlement Avant chaque session ordinaire du Congrès mondial, le Conseil réexamine le cahier des charges et les activités de chaque Commission. Toute proposition d'un Membre de l'UICN concernant la mission et le cahier des charges d'une Commission est communiquée aux Membres de l'UICN cent vingt jours au moins <u>six mois</u> avant la session ordinaire du Congrès mondial concerné. | Article 70 du Règlement Avant chaque session ordinaire du Congrès mondial, le Conseil réexamine le cahier des charges et les activités de chaque Commission. Toute proposition d'un Membre de l'UICN concernant la mission et le cahier des charges d'une Commission est communiquée aux Membres de l'UICN au moins six mois avant la session ordinaire du Congrès mondial concerné. |



**Procédure relative au vote électronique des Membres de l’UICN
entre les sessions du Congrès**

| Dispositions actuelles du Règlement de l’UICN | Amendements adoptés (marques de révision) par le Conseil en première lecture lors de sa 82 ^{ème} réunion (novembre 2013) et révisés lors de sa 83 ^{ème} réunion (mai 2014) et sa 84 ^{ème} réunion (novembre 2014) | Nouvelle version des Articles 94 et 95 du Règlement de l’UICN tel qu’amendé (toutes modifications ‘acceptées’) |
|---|---|---|
| <p>Xe Partie – Vote par correspondance</p> <p>Article 94</p> <p>Dans le cas où un vote par correspondance est requis par les Statuts, les bulletins de vote sont distribués à tous les Membres de l’UICN ayant droit de vote. Ces bulletins comportent quatre options de vote : “oui”, “non”, “abstention” ou, le cas échéant, “renvoi à la prochaine session du Congrès mondial”.</p> | <p>Xe Partie – Vote <u>électronique</u> par correspondance</p> <p>Article 94</p> <p>Dans le cas où un vote par correspondance est requis par les Statuts, les bulletins de vote sont distribués à tous les Membres de l’UICN ayant droit de vote. <u>un vote électronique sera réalisé, conformément à la procédure suivante :</u></p> <p>a. <u>Au moins six semaines avant la première notification du vote électronique mentionné dans le paragraphe b. du présent article, le Directeur général transmettra la/les proposition(s) sur laquelle/lesquelles voter, ainsi que les documents de référence, aux Membres de l’UICN, en invitant ces derniers à soumettre leurs commentaires ou amendements par voie électronique ou par le biais du forum de discussion en ligne ;</u></p> <p>b. <u>Une première notification officielle du vote électronique, accompagnée des documents de référence pertinents, sera distribuée par le Directeur général de l’UICN, par voie électronique, aux Membres de l’UICN, au moins huit semaines avant la date/heure de l’ouverture du vote électronique, et sera suivi</u></p> | <p>Xe Partie – Vote électronique</p> <p>Article 94</p> <p>Dans le cas où un vote par correspondance est requis par les Statuts, un vote électronique sera réalisé, conformément à la procédure suivante :</p> <p>a. Au moins six semaines avant la première notification du vote électronique mentionné dans le paragraphe b. du présent article, le Directeur général transmettra la/les proposition(s) sur laquelle/lesquelles voter, ainsi que les documents de référence, aux Membres de l’UICN, en invitant ces derniers à soumettre leurs commentaires ou amendements par voie électronique ou par le biais du forum de discussion en ligne ;</p> <p>b. Une première notification officielle du vote électronique, accompagnée des documents de référence pertinents, sera distribuée par le Directeur général de l’UICN, par voie électronique, aux Membres de l’UICN, au moins huit semaines avant la date/heure de l’ouverture du vote électronique, et sera suivi d’une deuxième notification du vote électronique, envoyée par le Directeur général trois semaines après la date de la première</p> |

d’une deuxième notification du vote électronique, envoyée par le Directeur général trois semaines après la date de la première notification. Chacune de ces notifications doit informer les Membres que, s’ils en font la demande au Secrétariat de l’UICN au plus tard une semaine avant la date d’ouverture du vote, ils pourront voter par courrier postal s’ils ont des difficultés à voter par voie électronique. Le bulletin de vote devra être renvoyé par courrier afin d’être reçu par le Directeur général avant la date de clôture du vote.

- c. Les Membres de l’UICN qui sont ou deviennent éligibles au vote au moins deux semaines avant la date/heure de l’ouverture du vote électronique recevront une notification par voie électronique de la part du Directeur général de l’ouverture du vote électronique, ainsi que le lien vers le système électronique permettant de voter. La notification devra spécifier la date/l’heure de clôture du vote électronique, qui devra être fixée au minimum deux semaines après la date/l’heure de l’ouverture du vote ;
- d. ~~Ces bulletins comportent quatre~~ Les options de vote sont : “oui”, “non”, “abstention” –ou, et le cas échéant, “renvoi à la prochaine session du Congrès mondial”. Tout Membre dans l’impossibilité de se connecter et de voter peut demander de l’aide au Secrétariat par voie électronique. Le Secrétariat enverra par voie électronique au Membre en question un bulletin de vote, que le Membre pourra utiliser pour voter et qu’il devra retourner par voie électronique avant la date/l’heure de clôture du vote concerné ;
- e. L’organisme gouvernemental Membre habilité à voter collectivement pour les organismes gouvernementaux lors du précédent Congrès de l’UICN le sera également pour le vote électronique, à moins que les organismes

notification. Chacune de ces notifications doit informer les Membres que, s’ils en font la demande au Secrétariat de l’UICN au plus tard une semaine avant la date d’ouverture du vote, ils pourront voter par courrier postal s’ils ont des difficultés à voter par voie électronique. Le bulletin de vote devra être renvoyé par courrier afin d’être reçu par le Directeur général avant la date de clôture du vote ;

- c. Les Membres de l’UICN qui sont ou deviennent éligibles au vote au moins deux semaines avant la date/heure de l’ouverture du vote électronique recevront une notification par voie électronique de la part du Directeur général de l’ouverture du vote électronique, ainsi que le lien vers le système électronique permettant de voter. La notification devra spécifier la date/l’heure de clôture du vote électronique, qui devra être fixée au minimum deux semaines après la date/l’heure de l’ouverture du vote ;
- d. Les options de vote sont : ‘oui’, ‘non’, ‘abstention’, et le cas échéant ‘renvoi à la prochaine session du Congrès mondial’. Tout Membre dans l’impossibilité de se connecter et de voter peut demander de l’aide au Secrétariat par voie électronique. Le Secrétariat enverra par voie électronique au Membre en question un bulletin de vote, que le Membre pourra utiliser pour voter et qu’il devra retourner par voie électronique avant la date/l’heure de clôture du vote concerné ;
- e. L’organisme gouvernemental Membre habilité à voter collectivement pour les organismes gouvernementaux lors du précédent Congrès de l’UICN le sera également pour le vote électronique, à moins que les organismes gouvernementaux Membres notifient dûment le Secrétariat, par écrit, au moins une semaine avant la date/l’heure de l’ouverture du vote électronique, leur accord pour désigner un

gouvernementaux Membres notifient dûment le Secrétariat, par écrit, au moins une semaine avant la date/l'heure de l'ouverture du vote électronique, leur accord pour désigner un autre Membre qui votera en leur nom collectif. L'organisme détenteur du vote collectif lors d'un scrutin électronique détiendra ce vote collectif pour tous les votes électroniques ultérieurs, à moins que le Secrétariat ne reçoive la notification d'une modification de l'accord entre les Membres concernés ;

f. Le Conseiller juridique de l'UICN contrôlera et veillera à la régularité du processus de vote électronique ; et

g. Conformément aux conditions requises énoncées dans l'article 71bis des Règles de procédure du Congrès mondial de la nature, le suivi complet des votes de chaque Membre de l'UICN sera rendu disponible pour tous les Membres de l'UICN dans les deux semaines suivant la clôture du vote électronique. Conformément aux conditions requises énoncées dans l'article 72 des Règles de procédure, ce suivi des votes devra également inclure les déclarations écrites faites par tout Membre pour expliquer son vote que le Secrétariat aura reçues par voie électronique avant la date/heure de clôture du vote électronique.

autre Membre qui votera en leur nom collectif. L'organisme détenteur du vote collectif lors d'un vote électronique détiendra ce vote collectif pour tous les votes électroniques ultérieurs, à moins que le Secrétariat ne reçoive la notification d'une modification de l'accord entre les Membres concernés ;

f. Le Conseiller juridique de l'UICN contrôlera et veillera à la régularité du processus de vote électronique ; et

g. Conformément aux conditions requises énoncées dans l'article 71bis des Règles de procédure du Congrès mondial de la nature, le suivi complet des votes de chaque Membre de l'UICN sera rendu disponible pour tous les Membres de l'UICN dans les deux semaines suivant la clôture du vote électronique. Conformément aux conditions requises énoncées dans l'article 72 des Règles de procédure, ce suivi des votes devra également inclure les déclarations écrites faites par tout Membre pour expliquer son vote que le Secrétariat aura reçues par voie électronique avant la date/heure de clôture du vote électronique.

Article 95

Lorsqu'un vote par correspondance est effectué par d'autres organes de l'UICN, les mêmes bulletins de vote sont utilisés, *mutatis mutandis*.

Article 95

Lorsqu'un vote ~~électronique par correspondance~~ est effectué par d'autres organes de l'UICN, les mêmes ~~bulletins options~~ de vote, telles que spécifiées dans l'Article 94, alinéa d. du Règlement, devront être ~~sont~~ utilisées, *mutatis mutandis*.

Article 95

Lorsqu'un vote électronique est effectué par d'autres organes de l'UICN, les mêmes options de vote, telles que spécifiées dans l'Article 94, alinéa d. du Règlement, devront être utilisées, *mutatis mutandis*.



Amendements aux Règles de procédure du Congrès mondial de la nature de l'UICN concernant le processus d'accréditation du Congrès

| Dispositions actuelles des Règles de procédure du Congrès mondial de la nature de l'UICN | Amendements proposés (marques de révision) par le Conseil de l'UICN en exécutant la décision 16 du Congrès 2012 | Nouvelle version des Règles de procédure tels qu'amendés (toutes modifications 'acceptées') |
|--|---|--|
| Article 5 des Règles de procédure Si un Membre ayant droit de vote est représenté par plusieurs délégués, il nomme un chef de délégation. | Article 5 des Règles de procédure Si un Membre ayant droit de vote est représenté par plusieurs délégués, il Tout Membre souhaitant exercer son droit lors du Congrès <u>nomme un chef de délégation par l'entremise d'un représentant dûment autorisé.</u> | Article 5 des Règles de procédure Tout Membre souhaitant exercer son droit lors du Congrès nomme un chef de délégation par l'entremise d'un représentant dûment autorisé. |
| Article 12 des Règles de procédure Une lettre de créance désignant ses représentants doit être déposée par chaque Membre et par chaque institution ayant le statut d'observateur invitée par le Conseil conformément à l'article 40 des Règles de procédure. Cette lettre de créance doit être signée par le responsable du Membre ou de l'observateur concerné ayant la compétence nécessaire à cet effet. De tels responsables peuvent procéder à leur propre accréditation en tant que représentants. La lettre de créance doit soit être faite sur un formulaire fourni par le Directeur général, soit donner tous les détails requis par ce formulaire. Elle doit être renvoyée au Directeur général avant ou pendant le Congrès mondial et porter un sceau officiel ou être assortie d'une lettre officielle. | Article 12 des Règles de procédure Une lettre de créance désignant ses représentants doit être déposée par chaque Membre et par chaque institution ayant le statut d'observateur invitée par le Conseil conformément à l'article 40 des Règles de procédure. Cette lettre de créance doit être signée par le responsable du Membre ou de l'observateur concerné ayant la compétence nécessaire à cet effet. De tels responsables peuvent procéder à leur propre accréditation en tant que représentants. La lettre de créance doit soit être faite sur un formulaire fourni par le Directeur général, soit donner tous les détails requis par ce formulaire. Elle doit être renvoyée au Directeur général avant ou pendant le Congrès mondial et porter un sceau officiel ou être assortie d'une lettre officielle. Les délégués issus des organisations/institutions Membres et ayant le statut d'observateurs sont dûment accrédités conformément à, respectivement, l'article 19 des | Article 12 des Règles de procédure Les délégués issus des organisations/institutions Membres et ayant le statut d'observateurs sont dûment accrédités conformément à, respectivement, l'article 19 des Statuts et l'article 8 du Règlement, s'ils sont dûment enregistrés au Congrès et si le chef de délégation a été désigné par le représentant dûment autorisé de l'organisation/institution. |

Annexe 12 – Décisions de la 84^{ème} Réunion du Conseil – Processus d'accréditation au Congrès

| | | |
|--|--|--|
| | <u>Statuts et l'article 8 du Règlement, s'ils sont dûment enregistrés au Congrès et si le chef de délégation a été désigné par le représentant dûment autorisé de l'organisation/institution.</u> | |
| Article 40 des Règles de procédure | Article 40 des Règles de procédure | Article 40 des Règles de procédure |
| Le Directeur général remet une carte d'identification donnant le droit d'intervenir à chaque délégation, chaque Membre affilié, chaque membre du Conseil, chaque Président adjoint de Commission, ainsi qu'à tout autre observateur désigné par le Conseil. | Le Directeur général remet une carte d'identification donnant le droit d'intervenir à chaque délégation, chaque Membre affilié, chaque membre du Conseil, chaque Président adjoint de Commission, ainsi qu'à tout autre observateur désigné par le Conseil. <u>Toutes les délégations ayant le statut d'observateurs provenant des Comités nationaux ou régionaux peuvent demander une carte d'identification permettant à chacune d'intervenir au nom du Comité, conformément à l'article 66(e) du Règlement.</u> | Le Directeur général remet une carte d'identification donnant le droit d'intervenir à chaque délégation, chaque Membre affilié, chaque membre du Conseil, chaque Président adjoint de Commission, ainsi qu'à tout autre observateur désigné par le Conseil. Toutes les délégations ayant le statut d'observateurs provenant des Comités nationaux ou régionaux peuvent demander une carte d'identification permettant à chacune d'intervenir au nom du Comité, conformément à l'article 66(e) du Règlement. |
| Article 63 des Règles de procédure | Article 63 des Règles de procédure | Article 63 des Règles de procédure |
| Les cartes de vote marquées de façon à identifier la session concernée du Congrès mondial et, si nécessaire au titre du paragraphe 67, les cartes de vote électronique, sont distribuées aux délégués par le Secrétariat, en accord avec le rapport du Comité de vérification des pouvoirs. | Les cartes de vote marquées de façon à identifier la session concernée du Congrès mondial et, si nécessaire au titre du paragraphe 67, les cartes de vote électronique, sont distribuées aux <u>délégués chefs de délégation provenant d'organisations Membres éligibles au vote</u> par le Secrétariat, en accord avec le rapport du Comité de vérification des pouvoirs. | Les cartes de vote marquées de façon à identifier la session concernée du Congrès mondial et, si nécessaire au titre du paragraphe 67, les cartes de vote électronique, sont distribuées aux chefs de délégation provenant d'organisations Membres éligibles au vote par le Secrétariat, en accord avec le rapport du Comité de vérification des pouvoirs. |
| Article 66 des Règles de procédure | Article 66 des Règles de procédure | Article 66 des Règles de procédure |
| Seul un représentant accrédité d'une délégation peut voter et intervenir pour ce Membre. Aucun délégué ne peut faire usage de la carte de vote, de la carte de vote électronique et du droit de parole d'une autre délégation, sans la permission préalable, expresse et écrite, de la délégation en question. | <p>(a) Seul <u>un représentant accrédité d'une délégation le chef de délégation ou un délégué dûment autorisé à cet effet tel que défini dans l'article 6 des Règles de procédure</u> peut voter et intervenir pour ce Membre.</p> <p>(b) Aucun délégué ne peut faire usage de la carte de vote, de la carte de vote électronique <u>et/ou de la carte d'identification pour utiliser le droit de parole du droit de parole</u> d'une autre délégation, sans la <u>permission-procuration</u> préalable, expresse et écrite, de la délégation en question.</p> | <p>(a) Seul le chef de délégation ou un délégué dûment autorisé à cet effet tel que défini dans l'article 6 des Règles de procédure peut voter et intervenir pour ce Membre.</p> <p>(b) Aucun délégué ne peut faire usage de la carte de vote, de la carte de vote électronique ou de la carte d'identification pour utiliser le droit de parole d'une autre délégation, sans la procuration préalable, expresse et écrite, de la délégation en question.</p> <p>(c) Pour les fins du présent article, on entend</p> |

| | |
|---|---|
| <p><u>(c) Pour les fins du présent article, on entend également par « délégué » un représentant accrédité d'un Comité national ou régional reconnu du pays/région de la délégation Membre donnant la procuration</u></p> <p><u>(d) Un Membre éligible au vote mais dans l'incapacité de se rendre au Congrès mondial de la nature, ou une délégation dans l'incapacité de participer à une séance particulière de l'Assemblée des Membres, peut donner procuration à une délégation d'un Membre éligible au vote.</u></p> <p><u>(e) Un Membre ne peut transférer la procuration de son propre vote tout en détenant d'autres procurations, et ne peut transférer la procuration d'autres Membres sans l'autorisation préalable du donateur de la procuration.</u></p> <p><u>(f) Pour être valides, toutes les procurations doivent être faites par écrit et transmises au Secrétariat du Congrès.</u></p> | <p>également par « délégué » un représentant accrédité d'un Comité national ou régional reconnu du pays/région de la délégation Membre donnant la procuration</p> <p>(d) Un Membre éligible au vote mais dans l'incapacité de se rendre au Congrès mondial de la nature, ou une délégation dans l'incapacité de participer à une séance particulière de l'Assemblée des Membres, peut donner procuration à une délégation d'un Membre éligible au vote.</p> <p>(e) Un Membre ne peut transférer la procuration de son propre vote tout en détenant d'autres procurations, et ne peut transférer la procuration d'autres Membres sans l'autorisation préalable du donateur de la procuration.</p> <p>(f) Pour être valides, toutes les procurations doivent être faites par écrit et transmises au Secrétariat du Congrès.</p> |
| <p><u>Article 66bis des Règles de procédure</u></p> <p><u>Un organisme gouvernemental Membre de l'UICN et détenant le vote collectif des organismes gouvernementaux Membres pour un pays doit obtenir l'accord des autres organismes gouvernementaux avant de donner la procuration à un autre Membre de l'UICN, sauf lors du Congrès où l'accord des autres organismes gouvernementaux présents doit être obtenu.</u></p> | <p>Article 66bis des Règles de procédure</p> <p>Un organisme gouvernemental Membre de l'UICN et détenant le vote collectif des organismes gouvernementaux Membres pour un pays doit obtenir l'accord des autres organismes gouvernementaux avant de donner la procuration à un autre Membre de l'UICN, sauf lors du Congrès où l'accord des autres organismes gouvernementaux présents doit être obtenu.</p> |



Amendements proposés aux Statuts de l'UICN destinés à simplifier les références aux dates et aux délais

| Dispositions actuelles des Statuts de l'UICN | Amendements proposés (marques de révision) par le Conseil de l'UICN en exécutant la décision 16 du Congrès 2012 | Nouvelle version des Statuts de l'UICN tels qu'amendés (toutes modifications 'acceptées') |
|---|--|---|
| <p>Article 13 (d) des Statuts</p> <p>Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés :</p> <p>(i) demander au Membre concerné de présenter dans un délai de quatre-vingt-dix jours les raisons pour lesquelles sa suspension ou son expulsion n'est pas justifiée ; et</p> <p>(ii) décider, après avoir examiné sa réponse, d'informer le Membre en question de l'intention du Conseil de soumettre la proposition à un vote du Congrès mondial.</p> | <p>Article 13 (d) des Statuts</p> <p>Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés :</p> <p>(i) demander au Membre concerné de présenter dans un délai de quatre-vingt-dix jours <u>trois mois</u> les raisons pour lesquelles sa suspension ou son expulsion n'est pas justifiée ; et</p> <p>(ii) décider, après avoir examiné sa réponse, d'informer le Membre en question de l'intention du Conseil de soumettre la proposition à un vote du Congrès mondial.</p> | <p>Article 13 (d) des Statuts</p> <p>Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés :</p> <p>(i) demander au Membre concerné de présenter dans un délai de trois mois les raisons pour lesquelles sa suspension ou son expulsion n'est pas justifiée ; et</p> <p>(ii) décider, après avoir examiné sa réponse, d'informer le Membre en question de l'intention du Conseil de soumettre la proposition à un vote du Congrès mondial.</p> |
| <p>Article 13 (e) des Statuts</p> <p>Si, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la notification de la décision du Conseil, le Membre n'indique pas au Directeur général son souhait de voir procéder à un vote, le Membre concerné est considéré comme s'étant retiré de l'UICN.</p> | <p>Article 13 (e) des Statuts</p> <p>Si, dans les quatre-vingt-dix jours <u>trois mois</u> suivant la notification de la décision du Conseil, le Membre n'indique pas au Directeur général son souhait de voir procéder à un vote, le Membre concerné est considéré comme s'étant retiré de l'UICN.</p> | <p>Article 13 (e) des Statuts</p> <p>Si, dans les trois mois suivant la notification de la décision du Conseil, le Membre n'indique pas au Directeur général son souhait de voir procéder à un vote, le Membre concerné est considéré comme s'étant retiré de l'UICN.</p> |
| <p>Article 36 des Statuts</p> <p>Toute décision du Congrès mondial prise lorsque:</p> <p>(a) moins de la moitié des voix des Membres de la Catégorie A ou B était représentée à cette session du Congrès mondial, ou</p> <p>(b) la décision en cause porte sur une question</p> | <p>Article 36 des Statuts</p> <p>Toute décision du Congrès mondial prise lorsque:</p> <p>(a) moins de la moitié des voix des Membres de la Catégorie A ou B était représentée à cette session du Congrès mondial, ou</p> <p>(b) la décision en cause porte sur une question qui ne</p> | <p>Article 36 des Statuts</p> <p>Toute décision du Congrès mondial prise lorsque:</p> <p>(a) moins de la moitié des voix des Membres de la Catégorie A ou B était représentée à cette session du Congrès mondial, ou</p> <p>(b) la décision en cause porte sur une question qui</p> |

Annexe 13 – Décisions de la 84^{ème} Réunion du Conseil – Dates et délais

| | | |
|--|--|---|
| <p>qui ne figurait pas à l'ordre du jour distribué aux Membres avant le Congrès mondial,</p> <p>doit être confirmée par un vote par correspondance si au moins quarante Membres ayant droit de vote en provenance d'au moins trois Régions en font la demande au plus tard quatre-vingt-dix jours après la distribution de la décision du Congrès mondial. Tant qu'elle n'est pas confirmée, la décision est suspendue.</p> | <p>figurait pas à l'ordre du jour distribué aux Membres avant le Congrès mondial,</p> <p>doit être confirmée par un vote par correspondance si au moins quarante Membres ayant droit de vote en provenance d'au moins trois Régions en font la demande au plus tard quatre-vingt-dix jours trois mois après la distribution de la décision du Congrès mondial. Tant qu'elle n'est pas confirmée, la décision est suspendue.</p> | <p>ne figurait pas à l'ordre du jour distribué aux Membres avant le Congrès mondial,</p> <p>doit être confirmée par un vote par correspondance si au moins quarante Membres ayant droit de vote en provenance d'au moins trois Régions en font la demande au plus tard trois mois après la distribution de la décision du Congrès mondial. Tant qu'elle n'est pas confirmée, la décision est suspendue.</p> |
| <p>Article 48 des Statuts</p> <p>Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil peut, par un vote pris à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, prendre des mesures qui, aux termes des Statuts, font partie des prérogatives du Congrès mondial. Dans de tels cas, les Membres de l'UICN ayant droit de vote sont avisés de ces mesures dans les meilleurs délais. Si la majorité des Membres ayant droit de vote de l'une ou l'autre Catégorie signifie son désaccord dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de cet avis, ces mesures sont annulées.</p> | <p>Article 48 des Statuts</p> <p>Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil peut, par un vote pris à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, prendre des mesures qui, aux termes des Statuts, font partie des prérogatives du Congrès mondial. Dans de tels cas, les Membres de l'UICN ayant droit de vote sont avisés de ces mesures dans les meilleurs délais. Si la majorité des Membres ayant droit de vote de l'une ou l'autre Catégorie signifie son désaccord dans les quatre-vingt-dix jours trois mois suivant la date de cet avis, ces mesures sont annulées.</p> | <p>Article 48 des Statuts</p> <p>Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil peut, par un vote pris à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, prendre des mesures qui, aux termes des Statuts, font partie des prérogatives du Congrès mondial. Dans de tels cas, les Membres de l'UICN ayant droit de vote sont avisés de ces mesures dans les meilleurs délais. Si la majorité des Membres ayant droit de vote de l'une ou l'autre Catégorie signifie son désaccord dans les trois mois suivant la date de cet avis, ces mesures sont annulées.</p> |
| <p>Article 65 des Statuts</p> <p>Si un membre du Conseil agit de façon sérieusement contraire à ses devoirs, deux autres membres du Conseil et le Président ou un Vice-président peuvent proposer que le Conseil procède à sa suspension. La possibilité est donnée au membre en question de réfuter les allégations formulées contre lui. Prenant en considération les allégations et les réponses, le Conseil peut suspendre le membre en question par un vote pris à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.</p> <p>Si le membre du Conseil suspendu en fait la demande dans un délai de trente jours dès la</p> | <p>Article 65 des Statuts</p> <p>Si un membre du Conseil agit de façon sérieusement contraire à ses devoirs, deux autres membres du Conseil et le Président ou un Vice-président peuvent proposer que le Conseil procède à sa suspension. La possibilité est donnée au membre en question de réfuter les allégations formulées contre lui. Prenant en considération les allégations et les réponses, le Conseil peut suspendre le membre en question par un vote pris à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.</p> <p>Si le membre du Conseil suspendu en fait la demande dans un délai de trente jours d'un mois dès la décision, celle-ci sera soumise aux Membres de l'UICN pour confirmation, au moyen d'un vote par correspondance.</p> | <p>Article 65 des Statuts</p> <p>Si un membre du Conseil agit de façon sérieusement contraire à ses devoirs, deux autres membres du Conseil et le Président ou un Vice-président peuvent proposer que le Conseil procède à sa suspension. La possibilité est donnée au membre en question de réfuter les allégations formulées contre lui. Prenant en considération les allégations et les réponses, le Conseil peut suspendre le membre en question par un vote pris à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.</p> <p>Si le membre du Conseil suspendu en fait la demande dans un délai d'un mois dès la décision, celle-ci sera soumise aux Membres de l'UICN pour</p> |

Annexe 13 – Décisions de la 84^{ème} Réunion du Conseil – Dates et délais

| | | |
|---|--|--|
| décision, celle-ci sera soumise aux Membres de l'UICN pour confirmation, au moyen d'un vote par correspondance. S'il n'en fait pas la demande, ou si la décision du Conseil est confirmée, il est considéré comme étant exclu du Conseil. Si le vote par correspondance ne confirme pas la suspension, il est rétabli dans ses fonctions. | S'il n'en fait pas la demande, ou si la décision du Conseil est confirmée, il est considéré comme étant exclu du Conseil. Si le vote par correspondance ne confirme pas la suspension, il est rétabli dans ses fonctions. | confirmation, au moyen d'un vote par correspondance. S'il n'en fait pas la demande, ou si la décision du Conseil est confirmée, il est considéré comme étant exclu du Conseil. Si le vote par correspondance ne confirme pas la suspension, il est rétabli dans ses fonctions. |
| Article 103 des Statuts Le Congrès mondial procède à l'examen d'un amendement au Règlement adopté par le Conseil, lorsque la demande en est faite par au moins quarante Membres ayant droit de vote et à condition que cette demande soit faite dans les cent quatre-vingt jours suivant la communication par le Conseil de cet amendement. Un tel appel est suspensif. | Article 103 des Statuts Le Congrès mondial procède à l'examen d'un amendement au Règlement adopté par le Conseil, lorsque la demande en est faite par au moins quarante Membres ayant droit de vote et à condition que cette demande soit faite dans les cent quatre-vingt jours <u>six mois</u> suivant la communication par le Conseil de cet amendement. Un tel appel est suspensif. | Article 103 des Statuts Le Congrès mondial procède à l'examen d'un amendement au Règlement adopté par le Conseil, lorsque la demande en est faite par au moins quarante Membres ayant droit de vote et à condition que cette demande soit faite dans les six mois suivant la communication par le Conseil de cet amendement. Un tel appel est suspensif. |
| Article 104 des Statuts Tout Membre de l'UICN peut proposer un amendement aux présents Statuts pour examen par le Conseil. Une telle proposition d'amendement doit parvenir au Secrétariat au plus tard cent quatre-vingt jours avant l'ouverture d'une session ordinaire du Congrès mondial. Le Conseil informe le Membre de sa décision de soumettre ou non l'amendement au Congrès mondial et, dans l'affirmative, sous quelle forme. | Article 104 des Statuts Tout Membre de l'UICN peut proposer un amendement aux présents Statuts pour examen par le Conseil. Une telle proposition d'amendement doit parvenir au Secrétariat au plus tard cent quatre-vingt jours <u>six mois</u> avant l'ouverture d'une session ordinaire du Congrès mondial. Le Conseil informe le Membre de sa décision de soumettre ou non l'amendement au Congrès mondial et, dans l'affirmative, sous quelle forme. | Article 104 des Statuts Tout Membre de l'UICN peut proposer un amendement aux présents Statuts pour examen par le Conseil. Une telle proposition d'amendement doit parvenir au Secrétariat au plus tard six mois avant l'ouverture d'une session ordinaire du Congrès mondial. Le Conseil informe le Membre de sa décision de soumettre ou non l'amendement au Congrès mondial et, dans l'affirmative, sous quelle forme. |
| Article 105 des Statuts Des amendements aux présents Statuts peuvent être proposés au Congrès mondial : | Article 105 des Statuts Des amendements aux présents Statuts peuvent être proposés au Congrès mondial : | Article 105 des Statuts Des amendements aux présents Statuts peuvent être proposés au Congrès mondial : |
| (a) par le Conseil, qui peut incorporer dans sa proposition des suggestions émanant des Membres de l'UICN conformément à l'article 104 ; ou | (a) par le Conseil, qui peut incorporer dans sa proposition des suggestions émanant des Membres de l'UICN conformément à l'article 104 ; ou | (a) par le Conseil, qui peut incorporer dans sa proposition des suggestions émanant des Membres de l'UICN conformément à l'article 104 ; ou |
| (b) par cinq Membres de l'UICN de la Catégorie | (b) par cinq Membres de l'UICN de la Catégorie A ou | (b) par cinq Membres de l'UICN de la Catégorie A |

Annexe 13 – Décisions de la 84^{ème} Réunion du Conseil – Dates et délais

| | | |
|--|---|--|
| <p>A ou cinquante Membres de la Catégorie B, à condition que cette proposition parvienne au Secrétariat cent quatre-vingt jours au moins avant l'ouverture d'une session ordinaire ou extraordinaire du Congrès mondial.</p> | <p>cinquante Membres de la Catégorie B, à condition que cette proposition parvienne au Secrétariat cent quatre-vingt jours six mois au moins avant l'ouverture d'une session ordinaire ou extraordinaire du Congrès mondial.</p> | <p>ou cinquante Membres de la Catégorie B, à condition que cette proposition parvienne au Secrétariat six mois au moins avant l'ouverture d'une session ordinaire ou extraordinaire du Congrès mondial.</p> |
| <p>Article 106 des Statuts</p> <p>Le Directeur général communique aux Membres de l'UICN tout amendement aux présents Statuts proposé par le Conseil ou par des Membres de l'UICN conformément à l'article 105, au moins cent vingt jours avant la date prévue pour l'ouverture d'une session ordinaire ou extraordinaire du Congrès mondial. Une telle communication est assortie d'une explication relative à la proposition et de tout commentaire du Conseil.</p> | <p>Article 106 des Statuts</p> <p>Le Directeur général communique aux Membres de l'UICN tout amendement aux présents Statuts proposé par le Conseil ou par des Membres de l'UICN conformément à l'article 105, au moins cent vingt jours trois mois avant la date prévue pour l'ouverture d'une session ordinaire ou extraordinaire du Congrès mondial. Une telle communication est assortie d'une explication relative à la proposition et de tout commentaire du Conseil.</p> | <p>Article 106 des Statuts</p> <p>Le Directeur général communique aux Membres de l'UICN tout amendement aux présents Statuts proposé par le Conseil ou par des Membres de l'UICN conformément à l'article 105, au moins trois mois avant la date prévue pour l'ouverture d'une session ordinaire ou extraordinaire du Congrès mondial. Une telle communication est assortie d'une explication relative à la proposition et de tout commentaire du Conseil.</p> |
| <p>Article 109 des Statuts</p> <p>Le Congrès mondial ne peut décider de dissoudre l'UICN que sur la base d'une motion écrite adressée à tous les Membres de l'UICN au moins cent vingt jours avant la date prévue pour l'ouverture de la session du Congrès mondial durant laquelle la motion sera considérée. L'adoption d'une telle motion exige la majorité des trois quarts des suffrages exprimés dans chacune des Catégories A et B.</p> | <p>Article 109 des Statuts</p> <p>Le Congrès mondial ne peut décider de dissoudre l'UICN que sur la base d'une motion écrite adressée à tous les Membres de l'UICN au moins cent vingt jours quatre mois avant la date prévue pour l'ouverture de la session du Congrès mondial durant laquelle la motion sera considérée. L'adoption d'une telle motion exige la majorité des trois quarts des suffrages exprimés dans chacune des Catégories A et B.</p> | <p>Article 109 des Statuts</p> <p>Le Congrès mondial ne peut décider de dissoudre l'UICN que sur la base d'une motion écrite adressée à tous les Membres de l'UICN au moins quatre mois avant la date prévue pour l'ouverture de la session du Congrès mondial durant laquelle la motion sera considérée. L'adoption d'une telle motion exige la majorité des trois quarts des suffrages exprimés dans chacune des Catégories A et B.</p> |
| | <p><u>Insérer un nouvel article 112bis dans les Statuts</u></p> <p><u>1. À des fins d'interprétation et d'application des Statuts, des Règles de procédure et du Règlement de l'UICN :</u></p> <p><u>a. le terme « année » suivant ou précédant une date donnée signifie, respectivement, la période entre cette date donnée et :</u></p> <p><u>(a) la même date de l'année suivante, incluse ;</u></p> | <p>Insérer un nouvel article 112bis dans les Statuts</p> <p>1. À des fins d'interprétation et d'application des Statuts, des Règles de procédure et du Règlement de l'UICN :</p> <p>a. le terme « année » suivant ou précédant une date donnée signifie, respectivement, la période entre cette date donnée et :</p> <p>(a) la même date de l'année suivante,</p> |

ou
(b) la même date de l'année précédente,
incluse.

b. le terme « mois » suivant ou précédant une date
donnée signifie, respectivement, la période entre
cette date donnée et :

(a) la même date du mois suivant, incluse ; ou
(b) la même date du mois précédent, incluse.

c. le terme « semaine » suivant ou précédant une
date donnée signifie, respectivement, la période
entre cette date donnée et :

(a) la même date de la semaine suivante,
incluse ; ou
(b) la même date de la semaine précédente,
incluse.

2. Si, lors de l'application des dispositions du
paragraphe 1 précédent, la date de l'année ou du mois
suivant ou précédent est absente, alors la prochaine
date disponible s'applique.

incluse ; ou

(b) la même date de l'année précédente,
incluse.

b. le terme « mois » suivant ou précédant une
date donnée signifie, respectivement, la
période entre cette date donnée et :
(a) la même date du mois suivant, incluse ;
ou
(b) la même date du mois précédent, incluse.

c. le terme « semaine » suivant ou précédant
une date donnée signifie, respectivement, la
période entre cette date donnée et :
(a) la même date de la semaine suivante,
incluse ; ou
(b) la même date de la semaine précédente,
incluse.

2. Si, lors de l'application des dispositions du
paragraphe 1 précédent, la date de l'année ou
du mois suivant ou précédent est absente, alors
la prochaine date disponible s'applique.

Amendements proposés aux Règles de procédure du Congrès mondial de la nature de l'UICN destinés à simplifier les références aux dates et aux délais

| Dispositions actuelles des Règles de procédure du Congrès mondial de la nature de l'UICN | Amendements proposés (marques de révision) par le Conseil de l'UICN en exécutant la décision 16 du Congrès 2012 | Nouvelle version des Règles de procédure telles qu'amendées (toutes modifications 'acceptées') |
|---|--|---|
| <p>Article 23 des Règles de procédure</p> <p>Le Secrétariat fournit au Congrès mondial les services de secrétariat et l'assistance qui lui sont nécessaires. Il est responsable de la préparation, de la réception, de la traduction et de la distribution des documents officiels des réunions ainsi que de l'organisation de l'interprétation.</p> | <p>Article 23 des Règles de procédure</p> <p>Le Secrétariat fournit au Congrès mondial les services de secrétariat et l'assistance qui lui sont nécessaires. Il est responsable de la préparation, de la réception, de la traduction et de la distribution des documents officiels des réunions <u>par voie électronique</u> ainsi que de l'organisation de l'interprétation.</p> | <p>Article 23 des Règles de procédure</p> <p>Le Secrétariat fournit au Congrès mondial les services de secrétariat et l'assistance qui lui sont nécessaires. Il est responsable de la préparation, de la réception, de la traduction et de la distribution des documents officiels des réunions par voie électronique ainsi que de l'organisation de l'interprétation.</p> |
| <p>Article 45 des Règles de procédure</p> <p>Le Directeur général, en consultation avec le Conseil, prépare pour chaque session du Congrès un projet d'ordre du jour sur la base d'un avant-projet distribué au préalable, conformément aux Statuts. Ce projet indique, dans la mesure du possible, à quelles séances chaque question particulière sera discutée. Le projet d'ordre du jour et les documents émanant du Conseil ou du Secrétariat, relatifs à des questions exigeant l'approbation du Congrès mondial, sont distribués aux Membres de l'UICN cent cinquante jours au moins avant le début de la session. Le projet d'ordre du jour est soumis pour adoption à la première séance de la session.</p> | <p>Article 45 des Règles de procédure</p> <p>Le Directeur général, en consultation avec le Conseil, prépare pour chaque session du Congrès un projet d'ordre du jour sur la base d'un avant-projet distribué au préalable, conformément aux Statuts. Ce projet indique, dans la mesure du possible, à quelles séances chaque question particulière sera discutée. Le projet d'ordre du jour et les documents émanant du Conseil ou du Secrétariat, relatifs à des questions exigeant l'approbation du Congrès mondial, sont distribués aux Membres de l'UICN <u>cent cinquante jours</u> <u>trois mois</u> au moins avant le début de la session. Le projet d'ordre du jour est soumis pour adoption à la première séance de la session.</p> | <p>Article 45 des Règles de procédure</p> <p>Le Directeur général, en consultation avec le Conseil, prépare pour chaque session du Congrès un projet d'ordre du jour sur la base d'un avant-projet distribué au préalable, conformément aux Statuts. Ce projet indique, dans la mesure du possible, à quelles séances chaque question particulière sera discutée. Le projet d'ordre du jour et les documents émanant du Conseil ou du Secrétariat, relatifs à des questions exigeant l'approbation du Congrès mondial, sont distribués aux Membres de l'UICN trois mois au moins avant le début de la session. Le projet d'ordre du jour est soumis pour adoption à la première séance de la session.</p> |
| <p>Article 49 des Règles de procédure</p> <p>Des motions peuvent être présentées par le Conseil ou par tout Membre ayant droit de vote avec l'appui d'au moins cinq autres Membres ayant droit de vote. Les motions doivent être normalement soumises au Directeur général cent</p> | <p>Article 49 des Règles de procédure</p> <p>Des motions peuvent être présentées par le Conseil ou par tout Membre ayant droit de vote avec l'appui d'au moins cinq autres Membres ayant droit de vote. Les motions doivent être normalement soumises au Directeur général <u>à une date établie par le Conseil, six</u></p> | <p>Article 49 des Règles de procédure</p> <p>Des motions peuvent être présentées par le Conseil ou par tout Membre ayant droit de vote avec l'appui d'au moins cinq autres Membres ayant droit de vote. Les motions doivent être normalement soumises au Directeur général à une date établie par le Conseil,</p> |

Annexe 13 – Décisions de la 84^{ème} Réunion du Conseil – Dates et délais

vingt jours au moins avant l'ouverture de la prochaine session du Congrès mondial concernée. Le Secrétariat distribue toutes les motions acceptées qu'il a reçues, à tous les Membres, au moins soixante jours avant la session du Congrès mondial concernée.

~~mois cent vingt jours~~ au moins avant l'ouverture de la prochaine session du Congrès mondial concernée. Le Secrétariat distribue toutes les motions acceptées qu'il a reçues, à tous les Membres, au moins ~~soixante jours~~ trois mois avant la session du Congrès mondial concernée.

six mois au moins avant l'ouverture de la prochaine session du Congrès mondial concernée. Le Secrétariat distribue toutes les motions acceptées qu'il a reçues, à tous les Membres, au moins trois mois avant la session du Congrès mondial concernée.

Amendements au Règlement destinés à simplifier la référence aux dates et aux délais, en les harmonisant avec les amendements aux Règles de procédure relatives au processus des motions

| Dispositions actuelles du Règlement de l'UICN | Amendements proposés (marques de révision) par le Conseil en exécutant la décision 16 du Congrès 2012 | Nouvelle version des Articles du Règlement de l'UICN concernés tels qu'amendés (toutes modifications 'acceptées') |
|---|--|---|
| <p>Article 21 du Règlement</p> <p>À sa demande ou après l'avoir avisé, le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers, peut transférer un Membre dans une autre Catégorie, s'il l'estime incorrectement classé. Le transfert et ses motifs sont notifiés aux Membres de l'UICN. Si, dans les quatre-vingt-dix jours suivant cette notification, une objection est formulée par le Membre en cause, ou par un autre Membre ayant droit de vote, le transfert est soumis au Congrès mondial pour ratification.</p> | <p>Article 21 du Règlement</p> <p>À sa demande ou après l'avoir avisé, le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers, peut transférer un Membre dans une autre Catégorie, s'il l'estime incorrectement classé. Le transfert et ses motifs sont notifiés aux Membres de l'UICN. Si, dans les quatre-vingt-dix jours <u>trois mois</u> suivant cette notification, une objection est formulée par le Membre en cause, ou par un autre Membre ayant droit de vote, le transfert est soumis au Congrès mondial pour ratification.</p> | <p>Article 21 du Règlement</p> <p>À sa demande ou après l'avoir avisé, le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers, peut transférer un Membre dans une autre Catégorie, s'il l'estime incorrectement classé. Le transfert et ses motifs sont notifiés aux Membres de l'UICN. Si, dans les trois mois suivant cette notification, une objection est formulée par le Membre en cause, ou par un autre Membre ayant droit de vote, le transfert est soumis au Congrès mondial pour ratification.</p> |
| <p>Article 28 du Règlement</p> <p>Douze mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture d'une session du Congrès mondial, le Conseil :</p> <p>(a) nomme un Comité d'organisation pour la préparation de la réunion, comprenant un représentant de l'État hôte ; et</p> <p>(b) nomme un Responsable des élections, qui ne peut être ni candidat à un poste à pourvoir par le Congrès, ni membre du Secrétariat.</p> | <p>Article 28 du Règlement</p> <p>Douze mois <u>Un an</u> au moins avant la date fixée pour l'ouverture d'une session du Congrès mondial, le Conseil :</p> <p>(a) nomme un Comité d'organisation pour la préparation de la réunion, comprenant un représentant de l'État hôte ; et</p> <p>(b) nomme un Responsable des élections, qui ne peut être ni candidat à un poste à pourvoir par le Congrès, ni membre du Secrétariat.</p> | <p>Article 28 du Règlement</p> <p>Un an au moins avant la date fixée pour l'ouverture d'une session du Congrès mondial, le Conseil :</p> <p>(a) nomme un Comité d'organisation pour la préparation de la réunion, comprenant un représentant de l'État hôte ; et</p> <p>(b) nomme un Responsable des élections, qui ne peut être ni candidat à un poste à pourvoir par le Congrès, ni membre du Secrétariat.</p> |
| <p>Article 32 du Règlement</p> <p>Le Conseil présente au plus deux candidatures respectivement pour le poste de Président et celui de</p> | <p>Article 32 du Règlement</p> <p>Le Conseil présente au plus deux candidatures respectivement pour le poste de Président et celui</p> | <p>Article 32 du Règlement</p> <p>Le Conseil présente au plus deux candidatures respectivement pour le poste de Président et celui</p> |

Annexe 14 – Décisions de la 84^{ème} Réunion du Conseil – Règlement - Dates et délais

| | | |
|---|---|--|
| <p>Trésorier, après considération des propositions émises par les Membres des Catégories A et B. Des candidatures pour le poste de Président peuvent aussi être présentées directement par les Membres conformément aux Statuts, à condition que cette présentation soit reçue par le Directeur général de l'UICN soixante jours au moins avant l'ouverture de la session du Congrès mondial.</p> | <p>de Trésorier, après considération des propositions émises par les Membres des Catégories A et B. Des candidatures pour le poste de Président peuvent aussi être présentées directement par les Membres conformément aux Statuts, à condition que cette présentation soit reçue par le Directeur général de l'UICN soixante jours <u>deux mois</u> au moins avant l'ouverture de la session du Congrès mondial.</p> | <p>de Trésorier, après considération des propositions émises par les Membres des Catégories A et B. Des candidatures pour le poste de Président peuvent aussi être présentées directement par les Membres conformément aux Statuts, à condition que cette présentation soit reçue par le Directeur général de l'UICN deux mois au moins avant l'ouverture de la session du Congrès mondial.</p> |
| <p>Article 50 du Règlement</p> <p>L'annonce des réunions ordinaires du Conseil, accompagnée d'un projet d'ordre du jour, est envoyée aux personnes ayant le droit d'y être présentes quarante-cinq jours au moins avant la réunion. Lors des sessions du Congrès mondial, une réunion spéciale du Conseil peut être convoquée en tout temps par le Président, ou, en son absence, par un Vice-président.</p> | <p>Article 50 du Règlement</p> <p>L'annonce des réunions ordinaires du Conseil, accompagnée d'un projet d'ordre du jour, est envoyée aux personnes ayant le droit d'y être présentes quarante-cinq jours <u>six semaines</u> au moins avant la réunion. Lors des sessions du Congrès mondial, une réunion spéciale du Conseil peut être convoquée en tout temps par le Président, ou, en son absence, par un Vice-président.</p> | <p>Article 50 du Règlement</p> <p>L'annonce des réunions ordinaires du Conseil, accompagnée d'un projet d'ordre du jour, est envoyée aux personnes ayant le droit d'y être présentes six semaines au moins avant la réunion. Lors des sessions du Congrès mondial, une réunion spéciale du Conseil peut être convoquée en tout temps par le Président, ou, en son absence, par un Vice-président.</p> |
| <p>Article 52 du Règlement</p> <p>Un compte rendu résumé de chaque réunion du Conseil, avec les propositions écrites, est préparé par le Directeur général et est soumis à tous les membres du Conseil dès que possible après la réunion. Les participants aux réunions du Conseil peuvent transmettre le texte complet ou abrégé de leurs déclarations au Secrétariat pour inclusion dans le procès-verbal. Si aucune objection n'est reçue dans un délai de quarante jours après la date d'envoi du compte rendu, celui-ci est réputé correct. Toute objection au compte rendu est transmise au Conseil pour décision par vote par correspondance ou, à la discrétion du Président, soumise à l'examen du Conseil lors de la session suivante. Si une objection est soulevée quant à la rédaction d'une décision, celle-ci n'entre pas en vigueur avant d'être confirmée.</p> | <p>Article 52 du Règlement</p> <p>Un compte rendu résumé de chaque réunion du Conseil, avec les propositions écrites, est préparé par le Directeur général et est soumis à tous les membres du Conseil dès que possible après la réunion. Les participants aux réunions du Conseil peuvent transmettre le texte complet ou abrégé de leurs déclarations au Secrétariat pour inclusion dans le procès-verbal. Si aucune objection n'est reçue dans un délai de quarante jours <u>cinq semaines</u> après la date d'envoi du compte rendu, celui-ci est réputé correct. Toute objection au compte rendu est transmise au Conseil pour décision par vote par correspondance ou, à la discrétion du Président, soumise à l'examen du Conseil lors de la session suivante. Si une objection est soulevée quant à la rédaction d'une décision, celle-ci n'entre pas en vigueur avant d'être confirmée.</p> | <p>Article 52 du Règlement</p> <p>Un compte rendu résumé de chaque réunion du Conseil, avec les propositions écrites, est préparé par le Directeur général et est soumis à tous les membres du Conseil dès que possible après la réunion. Les participants aux réunions du Conseil peuvent transmettre le texte complet ou abrégé de leurs déclarations au Secrétariat pour inclusion dans le procès-verbal. Si aucune objection n'est reçue dans un délai de cinq semaines après la date d'envoi du compte rendu, celui-ci est réputé correct. Toute objection au compte rendu est transmise au Conseil pour décision par vote par correspondance ou, à la discrétion du Président, soumise à l'examen du Conseil lors de la session suivante. Si une objection est soulevée quant à la rédaction d'une décision, celle-ci n'entre pas en vigueur avant d'être confirmée.</p> |

Annexe 14 – Décisions de la 84^{ème} Réunion du Conseil – Règlement - Dates et délais

| | | |
|--|--|---|
| <p>Article 53 du Règlement</p> <p>Toute langue officielle de l’UICN peut être utilisée au cours des réunions du Conseil ; l’interprétation de l’une des langues officielles dans une autre est fournie lorsqu’un membre du Conseil en fait la demande. De telles demandes doivent être adressées au Secrétariat trente jours au moins avant la réunion. Les membres du Conseil peuvent aussi s’exprimer dans une langue autre que les langues officielles, mais ils doivent faire en sorte que l’interprétation dans l’une des langues officielles soit assurée par leurs soins.</p> | <p>Article 53 du Règlement</p> <p>Toute langue officielle de l’UICN peut être utilisée au cours des réunions du Conseil ; l’interprétation de l’une des langues officielles dans une autre est fournie lorsqu’un membre du Conseil en fait la demande. De telles demandes doivent être adressées au Secrétariat trente jours un mois au moins avant la réunion. Les membres du Conseil peuvent aussi s’exprimer dans une langue autre que les langues officielles, mais ils doivent faire en sorte que l’interprétation dans l’une des langues officielles soit assurée par leurs soins.</p> | <p>Article 53 du Règlement</p> <p>Toute langue officielle de l’UICN peut être utilisée au cours des réunions du Conseil ; l’interprétation de l’une des langues officielles dans une autre est fournie lorsqu’un membre du Conseil en fait la demande. De telles demandes doivent être adressées au Secrétariat un mois au moins avant la réunion. Les membres du Conseil peuvent aussi s’exprimer dans une langue autre que les langues officielles, mais ils doivent faire en sorte que l’interprétation dans l’une des langues officielles soit assurée par leurs soins.</p> |
| <p>Article 54 du Règlement</p> <p>Une décision du Conseil portant sur une question qui ne figurait pas au projet d’ordre du jour distribué avant la réunion du Conseil est définitive sauf si cinq membres du Conseil assistant à la réunion s’y opposent, ou si cinq membres du Conseil font part au Directeur général de leur opposition dans les trente jours suivant la date d’envoi du compte rendu de la réunion.</p> | <p>Article 54 du Règlement</p> <p>Une décision du Conseil portant sur une question qui ne figurait pas au projet d’ordre du jour distribué avant la réunion du Conseil est définitive sauf si cinq membres du Conseil assistant à la réunion s’y opposent, ou si cinq membres du Conseil font part au Directeur général de leur opposition dans les trente jours le mois suivant la date d’envoi du compte rendu de la réunion.</p> | <p>Article 54 du Règlement</p> <p>Une décision du Conseil portant sur une question qui ne figurait pas au projet d’ordre du jour distribué avant la réunion du Conseil est définitive sauf si cinq membres du Conseil assistant à la réunion s’y opposent, ou si cinq membres du Conseil font part au Directeur général de leur opposition dans le mois suivant la date d’envoi du compte rendu de la réunion.</p> |
| <p>Article 58 du Règlement</p> <p>Les décisions du Bureau sont prises à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés et sont intégralement communiquées au Conseil. Les décisions prises sont envoyées aux membres du Conseil par courrier électronique ou télécopie dans les sept jours de leur adoption. Si cinq membres au moins du Conseil, qui n’ont pas participé à la décision, font part au Directeur général, par courrier électronique ou par télécopie, de leur objection à une décision du Bureau dans les sept jours à compter de la date de communication de la décision par le Bureau, la décision en cause est renvoyée au Conseil, accompagnée des objections soulevées, pour un vote. Dans tous les autres cas, la décision du Bureau entre en vigueur à la date de son</p> | <p>Article 58 du Règlement</p> <p>Les décisions du Bureau sont prises à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés et sont intégralement communiquées au Conseil. Les décisions prises sont envoyées aux membres du Conseil par courrier communication électronique ou télécopie dans les sept jours de la semaine suivant leur adoption. Si cinq membres au moins du Conseil, qui n’ont pas participé à la décision, font part au Directeur général, par courrier communication électronique ou par télécopie, de leur objection à une décision du Bureau dans les sept jours la semaine à compter de la date de communication de la décision par le Bureau, la décision en cause est renvoyée au Conseil,</p> | <p>Article 58 du Règlement</p> <p>Les décisions du Bureau sont prises à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés et sont intégralement communiquées au Conseil. Les décisions prises sont envoyées aux membres du Conseil par communication électronique ou télécopie dans la semaine suivant leur adoption. Si cinq membres au moins du Conseil, qui n’ont pas participé à la décision, font part au Directeur général, par communication électronique ou par télécopie, de leur objection à une décision du Bureau dans la semaine à compter de la date de communication de la décision par le Bureau, la décision en cause est renvoyée au Conseil, accompagnée des objections soulevées, pour un</p> |

Annexe 14 – Décisions de la 84^{ème} Réunion du Conseil – Règlement - Dates et délais

| | | |
|--|---|--|
| adoption. | accompagnée des objections soulevées, pour un vote. Dans tous les autres cas, la décision du Bureau entre en vigueur à la date de son adoption. | vote. Dans tous les autres cas, la décision du Bureau entre en vigueur à la date de son adoption. |
| Article 70 du Règlement | Article 70 du Règlement | Article 70 du Règlement |
| Avant chaque session ordinaire du Congrès mondial, le Conseil réexamine le cahier des charges et les activités de chaque Commission. Toute proposition d'un Membre de l'UICN concernant la mission et le cahier des charges d'une Commission est communiquée aux Membres de l'UICN cent vingt jours au moins avant la session ordinaire du Congrès mondial concerné. | Avant chaque session ordinaire du Congrès mondial, le Conseil réexamine le cahier des charges et les activités de chaque Commission. Toute proposition d'un Membre de l'UICN concernant la mission et le cahier des charges d'une Commission est communiquée aux Membres de l'UICN cent vingt jours <u>six mois</u> au moins avant la session ordinaire du Congrès mondial concerné. | Avant chaque session ordinaire du Congrès mondial, le Conseil réexamine le cahier des charges et les activités de chaque Commission. Toute proposition d'un Membre de l'UICN concernant la mission et le cahier des charges d'une Commission est communiquée aux Membres de l'UICN six mois au moins avant la session ordinaire du Congrès mondial concerné. |
| Article 72 du Règlement | Article 72 du Règlement | Article 72 du Règlement |
| Le mandat des membres des Commissions continue quatre-vingt-dix jours après la fin de la session ordinaire du Congrès mondial qui suit leur nomination, ou jusqu'au renouvellement des membres de la Commission, si celui-ci intervient plus tôt. | Le mandat des membres des Commissions continue quatre-vingt-dix jours <u>trois mois</u> après la fin de la session ordinaire du Congrès mondial qui suit leur nomination, ou jusqu'au renouvellement des membres de la Commission, si celui-ci intervient plus tôt. | Le mandat des membres des Commissions continue trois mois après la fin de la session ordinaire du Congrès mondial qui suit leur nomination, ou jusqu'au renouvellement des membres de la Commission, si celui-ci intervient plus tôt. |